

**Rapport de gestion
Annual report
2018**

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	1
<i>BOARD OF DIRECTORS' MESSAGE</i>	
CHIFFRES CLÉS 2018.....	2
<i>KEY FIGURES 2018</i>	
RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
<i>BUSINESS REVIEW</i>	
AIRESIS	3
LE COQ SPORTIF.....	4
GROUPE MOVEMENT.....	8
<i>MOVEMENT GROUP</i>	
CORPORATE GOVERNANCE.....	13
<i>CORPORATE GOVERNANCE</i>	
RAPPORT DE REMUNERATION.....	41
<i>COMPENSATION REPORT</i>	
COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES.....	49
<i>CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AND NOTES</i>	
COMPTES STATUTAIRES ET ANNEXES.....	111
<i>STATUTORY ACCOUNTS AND NOTES</i>	

2018, Airesis, Montreux (Suisse)

Ce rapport contient des prévisions qui expriment les opinions actuelles. Cela implique certains risques et les résultats peuvent diverger des points de vue donnés.

Pour éviter toute mauvaise interprétation, ce rapport est établi en français, puis traduit en anglais pour information. La version française prévaut contre toutes les autres versions.

Impression

Ce rapport est imprimé sur du papier issu de forêts bien gérées et d'autres sources certifiées par la Forest Stewardship Council (FSC).

2018, Airesis, Montreux (Switzerland)

This report contains forward-looking statements, which express current opinions. This involves certain risks and results can differ from the views given.

To avoid misinterpretation, this report is published in French and translated into English for information purposes. The French version surpasses all other versions.

Printing

This report is printed on paper produced from well-managed forest and other sources certified by the Forest Stewardship Council (FSC).

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Les revenus consolidés d'Airesis augmentent de 9% par rapport à l'exercice précédent atteignant MCHF 152.9 (2017 : MCHF 140.1). Le Coq Sportif est le principal vecteur de cette croissance jugée très satisfaisante.

LE COQ SPORTIF

L'exercice 2018 confirme l'évolution positive affichée lors des précédentes années. Le chiffre d'affaires s'élève à MEUR 123.8 (2017 : MEUR 117.5), tandis que la marge progresse, tel qu'anticipé, de façon significative pour atteindre 50% (2017 : 45%). Le dynamisme de l'activité textile est le principal moteur de cette croissance.

La stratégie du Coq Sportif porte ainsi ses fruits. Elle s'appuie sur l'implantation d'espaces corners (espaces dédiés dans les magasins partenaires) ainsi que sur une production locale ; la majorité du processus de fabrication étant réalisé en France. Ceci renforce sa capacité à produire à la demande et garantit une disponibilité des produits durant toute l'année. L'optimisation de la chaîne de production quant à elle, permet une amélioration de la marge brute.

En 2018, les partenariats avec Tony Yoka, champion du monde amateur et champion olympique à Rio ainsi qu'avec la Fédération Française de Rugby (FFR) ont permis à la marque d'étendre sa notoriété. Qualifiés pour la prochaine coupe du monde 2019, les joueurs du XV de France arborent d'ores et déjà leur nouvelle tunique floquée du Coq Sportif, dont la production est réalisée dans son intégralité en France.

MOVEMENT

L'année 2018 s'achève avec des résultats en amélioration. Le chiffre d'affaires de la marque atteint MCHF 9.6 (2017 : MCHF 9.2), la marge se renforce atteignant 56% (2017 : 48%). Après deux années de perte, Movement dégage un résultat opérationnel positif de MCHF 0.2.

La marque suisse poursuit sa réorganisation. Sa gamme de produits et son portefeuille de marques ont été concentrés, pour focaliser ses efforts sur quelques enseignes fortes, dont Le Coq Sportif, le label avec le plus important potentiel.

L'implémentation du Coq Sportif sur le marché helvétique se poursuit de façon encourageante offrant à ses produits une visibilité grandissante.

L'activité commerciale de Movement sur le territoire français se développe. Les résultats obtenus sont prometteurs puisque la marque acquiert des parts de marché dans un contexte très concurrentiel.

La croissance du groupe est un signe fort de l'efficacité de la stratégie adoptée. Les investissements réalisés pour développer les participations d'Airesis prouvent la confiance du management dans le potentiel des deux marques.

Le Conseil d'Administration

BOARD OF DIRECTORS' MESSAGE

Dear Shareholders,

Airesis' consolidated revenues increased by 9% compared to the previous financial year reaching MCHF 152.9 (2017: MCHF 140.1). The Coq Sportif is the main driver of this growth, which is considered very satisfactory.

LE COQ SPORTIF

The 2018 financial year confirms the positive trend recorded in previous years. The turnover amounted to MEUR 123.8 (2017: MEUR 117.5), while the margin increased significantly to 50% (2017: 45%) as expected. The dynamism of the textile activity is the main driver of this growth.

The strategy of Le Coq Sportif starts to pay off. It relies on the establishment of corner shops (dedicated spaces in partner stores) and on its local sourcing; the majority of the manufacturing process is carried out in France. This reinforces its capacity to produce on demand and guarantees year-round product availability. The optimization of the production chain, on the other hand, allows an improvement in the gross margin.

In 2018, partnerships with Tony Yoka, amateur World champion and Olympic champion at the games of Rio, as well as with the French Rugby Federation (FFR), enabled the brand to expand its notoriety. Qualified for the next World Cup 2019, the players of the French XV are already wearing their new flocked Coq Sportif tunic, whose production is entirely carried out in France.

MOVEMENT

The year 2018 is ending with improved results. The brand's turnover reached MCHF 9.6 (2017: MCHF 9.2), the margin improved to 56% (2017: 48%). After two years of loss, Movement posted a positive operating result of MCHF 0.2.

The Swiss brand continues its reorganization. Its product range and brand portfolio have been concentrated, to focus its efforts on a few strong brands, including Le Coq Sportif, the label with the greatest potential.

The implementation of Le Coq Sportif on the Swiss market is continuing in an encouraging way, offering its products increasing visibility.

Movement's commercial activity in France is expanding. The results obtained are promising since the brand is gaining market share in a highly competitive environment.

The group's growth is a strong sign of the effectiveness of the strategy adopted. The investments made to develop Airesis' holdings demonstrate management's confidence in the potential of both brands.

The Board of Directors

CHIFFRES CLÉS 2018

KEY FIGURES 2018

Détails par participation (en milliers)	2017	2018	Details for each participation (in thousands)
Taux de change moyen EUR/CHF	1.1105	1.1546	Average currency exchange rate EUR/CHF
Revenus Le Coq Sportif (en monnaie locale)	117 536	123 828	Revenue Le Coq Sportif (in local currency)
Revenus Le Coq Sportif (en CHF)	130 524	142 972	Revenue Le Coq Sportif (in CHF)
Revenus Groupe Movement *	9 201	9 608	Revenue Movement Group*
Revenus Corporate & autres	377	293	Revenue Corporate & others
Revenus totaux consolidés	140 102	152 873	Total consolidated revenue
Résultat net Le Coq Sportif (en monnaie locale)	623	863	Net result Le Coq Sportif (in local currency)
Résultat net Le Coq Sportif (en CHF)	693	998	Net result Le Coq Sportif (in CHF)
Résultat net ordinaire Groupe Movement*	157	-283	Ordinary net result from Movement Group*
Résultat net Corporate & autres	-3 520	-1 473	Net result Corporate and others
Traitements IFRS Movement	-138	-13	Movement IFRS adjustments
Résultat net IFRS	-2 808	-771	IFRS net result
Compte de résultat * (chiffres consolidés en milliers de CHF)			Income statement * (consolidated figures in thousands of CHF)
Revenus totaux	140 102	152 873	Total revenue
Marge	63 905	77 041	Margin
Résultat opérationnel (EBITDA)	433	5 175	EBITDA
Résultat net, attribuable aux actionnaires de Airesis	-2 813	-891	Net result, attributable to Airesis' shareholders
Bilan (chiffres consolidés en milliers de CHF)			Balance Sheet (consolidated figures in thousands of CHF)
Actifs courants	82 756	91 331	Current assets
Fonds étrangers courants	77 651	96 228	Current liabilities
Actifs non courants	59 440	55 739	Non-current assets
Fonds étrangers non courants	31 578	18 355	Non-current liabilities
Intérêts non-contrôlant	5 734	6 171	Non-controlling interest
Fonds propres attribuables aux actionnaires de Airesis	27 233	26 316	Equity, attributable to Airesis' shareholders
Principales participations (% de détention)			Main participations (% of capital shareholding)
Le Coq Sportif	82%	82%	Le Coq Sportif
Movement	92%	92%	Movement

* Selon reporting interne de Movement

* According to Movement's internal reporting

RAPPORT D'ACTIVITÉ

BUSINESS REVIEW

STRATEGIE D'AIRENIS ET SECTEURS OPERATIONNELS

Airesis est une holding d'investissement. Depuis 2005, elle est active dans l'acquisition et la mise en valeur de participations liées au domaine du Sport. En quatorze années d'expérience, elle s'est forgé un solide savoir faire et ces compétences acquises sont désormais à même d'inspirer confiance à ses investisseurs. Sa raison d'être est de développer des activités qui transmettent les émotions du sport à travers des équipements respectueux des savoir-faire et des gens, qualitativement et techniquement irréprochables.

Confiante dans le potentiel de croissance qu'elles représentent, Airesis œuvre activement à la renaissance des sociétés qu'elle acquiert. Airesis réalise ses profits essentiellement lors de la vente de ses participations.

CONSOLIDATION ET PARTICIPATIONS

En 2004, des participations ont été incorporées dans HPI Holding alors sans activité. L'entité sera ensuite renommée Airesis en février 2005.

La principale devise des participations étant l'euro, la variation du franc suisse vis-à-vis de l'euro impacte les comptes consolidés d'Airesis.

Aujourd'hui, Airesis détient 82% du Coq Sportif et 92% de Movement Holding.

AIRENIS SA HOLDING

Tous les objets proposés à l'Assemblée Générale 2018 par le Conseil d'administration ont été acceptés.

Suite à la vente de Boards and More fin 2013, Airesis s'est concentrée sur sa participation Le Coq Sportif. De potentiel, le développement de la marque est devenu tangible avec le retour dans le sport de compétition (cyclisme, tennis, football, boxe, rugby), la réhabilitation de l'usine de Romilly-sur-Seine et la remise en valeur d'un savoir faire industriel dans des usines de tricotage et de teinture, affiliées à la marque tricolore. En 2013, Airesis avait déclaré être ouverte à acquérir, conformément à sa stratégie, des sociétés avec un grand potentiel. C'est chose faite avec le rachat du Groupe Movement en 2015, une marque qui a ses racines dans les Alpes suisses. Airesis renoue avec les sports de glisse. La marque, active dans le freeski essentiellement, détient son propre outil de production et offre une possibilité de synergie avec Le Coq Sportif pour la distributions des marques dans leurs pays respectifs.

La structure du bilan statutaire d'Airesis SA reste stable et sans financement bancaire direct. Des cautionnements, signés afin de garantir certaines limites de crédit des participations, se montent à MCHF 13.2 au 31 décembre 2018. Ce montant ne dépasse toutefois pas la valeur des fonds propres des participations, valeur des marques incluse.

Basée à Montreux, Airesis est cotée sur le segment de la bourse suisse (SIX:AIRE).

Issu du grec ancien, son nom signifie « le parti pris », exprimant ainsi son engagement absolu dans ses investissements.

*Activités continues et abandonnées, cumulées
(cession de Boards & More en 2013)

*ACCUMULATED CONTINUED AND DISCONTINUED OPERATIONS
(SALE OF BOARDS & MORE IN 2013)

AIRENIS STRATEGY AND OPERATIONAL SECTORS

Airesis is an investment holding company. Since 2005, it has been active in the acquisition and development of participations related to the field of sport. In fourteen years of experience, she has built up a sound know-how and these acquired skills are now able to instill confidence in its investors. Its purpose is to develop activities that convey the emotions of sport through equipment that respects know-how and people, qualitatively and technically impeccable.

Confident in the growth potential they represent, Airesis is actively working to revive the companies it acquires. Airesis makes its profits mainly from the sale of its shareholdings

CONSOLIDATION AND PARTICIPATIONS

In 2004, participations were incorporated into HPI Holding, which was inactive at the time. The entity was later renamed Airesis in February 2005.

As the main currency of our participations is the euro, the variation of the Swiss franc against the euro impacts the consolidated figures of Airesis.

Today Airesis owns 82% of Coq Sportif and 92% of Movement Holding.

AIRENIS SA HOLDING

All the items proposed at the 2018 Annual General Meeting of shareholders by the Board of Directors were accepted.

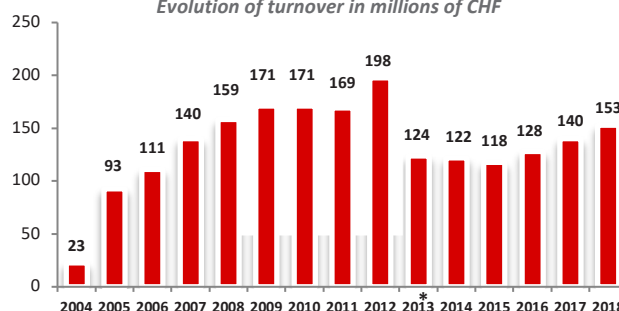
Following the sale of Boards and More at the end of 2013, Airesis focused on its participation Le Coq Sportif. From potential, the brand's development has become tangible with the return to competitive sports (cycling, tennis, football, boxing, rugby), the rehabilitation of the Romilly-sur-Seine factory and the enhancement of industrial know-how in knitting and dyeing factories, affiliated to the tricolour brand. In 2013, Airesis had declared that it was open to acquiring companies with great potential in accordance with its strategy. This was done with the acquisition of Movement Group in 2015, a brand that has its roots in the Swiss Alps. Airesis is once again involved in sliding sports. The brand, which is mainly active in freeskii, has its own production facilities and offers a synergy opportunity with Le Coq Sportif for distributing the brands in their respective countries.

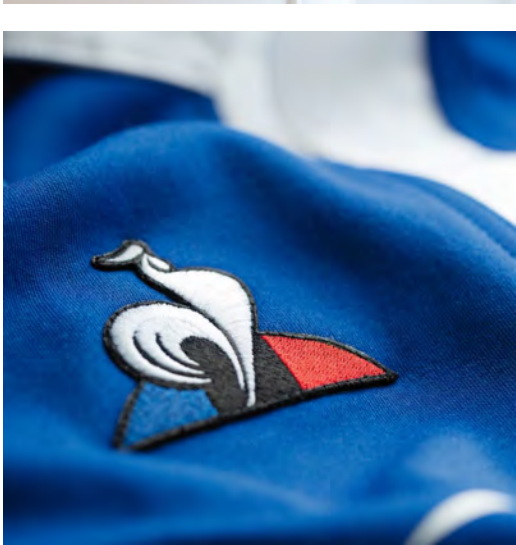
Airesis SA's statutory balance sheet structure remains stable and free of direct bank financing. Letters of guarantee, signed to ensure certain limits for the participations, amounted to MCHF 13.2 as at December 31st, 2018. This amount does not, however, surpass the equity value of the participations, including the value of the brands.

Based in Montreux, Airesis is listed on the segment of the Swiss stock exchange (SIX:AIRE).

From ancient Greek, its name means " take as one's own ", thus expressing its absolute commitment to its investments.

Évolution des revenus totaux en millions de CHF
Evolution of turnover in millions of CHF





LE COQ SPORTIF

En 2018, Le Coq Sportif renforce sa notoriété et son implication dans le monde du sport professionnel. La stratégie de la marque est le redéploiement du textile, valorisant son modèle économique au travers de ses divers partenariats.

BOXE - TONY YOKA

En 2018, Le Coq Sportif fait son retour sur le ring. Après les collaborations avec Jean-Claude Bouttier et Marcel Cerdan, La marque tricolore est à nouveau présente dans la boxe professionnelle avec comme ambassadeur Tony Yoka, champion du monde amateur et champion olympique à Rio. Elle accompagnera le sportif français dans sa quête du titre mondial. À travers cette coopération, Le Coq Sportif continue à étendre la notoriété de la marque à l'échelle mondiale.

BOX - TONY YOKA

In 2018, Le Coq Sportif made its return to the ring. After the collaborations with Jean-Claude Bouttier and Marcel Cerdan, the French brand is once again present in professional boxing with Tony Yoka, amateur world champion and Olympic champion in Rio, as ambassador. It will accompany the French athlete in his quest for the world title. Through this cooperation, Le Coq Sportif continues to expand worldwide the brand's notoriety.

In 2018, Le Coq Sportif strengthened its reputation and its involvement in the world of professional sport. The strategy of the brand is to redeploy textiles, enhancing its business model through its various partnerships.



FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY

Le Coq Sportif habille désormais la Fédération Française de Rugby (FFR). Les joueurs arborent, sur les terrains, le nouveau maillot fabriqué entièrement en France. La volonté du Coq Sportif est de promouvoir le savoir faire français dans le domaine de la bonneterie et d'ainsi mettre en lumière la confection en France du maillot de l'équipe nationale de Rugby. Ce choix d'une production locale fait parfaitement échos aux valeurs traditionnelles véhiculées par le monde du Rugby.

FRENCH RUGBY FEDERATION

Le Coq Sportif now equips the French Rugby Federation (FFR). Players are wearing the new jersey made entirely in France. Le Coq Sportif's aim is to promote French know-how in hosiery and thus to highlight the crafting of the national rugby team's jersey in France. This choice of local production perfectly reflects the traditional values conveyed by the world of Rugby.

L'ÉVOLUTION DU COQ SPORTIF

Le Coq Sportif est une marque de sport française reconnue et distribuée mondialement, même si certaines zones géographiques restent encore à explorer, l'Amérique du Nord notamment. L'entreprise créée en 1882 par Émile Camuset devient la toute première maison de bonneterie à mettre le savoir-faire de la maille au service des sportifs. À partir de 1948, Le Coq Sportif se distingue en étant la première marque de l'histoire de l'équipement sportif à arborer un logo visible. En 1951, Le Coq Sportif équipe la totalité des coureurs du Tour de France. Quelques années plus tard, en 1960, la société habille tous les athlètes français lors des Jeux Olympiques de Rome.

Au cours de son histoire, la marque connaît de nombreux succès associés à de grands événements sportifs comme le Tour de France. Elle affiche également des réussites liées à de grandes équipes comme l'équipe de France de rugby, les équipes nationales de football d'Italie et d'Argentine, l'AS Saint-Etienne ou l'Ajax d'Amsterdam, ainsi qu'à des personnalités qui ont marqué le monde du sport telles que Yannick Noah, Michel Platini, Bernard Hinault, Jean-Pierre Rives, Arthur Ashe ou Diego Maradona.

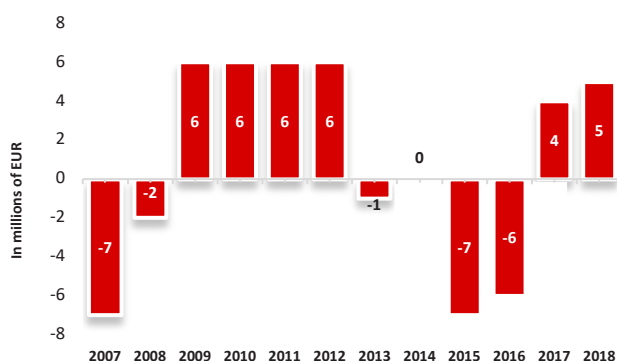
L'arrivée du groupe Airesis, actionnaire majoritaire depuis octobre 2005, permet la renaissance de la marque française telle que l'avait imaginée Émile Camuset : une marque profondément ancrée dans ses racines. Depuis la reprise par Airesis, Le Coq Sportif a enregistré une importante croissance de ses revenus.

L'expansion se concrétise dans un premier temps sur les marchés clés du Coq Sportif : la France, l'Italie et l'Espagne. Le développement du réseau de boutiques, dont les flagship stores de Paris et Barcelone, offrent une belle visibilité à la marque.

Dès 2010, Le Coq Sportif rénove les usines historiques de Romilly pour y installer le centre de développement textile ainsi qu'un atelier de production. La stratégie adoptée a été celle de la proximité et de la réactivité. Cette première étape a désormais été réalisée, tant du point de vue industriel que commercial. Aujourd'hui, 90% des matériaux utilisés sont fabriqués en France et près de 600 points de ventes, gérés à la semaine, ont été ouverts en France. Les prochains objectifs consistent en un développement à l'international ainsi qu'en la création d'une gamme « performance ».

Airesis est convaincue que trois éléments contribueront à augmenter la notoriété de la marque tricolore. Tout d'abord, garantir une qualité du produit irréprochable, assurer la disponibilité constante des produits dans les différents points de vente et œuvrer pour que la marque retrouve sa place dans l'émotion que procure le sport. Le Coq Sportif peut se prévaloir d'être présent dans le cyclisme (le Tour de France), le football (l'AS St-Etienne, la Fiorentina), le rugby (l'équipe de France de Rugby, le Racing 92), le tennis (Richard Gasquet, Yannick Noah) la formule 1 (écurie Renault). En 2018, un nouveau partenariat avec Tony Yoka, boxeur professionnel dans la catégorie poids lourd a été conclut, confirmant l'implication du Coq Sportif dans le monde du sport professionnel.

EBITDA



THE EVOLUTION OF LE COQ SPORTIF

Le Coq Sportif is a French sports brand recognized and distributed worldwide, even if certain geographical areas still remain to be explored, notably North America. The company created in 1882 by Émile Camuset became the very first hosiery company to put the know-how of knitwear at the service of sportsmen and women. From 1948, Le Coq Sportif distinguished itself by being the first brand in the history of sports equipment to display a visible logo. In 1951, Le Coq Sportif equipped all the riders in the Tour de France. A few years later, in 1960, the company dressed all French athletes at the Rome Olympic Games.

Throughout its history, the brand has enjoyed many successes associated with major sporting events such as the Tour de France. It also has successes linked to major teams such as the French rugby team, the national football teams of Italy and Argentina, AS Saint-Etienne or Ajax in Amsterdam, as well as to personalities who have left their mark on the world of sport such as Yannick Noah, Michel Platini, Bernard Hinault, Jean-Pierre Rives, Arthur Ashe or Diego Maradona.

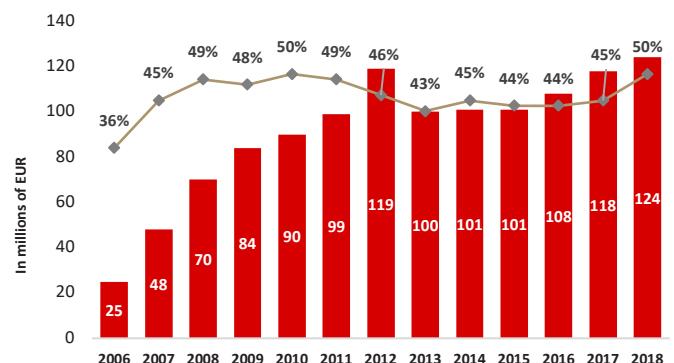
The arrival of the Airesis group, which has been a majority shareholder since October 2005, has brought about the rebirth of the French brand as Émile Camuset had imagined it: a brand deeply rooted in its roots. Since the takeover by Airesis, Le Coq Sportif has recorded significant growth in its revenues.

The expansion is initially taking place in the key markets of Le Coq Sportif: France, Italy and Spain. The development of the network of boutiques, including the Paris and Barcelona flagship stores, offers the brand a high level of visibility.

From 2010, Le Coq Sportif renovates the historic Romilly factories to install the textile development centre and a production workshop. The strategy adopted was one of proximity and responsiveness. This first step has now been completed, both from an industrial and commercial perspective. Today, 90% of the materials used are manufactured in France and nearly 600 points of sale, managed on a weekly basis, have been opened in France. The next objectives are to develop internationally and to create a range of "performance" products.

Airesis is convinced that three factors will contribute to increasing the awareness of the French brand. First of all, to guarantee impeccable product quality, to ensure the constant availability of products in the various points of sale and to endeavour that the brand regains its place in the emotion that sport brings. Le Coq Sportif can pride itself on its presence in cycling (Tour de France), football (AS St-Etienne, Fiorentina), rugby (French Rugby Team, Racing 92), tennis (Richard Gasquet, Yannick Noah) and formula 1 (Renault team). In 2018, a new partnership with Tony Yoka, professional boxer in the heavyweight category, was signed, confirming the involvement of Le Coq Sportif in the world of professional sport.

Revenue



LE COQ SPORTIF

Pour la seconde année consécutive, Le Coq Sportif présente une activité rentable.

Tel qu'anticipé, la croissance du textile est forte et évolue de manière satisfaisante. Les investissements consentis par le passé sur la marque, l'adaptation du modèle commercial ainsi qu'une gestion efficace des coûts d'exploitation permettent d'améliorer significativement le résultat opérationnel de la participation.

Le chiffre d'affaires atteint ainsi MEUR 123.8 (2017 : MEUR 117.5) tandis que la croissance de la marge se poursuit, en augmentation de 5 points de pourcentage, elle s'établit à 50% (2017 : 45%). Cette hausse a été rendue possible par la rationalisation des collections, l'optimisation des méthodes industrielles ainsi que l'aboutissement de négociations avec des fournisseurs stratégiques.

Les charges opérationnelles restent sous contrôle tandis que des investissements marketing ont été consentis ; des partenariats ont été conclus dans le monde du sport professionnel notamment avec la Renault F1, la Fédération Française de Rugby ou encore dans la boxe avec Tony Yoka. C'est par le sport, un vecteur fort en émotions, que Le Coq Sportif entend pérenniser la notoriété de sa marque.

Par ces investissements, le management prouve sa confiance dans le potentiel du Coq Sportif. Le retour aux racines de la marque, la proximité retrouvée avec ses clients, la valorisation du savoir-faire à la française ainsi que les nouveaux ambassadeurs de la marque permettront, selon les dirigeants, de franchir un cap supplémentaire dans l'expansion du Coq Sportif et assoiront sa notoriété.

For the second year in a row, Le Coq Sportif has been operating profitably.

As expected, textile growth is strong and progressing satisfactorily. The past investments made in the brand, the adjustments on the business model and an efficient control over operating costs have significantly improved the operating result of the participation.

Turnover thus reached MEUR 123.8 (2017: MEUR 117.5) while the margin continued to grow, increasing by 5 percentage points to 50% (2017: 45%). This increase was made possible by the rationalization of collections, the optimization of industrial methods and the successful negotiations with strategic suppliers.

Operating expenses remain under control while marketing investments have been made; partnerships have been established in the world of professional sports, such as with the Renault F1, the French Rugby Federation and in boxing with Tony Yoka. It is through sport, a vector strong in emotions, that Le Coq Sportif intends to perpetuate the notoriety of its brand.

By these investments, management demonstrates its confidence in the potential of Le Coq Sportif. The return to the brand's roots, the renewed proximity to its customers, the enhancement of French know-how and the brand's new ambassadors will, according to the directors, enable it to take another step forward in the expansion of Le Coq Sportif and enhance its reputation.

Le Coq Sportif (en milliers d'EUR)	2017	2018	Le Coq Sportif (in thousands of EUR)
Total Wholesale Equivalent ¹⁾	182 381	209 195	Total Wholesale Equivalent ¹⁾
Revenus totaux	117 536	123 828	Total revenue
Marge	53 225	61 835	Margin
Marge en % des revenus totaux	45%	50%	Margin as % of total revenue
Dépenses opérationnelles	-49 428	-56 444	Operating expenses
Résultat opérationnel (EBITDA)	3 797	5 391	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-2 540	-1 749	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôts et frais financiers (EBIT)	1 257	3 642	EBIT
Résultat financier	-58	-2 294	Financial result
Résultat avant impôts (EBT)	1 199	1 348	EBT
Impôts courants	-637	-536	Current tax
Impôts différés	61	51	Deferred tax
Résultat net	623	863	Net result

¹⁾Le montant de Total Wholesale Equivalent est estimé sur la base des revenus de licences et autres revenus non-directs convertis en équivalents wholesale (ventes à des détaillants), ajoutés aux ventes directes.

¹⁾The Total Wholesale Equivalent amount is estimated based on license revenues and other non-direct revenues converted into wholesale equivalent (sales to retailers), added to direct sales.



MOVEMENT
THE FREESKI COMPANY

L'HISTOIRE DU GROUPE

Movement Skis est né dans les Alpes suisses à la fin des années 90. Son principal marché est la Suisse, même si le groupe est présent dans une vingtaine de pays. La marque possède une identité unique et forte. Elle peut se prévaloir d'une bonne réputation chez les skieurs professionnels, en particulier dans le freeride et freeride touring. Elle a su développer un savoir-faire reconnu tant en termes de conception, de modélisation, de prototypes que de fabrication des skis. Elle a été à même de concevoir de nouvelles technologies afin d'assurer aux professionnels et aux amateurs de ski une plus grande légèreté et skiabilité.

Movement Skis est propriétaire de son outil de production et possède une grande flexibilité de création. Son objectif est de continuer à promouvoir cette passion du ski au-delà de l'arc alpin européen et de développer progressivement la marque dans le reste du monde.

L'arrivée du groupe Airesis, en juin 2015, a permis à Movement de renouer avec son savoir-faire et de concentrer la partie « distribution » sur les marques essentielles.

Le développement de la marque se déroulera en deux phases ; à court terme, un travail attentif et important sera effectué sur la rentabilité et sur la marge qui doit être renforcée. À plus longue échéance, les efforts tendront à se concentrer sur les compétences technologiques de Movement et sur ses capacités industrielles de développement et de fabrication de ses propres skis.

Afin d'accentuer sa présence sur le secteur Freeride et Montagne, un partenariat entre Movement et Aurélien Ducroz, double champion du monde de ski Freeride et multiple vainqueur de l'Xtreme de Verbier a été signé. Il devient ainsi, en 2016, l'un des ambassadeurs phare de la marque aux côtés de Lotten Rapp, Laurent DeMartin, Kevin Guri et Romain Grojean. Son expérience sur la neige et ses compétences en matière de développement vont permettre à la marque d'accroître la pertinence de son offre et son positionnement sur le secteur du Freeski.

En 2018, la communication de Movement a mis en avant son savoir faire dans le domaine de la glisse. Le design du logo a été revisité et ce dernier apparaît désormais fièrement sur les produits vendus par l'enseigne. L'expérience, le savoir faire et la qualité de ses produits permettent à Movement de jouir d'une belle image auprès des adeptes de la glisse.

Afin de diversifier ses revenus, le groupe Movement est depuis 2016, le distributeur officiel de la marque Le Coq Sportif en Suisse. Aujourd'hui, les corners Le Coq Sportif sont visibles sur le marché helvétique, poursuivant leur implementation de façon encourageante grâce notamment à la synergie établie entre la marque tricolore et Movement. De plus, une gamme accessoires est désormais proposée, comprenant différents produits tels que des casques, des sacs à dos, des boots ainsi que des bâtons de ski.

THE STORY OF THE GROUP

Movement Skis was born in the Swiss Alps at the end of the 1990s. Its main market is Switzerland, although the group is present in around twenty countries. The brand has a unique and strong identity. It has a good reputation among professional skiers, especially in freeride and freeride touring. It has developed a recognized know-how in terms of design, modeling, prototypes and ski manufacturing. It has been able to develop new technologies to provide professionals and ski enthusiasts with greater lightness and skiability.

Movement Skis owns its own production equipment and has great creative flexibility. Its objective is to continue to promote this passion for skiing beyond the European alpine arc and to gradually develop the brand in the rest of the world.

The arrival of the Airesis group in June 2015 enabled Movement to renew its know-how and concentrate the "distribution" part on the essential brands.

The brand development will take place in two phases; in the short term, careful and important work will be done on profitability and the margin that must be strengthened. In the longer term, efforts will tend to focus on Movement's technological skills and its industrial capacity to develop and manufacture its own skis.

In order to increase its presence in the Freeride and Mountain sector, a partnership between Movement and Aurélien Ducroz, double Freeride world champion and multiple winner of the Xtreme de Verbier has been signed. In 2016, he became one of the brand's key ambassadors alongside Lotten Rapp, Laurent DeMartin, Kevin Guri and Romain Grojean. His experience on the snow and his development skills will allow the brand to increase the relevance of its offer and its positioning in the Freeski sector.

In 2018, Movement's communication highlighted its know-how in the field of skiing. The design of the logo has been revisited and it now appears proudly on the products sold by the brand. The experience, know-how and quality of its products allow Movement to enjoy a beautiful image among ski enthusiasts.

In order to diversify its revenues, Movement Group has been the official distributor of the Le Coq Sportif brand in Switzerland since 2016. Today, Le Coq Sportif corners are visible on the Helvetic market, continuing their deployment in an encouraging way thanks in particular to the synergy established between the French brand and Movement. In addition, a range of accessories is now offered, including various products such as helmets, backpacks, boots and ski poles.

MOVEMENT

En 2018, le groupe Movement réalise un chiffre d'affaires de MCHF 9.6 (2017 : MCHF 9.2), représentant une progression de 4%.

Les efforts se sont concentrés sur l'amélioration de la marge. Cette dernière a augmenté de 8 points de pourcentage. Ce résultat a été rendu possible suite à la renégociation auprès des fournisseurs ainsi qu'à l'amélioration des processus de fabrication.

Au niveau des marques, la société poursuit la rationalisation de son portefeuille qui se focalise maintenant sur quelques enseignes fortes, dont Le Coq Sportif qui représente la marque avec le potentiel le plus prometteur. En parallèle, Movement renforce ses parts de marché en France sur le segment ski. Les résultats obtenus dès lors sont encourageants.

Les frais de personnel ont été réduits, tandis que des dépenses ont été consenties afin d'augmenter la visibilité en France et dans le milieu du Freeride. Dans l'ensemble, les charges opérationnelles, d'un montant de MCHF -5.1, demeurent stables (2017 : MCHF -5.0). A moyen terme, un travail en profondeur sera réalisé pour réduire les charges du groupe.

Le renforcement de la marge et la stabilité des charges opérationnelles permettent à Movement de dépasser le point d'équilibre opérationnel (2017 : MCHF -0.6). Ceci est un signal fort et démontre l'efficacité de la stratégie adoptée par le groupe.

In 2018, the Movement group achieved a turnover of MCHF 9.6 (2017: MCHF 9.2), representing an increase of 4%.

Efforts have been concentrated on improving the margin which increased by 8 percentage points. This result was made possible by renegotiating with suppliers and improving manufacturing processes.

Regarding its brands, the company is continuing to rationalize its portfolio, which now focuses on a few strong brands, including Le Coq Sportif, which is the most promising one. At the same time, Movement is increasing its market share in France in the ski segment. The results obtained are therefore encouraging.

Personnel costs have been reduced, while expenses have been incurred to increase visibility in France and in the freeride sector. Overall, operating expenses of MCHF -5.1 remained stable (2017: MCHF -5.0). In the medium term, extensive work will be carried out to reduce the group's expenses.

The strengthening of the margin and the stability of operating expenses have enabled Movement to exceed the operating breakeven point (2017: MCHF -0.6). This is a strong indicator and demonstrates the effectiveness of the strategy adopted by the group.

Movement (en milliers de CHF)	2017	2018	Movement (in thousands of CHF)
(Chiffres clés ordinaires selon reporting interne)			(Ordinary key figures from internal reporting)
Revenus totaux	9 201	9 608	Total revenue
Résultat brut ordinaire	4 421	5 350	Ordinary gross profit
Résultat brut ordinaire en % des revenus totaux	48%	56%	Ordinary Margin as % of total revenue
Dépenses opérationnelles	-5 010	-5 102	Operating expenses
Résultat opérationnel (EBITDA ordinaire)	-589	250	Ordinary EBITDA
Résultat opérationnel (EBITDA ordinaire)	-589	250	Ordinary EBITDA
Provisions IFRS des plans LPP	-45	-16	Other IFRS adjustments
Résultat opérationnel IFRS (EBITDA)	-634	234	EBITDA IFRS

CORPORATE GOVERNANCE

Le présent Rapport de Corporate Governance a pour objectif de définir les principes visant à instaurer, à tous les niveaux, la transparence et un rapport équilibré entre les tâches de direction et de contrôle au sein de la société Airesis SA (Airesis ou la Société).

Ce rapport définit également la structure de la Société, le périmètre de consolidation, la composition de l'actionnariat et le rapport à l'ensemble des actionnaires, la structure du capital, la composition et le rôle du Conseil d'administration et des Comités d'audit et de rémunération, l'organisation interne de ces derniers, la composition et le rôle de la Direction, les principes de rémunération et d'intéressement (détaillé dans le rapport de rémunération figurant en page 41), les mesures de défense vis-à-vis de prises de contrôle, les indications en lien avec l'organe de révision et la politique d'information.

Ce Rapport de Corporate Governance s'appuie sur l'annexe de la Directive concernant les informations relatives à la Corporate Governance de la SIX Swiss Exchange du 1^{er} mai 2018. Elle s'inspire également du code suisse de bonne pratique d'économie suisse. Son contenu est revu une fois par année par le Conseil d'administration.

La date de référence des informations contenues dans le présent Rapport de Corporate Governance est le 31 décembre 2018, date de clôture de l'exercice sous revue. Les changements effectués ultérieurement sont signalés le cas échéant.

The purpose of this Corporate Governance Report is to define the principles required to establish transparency and a balanced relation at all levels between management and controlling functions within Airesis SA (Airesis or the Company).

This report also defines the structure of the Company and the scope of consolidation, the shareholding composition and the relationship with the shareholders, the capital structure and the role of the Board of Directors as well as the Audit and Compensation committees and their internal organisation, the composition and the role of Senior management, compensation and profit-sharing principles (by reference to the compensation report on page 41), protective measures against takeovers, instructions to the auditor and information policies.

This Corporate Governance Report is based on the appendix of the Directive concerning information relative to corporate governance established by SIX Swiss-Exchange on May 1st, 2018. It is also inspired by the Swiss code of best practice for Corporate Governance by économie suisse. The Board of Directors reviews all corporate governance content once a year.

The date of reference for any information contained in this Corporate Governance Report is December 31st, 2018, the closing date of the period under review. Changes occurring after this date are indicated if applicable.

1 PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION ET ACTIONNARIAT

1.1 Structure du groupe

1.1.1 Structure opérationnelle

Airesis est une holding d'investissement. Durant son histoire, les investissements principaux d'Airesis ont été concentrés dans l'immobilier et les marques. Tout en restant ouverte à d'autres opportunités, Airesis investit principalement dans ces domaines d'activité où sa propre expérience et son savoir sont une source de confiance. Par le passé, Airesis a trouvé dans l'immobilier une base de stabilité et de revenus continus et un retour dans ce secteur d'activité n'est pas exclu. Dans les marques, Airesis cherche à investir dans des sociétés qui offrent la perspective d'une importante revalorisation grâce au potentiel que présente la revitalisation des marques qu'elles possèdent. Airesis réalise ses profits essentiellement lors de la vente de ses investissements. Nous renvoyons le lecteur à la note 29 de l'annexe aux comptes consolidés sur les secteurs opérationnels.

Au 31 décembre de l'année sous revue, Airesis détient (i) la majorité des parts du Coq Sportif, un groupe actif dans les vêtements et chaussures de sport et/ou d'inspiration sportive et (ii) 92% du capital-actions du Groupe Movement, propriétaire de la marque de ski vaudoise.

1.1.2 Sociétés incluses dans le périmètre de consolidation*

Airesis est la seule société du périmètre de consolidation à être cotée en bourse. Il s'agit d'une société anonyme.

1 SCOPE OF CONSOLIDATION AND SHAREHOLDING STRUCTURE

1.1 Group structure

1.1.1 Operational structure

Airesis is an investment holding company. During its history, the main investment areas were concentrated in real estate and brands. While remaining open to other opportunities, Airesis invests principally in businesses in which its own experience and knowledge are a source of confidence. In the past, Airesis had found a stable base and a continuing revenue stream in real estate, returning to this sector of activities is not excluded. In terms of brands, Airesis seeks to invest in companies that offer significant revaluation prospects thanks to the potential offered by revitalizing the brands they own. Airesis realizes profits primarily with the sale of participations. We refer the reader to note 29 on operating segments in the consolidated financial statements.

At December 31st of the year under review, Airesis holds (i) a majority stake in Le Coq Sportif, a group, which is active in sports lifestyle clothing and shoes; and (ii) 92% of the share capital of Movement Group, owner of the ski brand from the Vaud region.

1.1.2 Companies included in the scope of consolidation*

Airesis is the sole company listed on a stock exchange. Airesis is a public limited company.

Adresse du siège social - Corporate headquarters' address	Chemin du Pierrier 1, 1815 Clarens, Suisse - (CH)
Numéro de valeur/ISIN - Valor number/ISIN	1 094 762 / CH0010947627
Symbol - Symbol	AIRE
Place de cotation - Listed exchange	SIX Swiss Exchange, Zurich
Nombre d'actions - Number of shares	62 022 251
Devise - Currency	CHF (Swiss Franc)
Valeur nominale de l'action - Nominal share value	CHF 0.25
Capitalisation boursière au 31 décembre de l'année sous revue Market capitalization as at 31 December	KCHF 76 907 591.20
Normes comptables des comptes consolidés Accounting standards for consolidated accounts	IFRS (International Financial Reporting Standards)
Date de clôture des comptes Closing date	31 décembre 31 December

Structure des participations / Participation Structure*

Les comptes consolidés comprennent les comptes d'Airesis et des principales entités opérationnelles suivantes :

The consolidated statements included Airesis' statements and those of the following main operational entities:

Sociétés - % de détention - Siège social – Pays <i>Companies - % held – Registered office – Country</i>				
Airesis SA			Clarens	Suisse / Switzerland
82%	Le Coq Sportif Holding SA		Romilly-sur-Seine	France / France
	100%	LCS International SAS	Strasbourg	France / France
	100%	Sogecoq Sàrl	Strasbourg	France / France
	100%	Le Coq Sportif España SA	Barcelone	Espagne / Spain
	100%	Le Coq Sportif Italia s.r.l	Milan	Italie / Italy
	100%	Le Coq Sportif UK Ltd Le Coq Sportif UK Ltd	Londres	Royaume-Uni / GB
	100%	Sport Immobilier Sàrl	Romilly-sur-Seine	France / France
	95%	Le Coq Sportif Intl SUD AM	Buenos Aires	Argentine / Argentina
	30%	Le Coq Sportif Oceania (PTY) LTD	Sydney	Australie / Australia
92%	Movement Holding		Clarens	Suisse / Switzerland
	100%	Faregal Holding SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	Casoar SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	Wild Duck SA	Puidoux	Suisse / Switzerland
	100%	AST Sàrl	Tunis	Tunisie / Tunisia
	100%	3S Sport Solutions Services SAS	Annecy	France / France
100%	A 2 I SA		Clarens	Suisse / Switzerland
40%	Comunus SICAV	Compartiment entrepreneurs** <i>Entrepreneur compartment**</i>	Clarens	Suisse / Switzerland

** Le compartiment entrepreneurs consiste en une partie juridiquement distincte de la Société, responsable de la gestion du fonds, sans droit patrimonial sur les immeubles des compartiments investisseurs.

*Remarques : Le capital-actions des sociétés est précisé dans les annexes aux chiffres consolidés, sous le point 2.4.

** The entrepreneur compartment is a legally distinct portion of the Company, responsible for managing the fund, without patrimonial rights to the buildings of the investor compartments.

*Comments: Participation issued share capital is specified under note 2.4 in the consolidated financial statements notes.

1.1.3 Sociétés non cotées du périmètre de consolidation

Seule Airesis SA est cotée. Pour plus de détails sur la structure de chaque société, voir point 1.1.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

1.1.3 Non-listed participations

Only Airesis SA is a listed company. For further details on the structure of each company see note 1.1.2 of this Corporate Governance Report.

1.2 Actionnaires et groupes d'actionnaires importants

Le seul groupe d'actionnaires connu du Conseil d'administration à ce jour est composé des héritiers de M. Robert Louis-Dreyfus, de M. Marc-Henri Beausire et de Petrus Finance SA (société dont les actionnaires principaux sont Marc-Henri Beausire et Pierre Duboux) (le Groupe d'actionnaires majoritaire). Au 31 décembre de l'année sous revue, le Groupe d'actionnaires majoritaire détenait, selon la dernière annonce, plus de 52.44% des droits de vote d'Airesis. Une convention d'actionnaires privée règle leur relation. Cette convention vise à instaurer une harmonie dans les décisions prises en Assemblée générale et à fixer un droit de préemption en cas de cession de titres. Cette convention a été conclue en septembre 2005, elle est renouvelable tacitement d'année en année sauf en cas de dénonciation par l'une des parties. Elle a été reconduite en 2018. Le détail de la convention d'actionnaires n'a pas été publié dans le cadre des devoirs d'annonce.

Au 31 décembre 2018 et selon la dernière annonce de passage de seuil reçue par la Société, les actionnaires détenant :

- Entre 50% et 66^{2/3}%* sont : Groupe d'actionnaires majoritaire, CH ;
- Entre 15% et 50 %* : pas d'actionnaire inscrit ;
- Entre 10% et 15%* : IMF Independent fund Management AG (LI) (actionnaire direct : Power Play Fund) ;
- Entre 3% et 10%* : pas d'actionnaire inscrit.

* Les niveaux de pourcentages détenus correspondent à la dernière annonce de passage de seuil reçue par la Société.

1.2 Major shareholders and shareholder groups

The only group of shareholders known of by the Board of Directors to date is composed of Mr Robert Louis-Dreyfus' heirs, Mr Marc-Henri Beausire and Petrus Finance SA (of which the principal shareholders are Marc-Henri Beausire and Pierre Duboux) (the Major shareholders' Group). As at December 31st, of the year under review, this Major shareholders' group held more than 52.44% of the voting rights in Airesis. A private shareholder agreement regulates their affairs. This agreement aims to harmonise decisions made at the General Meeting and to determine the right of first refusal in case of the sale of shares and was concluded in September 2005. It is tacitly renewable on a yearly basis unless it is terminated by one of the parties. It was renewed in 2018. Details of this agreement have not been published as part of issuer regular reporting set by SIX.

As December 31st, 2018, and according to the last notification of the threshold being crossed received par the Company, the shareholders holding:

- Between 50% and 66^{2/3}%* are: Major shareholders' group, CH;
- Between 15% and 50%* : no registered shareholder;
- Between 10% and 15 %* : IMF Independent fund Management AG (LI) (direct shareholder : Power Play Fund);
- Between 3% and 10%*: no registered shareholder.

* The percentage of ownership corresponds to the last notification of the threshold being crossed.

Au 31 décembre 2018, aucun autre actionnaire n'était inscrit comme détenteur de plus de 3% du capital-actions. Les publications d'informations relatives aux participations dans Airesis SA déposées auprès de la Société et de la bourse suisse (SIX Swiss Exchange) sont disponibles sur la plate-forme électronique de publication de cette dernière et sont accessibles sur le site :

<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html>

As of December 31st 2018, no other shareholder was registered as owner of more than 3% of the registered share capital. Disclosure notifications pertaining to shareholdings in Airesis SA that were filed with the Company and the SIX Swiss Exchange are published on the latter's electronic publication platform, and can be accessed via the database search page:

<https://www.six-exchange-regulation.com/en/home/publications/significant-shareholders.html>

1.3 Participations croisées

Il n'existe pas de participation croisée au 31 décembre de la période sous revue.

1.3 Cross-shareholdings

There are no cross-shareholdings at the end of the year under review.

2 STRUCTURE DU CAPITAL D'AIRESIS

2 CAPITAL STRUCTURE OF AIRESIS

2.1 Capital

- Le capital-actions se monte à CHF 15 505 563.
- Le capital conditionnel (article 7c des statuts) se monte au maximum à CHF 17 687.50.
- Le capital conditionnel (article 7d des statuts) se monte au maximum à CHF 2 800 000.

Pour les détails des changements, veuillez-vous référer à l'annexe des comptes consolidés à la note 25.

2.1 Capital

- The share capital amounts to CHF 15 505 563.
- Conditional capital (article 7c of the Articles of association) amounts to a maximum of CHF 17 687.50.
- Conditional capital (article 7d of Articles of association) amounts to a maximum of CHF 2 800 000.

For details on changes, please refer to the appendix of the consolidated financial statements (note 25).

2.2 Capital-actions conditionnel

2.2 Conditional capital

2.2.1 Capital-actions conditionnel (art. 7c des statuts)

Montant maximal du capital conditionnel

Le montant maximal de l'augmentation de capital conditionnel votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 2004 est de CHF 17 687.50 (0.11% du capital-actions existant), soit de 70 750 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.25.

Le Conseil d'administration n'est pas tenu par un délai pour l'émission de ces nouvelles actions.

Bénéficiaires

Les nouvelles actions peuvent être acquises par l'exercice de droits d'option attribués aux employés ou à des personnes dans une position comparable.

Conditions et modalités

Le droit de souscription préférentiel est supprimé pour les nouvelles actions. Par une décision prise lors de sa séance du 7 mars 2005, le Conseil d'administration a délégué la compétence de la décision d'attribution des options au Comité de rémunération. Celui-ci distribue les options conformément au plan d'options accepté par le Conseil d'administration et au cadre défini par les statuts et les décisions de l'Assemblée générale.

2.2.1 Conditional capital (art. 7c of the Articles of association)

Maximum amount of conditional capital

The maximum amount of increase in conditional capital voted by the Extraordinary Shareholders Meeting of September 27th 2004, was CHF 17 687.50 (0.11% of the existing share capital), i.e. 70 750 shares, with a nominal value of CHF 0.25.

The Board of Directors was not given a time limit for the issuance of these new shares.

Beneficiaries

The new shares may be acquired by exercising option rights granted to employees or to individuals in a comparable position.

Conditions and terms

Shareholders preferential subscription right is excluded for new shares. In a decision made at its meeting held on March 7th, 2005, the Board of Directors delegated its competence regarding the allocation of options to the Compensation committee. This committee, in as far as its members are not personally impacted, distributes the options in accordance to the options plan accepted by the Board of Directors as well as the Articles of association and the Annual General Meeting.

2.2.2 Capital-actions conditionnel (art. 7d des statuts)

Montant maximal du capital conditionnel

Le montant maximal de l'augmentation de capital conditionnel votée par l'Assemblée générale du 12 juin 2017 est de CHF 2 800 000 (18% du capital-actions existant), soit de 11 200 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.25.

Bénéficiaires

Les nouvelles actions peuvent être acquises par l'exercice volontaire ou obligatoire de droits d'option ou de conversion accordés à leurs titulaires en relation avec des prêts, des obligations d'emprunt ou des obligations semblables existants ou à émettre de la société ou de sociétés affiliées.

Conditions et modalités

Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est exclu pour les nouvelles actions. Les détenteurs respectifs des droits d'option ou de conversion ont le droit de souscrire les nouvelles actions. Les conditions d'option ou de conversion sont à définir par le conseil d'administration.

Dans les cas de prêts convertibles ou à option, ainsi que d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables convertibles ou à option, le droit de souscrire préalablement des actionnaires peut être exclu totalement ou en partie par décision du conseil d'administration, en vue :

- de l'émission de prêts convertibles ou à option, ainsi que d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables convertibles ou à options sur le marché national ou international des capitaux ;
- de l'acquisition d'entreprises ou de parties d'entreprises, respectivement du financement de telles entreprises ou de participations existantes ou nouvelles par la société ;
- de compenser des créances existantes ;
- du placement de tels instruments aux fins d'augmenter le cercle des investisseurs ;
- de garantir des conditions optimales lors de l'émission de tels instruments.

Dans la mesure où le droit de souscrire préalablement est exclu totalement ou en partie, les prêts ou obligations d'emprunt ou obligations semblables doivent être placés aux conditions du marché, le délai d'exercice des droits d'option doit être fixé à 7 ans au plus à compter de l'émission, respectivement celui des droits de conversion à 10 ans au plus à compter de l'émission, et le prix d'exercice ou de conversion pour les actions nouvelles doit être fixé à un niveau correspondant aux conditions du marché lors de l'émission.

2.3 Modifications du capital intervenues au cours des trois derniers exercices

(Arrondi au CHF supérieur)	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2018	(Rounded to the next highest CHF)
Nombre d'actions nominatives	62 022 251	62 022 251	62 022 251	Number of registered shares
Valeur nominale	0.25	0.25	0.25	Nominal value
Capital actions (en CHF)	15 505 563	15 505 563	15 505 563	Issued capital (in CHF)
Structure des fonds propres (en CHF)				Structure of equity (in CHF)
Capital-actions	15 505 563	15 505 563	15 505 563	Share capital
Réserve légales issues du bénéfice	4 526 100	4 526 100	4 526 100	Legal reserve from retained earnings
Réserve générale issue d'apports de capital	26 124 514	26 124 514	26 124 514	General reserve from capital contributions
Résultat au bilan	32 230 733	32 166 837	31 840 585	Retained earnings
Actions propres	-120 882	-79 235	-9 853	Treasury shares
Total des fonds propres	78 266 028	78 243 779	77 986 909	Total equity

Pour les modifications du capital-actions, veuillez-vous référer aux points 2.1 et 2.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

2.2.2 Conditional capital (art. 7d of the Articles of association)

Maximum amount of conditional capital

The maximum amount of increase in conditional capital voted by the Shareholders Meeting of June 12th 2017, was CHF 2 800 000 (18% of the existing share capital), i.e. 11 200 000 shares, with a nominal value of CHF 0.25.

Beneficiaries

The new shares may be acquired through the voluntary or compulsory exercise of option or conversion rights granted to their holders in connection with existing or future corporate loans, debt obligations or similar obligations.

Conditions and terms

Shareholders preferential subscription right is excluded for new shares. Respective holders of options or conversion rights have the right to subscribe for new shares. The option or conversion conditions are to be defined by the board of directors.

In the case of convertible or option loans, as well as convertible or option bonds or similar bonds, Shareholder's right to subscribe in advance may be excluded in whole or in part by the board of directors:

- to issue convertible or option loans, as well as debt obligations or similar convertible or option bonds in the domestic or international capital market;
- for business acquisition or parts of business acquisition, respectively the financing of such existing or new business;
- to offset existing claims;
- for the investment of such instruments to increase the circle of investors;
- to guarantee optimal conditions when such instruments are issued.

If the shareholders preferential subscription right is fully or partially deleted, loans and debt obligations or similar convertible or option bonds shall be placed at market rates, the exercise period of the option rights shall expire after 7 years as of their issuance, the conversion rights shall expire after 10 years as from the date of issue and the exercise price, respectively conversion price for the new shares right shall correspond to the market rates at the time of the issuance.

2.3 Changes in capital during the last three financial years

For modifications of capital shares, please refer to notes 2.1 and 2.2 of this Corporate Governance Report.

2.4 Actions et bons de participation

Le capital-actions d'Airesis est composé de 62 022 251 actions nominatives ordinaires d'une valeur nominale de CHF 0.25 chacune entièrement libérée. En principe, chaque action donne droit à une voix pour autant que le titulaire de cette action soit enregistré au registre des actionnaires en tant qu'actionnaire avec droit de vote. Le point 6.1 est réservé. Par ailleurs, les actionnaires ont le droit de recevoir des dividendes, de voter et de bénéficier des autres droits prévus par le droit suisse ainsi que les statuts d'Airesis. Il n'y a pas d'actions au porteur et/ou d'actions privilégiées ou d'autres avantages analogues accordés aux actionnaires.

Airesis n'a pas émis de bons de participation.

2.5 Bons de jouissance

Airesis n'a émis aucun bon de jouissance pendant l'année sous revue. Il n'y a aucun bon de jouissance en circulation.

2.6 Restrictions de transfert d'actions et inscriptions des « nomines »

Le transfert des actions nominatives ou la constitution d'un usufruit est subordonné à l'approbation du Conseil d'administration (art. 8a des statuts).

Le Conseil d'administration peut refuser de reconnaître l'acquéreur des actions nominatives comme actionnaire avec droit de vote lorsque :

- la reconnaissance empêcherait la Société d'apporter les justifications requises par le droit fédéral quant à la composition de l'actionnariat. Sont pertinentes les justifications requises en particulier par la Loi Fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger du 16 décembre 1983 et par l'Arrêté du Conseil fédéral du 14 décembre 1962 instituant des mesures contre l'utilisation sans cause légitime des conventions conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions,
- mais aussi lorsque, sur sa demande, l'acquéreur n'a pas déclaré expressément avoir acquis les actions en son propre nom et pour son propre compte.

Le Conseil d'administration peut, après avoir entendu l'intéressé, radier une inscription au registre des actions lorsque celle-ci a été faite sur la base de fausses informations fournies par l'acquéreur. Ce dernier est informé de la radiation sans délai.

Durant l'année sous revue, le Conseil d'administration n'a pas refusé l'inscription d'un actionnaire dans le registre des actions. Il n'y a pas eu d'octroi de dérogation relative à cette restriction de transfert.

Il n'y a pas d'autre restriction de transfert ni de clause de groupe.

Toute modification des statuts par l'Assemblée générale portant sur les restrictions à la transmissibilité des actions doit être adoptée à une majorité des deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales représentées (art. 22 ch. 3 des statuts).

Les statuts ne comprennent pas de dispositions particulières sur les « nomines ». Le point 6.1.1 est applicable.

2.4 Shares and participation certificates

Airesis' capital is composed of 62 022 251 fully paid-up ordinary registered shares with a nominal value of CHF 0.25 each. As a general rule, each share carries one vote, provided that the shareholder is registered with voting rights with the share register. Note 6.1 is reserved. In addition, shareholders have the right to receive dividends, to vote and to execute such other rights as granted under Swiss law and Airesis' articles of Incorporation. There are no bearer shares and/or preferred shares or any other similar rights granted to shareholders.

No participation certificates have been issued by Airesis.

2.5 Profit sharing certificates

Airesis issued no bonus certificates during the year under review. There is no outstanding bonus certificate.

2.6 Limitations on transferability and nominee registrations

The Board of Directors must approve transferring registered shares or creating a usufruct (art. 8a of the Articles of association).

The Board may refuse to recognize the purchaser of the registered shares as a shareholder with a voting right if:

- recognising the shareholder impedes the Company from providing the proof required by federal law as regards the shareholding composition. This relevant proof refers in particular to that required by Swiss Federal Law of December 16th, 1983, on the acquisition of property by foreigners (LFAIE) and by the December 14th, 1962, decree of the Swiss Federal Council which instituted measures against using agreements without legitimate cause, concluded by the Confederation in an attempt to avoid double taxation, and
- upon his/her request, the purchaser does not expressly declare having acquired the shares in his/her own name and for his/her own proper account.

After having heard the interested party, the Board of Directors may bar entry into the share register if the entry is based on false information provided by the buyer. The buyer shall be immediately informed of his/her removal from the register.

During the year under review, the Board of Directors did not refuse to recognize any purchaser of the registered shares in the share register.

There are no other transfer restrictions or group clauses in this regard.

Any amendment by the General Meeting of the restriction on the transferability of registered shares as set forth in the articles of association requires at least a majority of two-thirds of the votes cast and an absolute majority of the nominal value of the shares represented to be passed (art 22 ch.3 of the Articles of association).

The articles of association do not set forth any specific provisions with regards to nominees. Note 6.1.1 is applicable.

2.7 Emprunts convertibles et options

Des prêts convertibles d'un montant total de EUR 4.0 millions avec une échéance au 30 septembre 2020 ont été conclus en novembre 2016. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.22 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre dépendra du taux de change EUR/CHF à la date de conversion. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2019 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion à l'échéance du 30 septembre 2020. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel.

Le Conseil d'administration a autorisé en mars 2017, la conclusion de prêts convertibles obligatoires (MCLs) d'un montant total de CHF 3.5 millions avec une échéance au 30 septembre 2022. Ces prêts portent un intérêt de 5.5% par année. Les prêts (principal et intérêts annualisés) sont convertibles avec un rapport de conversion (strike) à CHF 1.36 par action. Le nombre maximum de nouvelles actions à émettre est de 3 441 457. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été exclu. Les prêteurs disposent d'un droit de conversion au 30 septembre 2021 pour tout ou partie des montants dus. Airesis quant à elle, pourra soit rembourser les prêts au pair (intérêts annualisés inclus), soit exercer son droit de conversion obligatoire à l'échéance du 30 septembre 2022. Les nouvelles actions d'Airesis seront créées au travers d'un capital-actions conditionnel.

2.7 Convertible bonds and options

Convertible loans totalling EUR 4.0 million with a maturity date on September 30, 2020 were entered into in November 2016. The loans (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.22 per share. The maximum number of new Airesis shares depends on the EUR/CHF exchange rate on the conversion date. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2019. Otherwise, Airesis will either reimburse the loans at par (including annualized interest) or exercise its conversion right at maturity on September 30, 2020. The new Airesis Shares shall be created conditional share capital.

The Board of Directors has authorized on March 2017, the conclusion of mandatory convertible loans (MCLs) totaling CHF 3.5 million with a maturity date on September 30, 2022. The MCLs bear 5.5% interest per annum. The MCLs (principal and annualized interest) are convertible at a conversion price (strike) of CHF 1.36 per share. The maximum number of new Airesis shares is 3 441 457. Shareholders' preferential subscription rights were excluded. Lenders may exercise their conversion right, in full or in part, with effect on September 30, 2021. Otherwise, Airesis will either reimburse the MCLs at par (including annualized interest) or exercise its mandatory conversion right at maturity on September 30, 2022. The new Airesis Shares shall be created ex conditional share capital.

3 CONSEIL D'ADMINISTRATION

3.1 Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois à cinq personnes dont une majorité de membres non exécutifs. Il est doté de personnes ayant les aptitudes nécessaires pour garantir la formation de décisions dans le cadre d'un échange de vues critiques avec la Direction. La Société fait en sorte que le Conseil compte idéalement au moins une personne ayant une ou plusieurs expériences au sein de conseils de sociétés cotées, une personne ayant un background juridique et une personne ayant un background financier.

- Marc-Henri Beausire

Suisse, 1971, première election le 27 septembre 2004, membre exécutif.

Marc-Henri Beausire est diplômé de l'école de commerce en 1991 et de l'ISMA (école de cadres). Il bénéficie d'une forte expérience dans le domaine financier. Il a été employé par le Credit Suisse Group de 1991 à 1999. Il y a suivi une formation de deux ans par domaines d'activité à travers la Suisse, orientée sur les affaires commerciales. Ensuite, dès 1999, en tant qu'indépendant, outre des mandats de consulting (Foncia, société cotée en bourse en France, et Fiducial SA) il a été un des fondateurs du Groupe Hazard. Depuis le 1^{er} août 2006, il exerce comme CEO au sein du groupe Airesis.

- Pierre Duboux

Suisse, 1958, première election le 11 juin 2015, membre non exécutif.

Pierre Duboux possède un diplôme de régisseur et courtier. Il est actif dans la direction d'une régie immobilière à Lausanne. Administrateur du Coq Sportif depuis octobre 2005, Pierre Duboux a participé à la restructuration de la marque. Indépendant depuis 2004, il fonctionne également comme consultant dans l'immobilier, notamment dans l'expertise et le conseil en gestion.

- Urs Linsi

Suisse, 1949, première election le 27 juillet 2009, membre non exécutif.

Urs Linsi est docteur en économie de l'université de St-Gall (1980). Il a commencé sa carrière dans l'audit chez Arthur Andersen puis est entré au Credit Suisse, il y a notamment occupé le poste de Head of Leasing Group. Il a ensuite été nommé au poste de CFO à la FIFA de 1999 à 2002 puis de secrétaire général jusqu'en 2007, avec comme mission, entre autres, l'organisation de compétitions sportives et la conclusion de divers contrats de télévision et marketing. A la fin de son mandat, il a créé sa propre entreprise de consulting en management.

- Laurent Jaquenoud

Suisse, 1967, première election le 12 juin 2017, membre non exécutif.

Laurent Jaquenoud est diplômé de l'EPFL (1991) et du MBA de HEC Lausanne (1999). Il est au bénéfice de plus de 20 ans d'expérience dans diverses positions de Management. Il a été employé 10 ans par Tetra Pak où il a développé des compétences stratégiques et opérationnelles de gestion des ressources humaines. Il fût impliqué au niveau de la Direction RH pour l'implémentation de pratiques et systèmes de gestion des RH, puis fût Directeur RH pour l'Asie du Sud-Est (8 pays, 1500 employés), basé à Bangkok. Il a fondé OPTIMIS en 2004, une société de conseil dans le développement des organisations, du leadership et des pratiques RH. Il est consultant-coach et son expertise réside dans la formulation, l'implémentation et l'exécution de stratégies, processus et systèmes de gestion interne.

3 BOARD OF DIRECTORS

3.1 Members of the Board of Directors

The Board of Directors is composed of three to five individuals, a majority of whom are non-executive members. It includes individuals with the skill set necessary to guarantee decision-making and a critical exchange of views with the Senior management. The Company aims that the Board includes at least one individual with one, or multiple experiences, on the boards of listed companies, one person with a legal background and one person with a financial background.

- Marc-Henri Beausire

Swiss, 1971, first elected on September 27th, 2004, executive member.

Marc-Henri Beausire, a graduate of the "Ecole de Commerce" business school in 1991 and ISMA management school, he benefits from an extensive background in the financial sector. He was an executive for Credit Suisse Group from 1991 to 1999. He took part in a two-year training program, which took him through different departments throughout Switzerland allowing him to focus on various aspects of the banking business. Later, as an independent entrepreneur, and in addition to consulting mandates (Foncia, listed company in France and Fiducial SA), he was one of the founders of the Hazard Group. He has been CEO of Airesis since 1 August 1st, 2006.

- Pierre Duboux

Swiss, 1958, first elected on June 11th, 2015, non-executive member.

Pierre Duboux has a real estate agent and broker diploma. He is active in the management of a real estate agency in Lausanne. Administrator of Le Coq Sportif since October 2005, Pierre Duboux has participated in the restructuring of the brand. Self-employed since 2004, he also works as real estate consultant, especially in expertise and management consulting.

- Urs Linsi

Swiss, 1949, first elected on July 27th 2009, non-executive member.

Urs Linsi has a PhD in Economics from the University of St Gallen (1980). Urs Linsi began his career as auditor at Arthur Andersen then joined Credit Suisse where he held the position of Head of leasing group. In 1999, Urs Linsi was appointed CFO of FIFA from 1999 to 2002, then General Secretary until 2007 with the mission, among others, the organization of sporting events and the conclusion of various TV and marketing contracts. At the end of his mandate he created his own management consulting company.

- Laurent Jaquenoud

Swiss, 1967, first elected on June 12th 2017, non-executive member.

Laurent holds an MS degree from the EPFL (1991) and a MBA from HEC University of Lausanne (1999). He brings over 20 years experience in various Management positions. He worked 10 years at Tetra Pak where he developed strong Human Resources (HR) strategic and operational experience. He was a key contributor to the top HR Management in the implementation of HR practices, HR Information Systems and was then Tetra Pak HR Director for the south-east Asia region (8 countries, 1500 employees) based in Bangkok/Thailand. He founded OPTIMIS in 2004, a company specialized in organization development, leadership development and HR practices. He is consultant-coach and his expertise lies in the formulation, implementation and execution of internal management strategies, processes and systems.

3.2 Autres activités et groupements d'intérêts

Les activités des administrateurs au sein des sociétés consolidées, ainsi que les mandats d'administrateurs en dehors du périmètre de consolidation ou les autres informations importantes susceptibles de présenter une influence sur la marche des affaires, sont présentées ci-après :

	Activités au sein des participations <i>Activities within Airesis consolidated participations</i>
Marc-Henri Beausire	Le Coq Sportif : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> A 2 I SA : Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i> Comunus SICAV : Directeur / CEO
Laurent Jaquenoud	
Pierre Duboux	Le Coq Sportif : Administrateur / Director
Urs Linsi	Comunus SICAV : Administrateur / Director

* Depuis le dernier trimestre 2016, M. Linsi ne participe plus aux séances du conseil d'administration. Comme cela a été relayé dans la presse, le Ministère public de la Confédération mène actuellement des enquêtes à l'encontre d'anciens dirigeants du football. M. Linsi, en sa qualité d'ancien Secrétaire général de la FIFA (1999-2007) est également visé par ces enquêtes. En mars 2018, il a démissionné de ses fonctions chez BSZ cooperative, BSZ Immobilien AG et BSZ Zurich AG.

Aucun administrateur n'a de fonction officielle ni de mandat politique.

3.3 Nombres de fonctions admises selon l'art. 12 al. 1 ch. 1 de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (art. 31 des statuts)

Les membres du Conseil d'administration peuvent occuper dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques (i) qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (hors de Suisse) et (ii) qui ne sont pas contrôlées par Airesis ou qui ne contrôlent pas Airesis, au maximum le nombre suivant de fonctions :

- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions sont cotées en bourse : 3
- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions ne sont pas cotées en bourse : 10
- dans d'autres sociétés à but essentiellement idéal : 10

Les fonctions formellement distinctes occupées au sein d'un même groupe (sociétés sous contrôle commun, ainsi que les caisses de pension et fondations patronales de prévoyance y associées) sont considérées comme une seule et unique fonction aux fins de ce qui précède.

3.2 Other activities and vested interests

The activities of directors within the scope of consolidation as well as the mandates of directors outside the scope, or any other important information likely to influence the functioning of business activities within Airesis' scope of consolidation, are shown below:

	Activités en dehors des participations <i>Activities outside Airesis consolidated participations</i>
Petrus Finance :	Administrateur / Director
Petrus Immobilier :	Administrateur / Director
Optimis Sàrl :	Directeur général / Director Associé-gérant / Managing partner
Pipalim SA :	Directeur général / Director Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i>
D&L Investment SA :	Administrateur / Director
EJMA :	Membre du conseil de Fondation <i>Member of the foundation board</i>
Petrus Finance :	Administrateur / Director
Petrus Immobilier :	Administrateur / Director
Realimmob SA :	Président du Conseil d'administration <i>Chairman of the Board of Directors</i>
BSZ cooperative* :	Membre jusqu'au 07.05.2018 <i>Member jusqu'au 07.05.2018</i>
BSZ Immobilien AG* :	Président du Conseil d'administration jusqu'au 07.05.2018 <i>Chairman of the Board of Directors until 07.05.2018</i>
BSZ Zurich AG* :	Président du Conseil d'administration jusqu'au 07.05.2018 <i>Chairman of the Board of Directors until 07.05.2018</i>

** Since last quarter 2016, Mr. Linsi no longer attends boards of directors' meetings. As reported by the press, the Office of the Attorney General is currently conducting investigations against former football officials. M. Linsi in his capacity as former Secretary general of FIFA (1999-2007) is also under investigation. As of March 2018, he has stepped down of all his functions at BSZ cooperative, BSZ Immobilien AG and BSZ Zurich AG.*

No director has an official function or political mandate.

3.3 Number permitted activities pursuant to Art. 12 para. 1 point 1 of the Ordinance against Excessive Compensation at Listed Joint-Stock Companies (art. 31 of the Articles of Association)

Members of the Board of Directors may hold in senior management bodies or administration of legal entities (i) that have the obligation to register in the commercial register or a similar one abroad (excluding Switzerland) and (ii) which are not controlled by Airesis or that do not control Airesis, a maximum number of position in the following entities:

- *In foreign or Swiss companies whose shares are listed on the stock exchange: 3*
- *In foreign or Swiss companies, whose shares are not listed on the stock exchange: 10*
- *In non profit organizations: 10*

The functions occupied that are explicitly separate within the same group (companies under common control, as well as pension funds, and employee pension foundations associated with them) are considered as a sole function for the purpose of the foregoing.

3.4 Élection et durée du mandat

3.4.1 Principes de la procédure d'élection et limitations de la durée du mandat

L'Assemblée générale élit individuellement les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible (art. 23 des statuts).

MM. Marc-Henri Beausire, Urs Linsi, Pierre Duboux et Laurent Jaquenoud ont été élus lors de l'Assemblée générale ordinaire du 12 juin 2018. Ils sont tous rééligibles individuellement lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

3.4.2 Président du Conseil d'administration

L'Assemblée générale élit le Président parmi les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible. L'Assemblée générale peut révoquer le Président du Conseil d'administration. Lorsque la fonction de Président est vacante, le Conseil d'administration désigne un nouveau Président pour la période allant jusqu'à la fin de la durée de fonction (art. 23 des statuts).

3.4.3 Comité de rémunération

L'Assemblée générale élit individuellement les membres du Comité de rémunération parmi les membres du Conseil d'administration. La durée des fonctions s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Ils sont tous rééligibles individuellement lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'administration désigne le Président du Comité de rémunération parmi les membres du Comité (art. 34 et 36 des statuts).

3.4.4 Représentant indépendant

Les statuts ne prévoient pas de dispositions dérogeant aux dispositions légales concernant l'élection du représentant indépendant.

3.4.5 Première élection et durée restante du mandat

Il est fait mention de la date de la première élection de chaque membre du Conseil sous le point 3.1. Les mandats en cours prendront fin lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

3.5 Organisation interne

3.5.1 Répartition des tâches au sein du Conseil d'administration

Nom / Name	Conseil d'administration / Board of Directors**	Comité d'audit / Audit committee	Comité de rémunération / Compensation committee
Marc-Henri Beausire	Président / Chairman*	-	-
Laurent Jaquenoud	Membre / Member	-	Président / Chairman
Pierre Duboux	Membre / Member	Membre / Member	-
Urs Linsi	Membre / Member	Président / Chairman	Membre / Member

* M. Beausire a été élu Président du Conseil d'administration par l'Assemblée générale ordinaire le 12 juin 2018.

3.4 Elections and terms of office

3.4.1 Principles of the election process and terms of office

The General Meeting of shareholders elects the members of the Board of Directors individually. The terms of office finishes at the end of the next Annual General Meeting (AGM). The members of the Board of Directors shall all be eligible for re-election at the next AGM (art. 23 of the Articles of association).

Mr Marc-Henri Beausire, Mr Urs Linsi, Mr Pierre Duboux and Mr Laurent Jaquenoud were elected at the AGM on June 12th, 2018. They shall all be individually eligible for re-election at the next AGM.

3.4.2 Election and terms of office for the Chairman of the Board of Directors

The General Meeting of shareholders elects the Chairman among the members of the Board of Directors. The terms of office finishes at the end of the next AGM. The Chairman shall be eligible for re-election at the next AGM. The General Meeting may revoke the Chairman of the Board of Directors. When the position of the Chairman is vacant, the Board of Directors appoints a new Chairman for the period up to the end of the term of office (art. 23 of the Articles of association).

3.4.3 Compensation committee

The General Meeting of shareholders elects the members of the Compensation committee individually among the members of the Board of Directors. The terms of office finishes at the end of the next AGM. They shall all be individually eligible for re-election at the next AGM. The Board of Directors appoints the President of the Compensation committee amongst the Committee (art. 34 and 36 of the Articles of association).

3.4.4 Independent proxy

Concerning the independent proxy, the Articles of Association do not include any dispositions derogating from the applicable law.

3.4.5 First election and remaining mandate term

The date of the first election of each of the members of the Board is mentioned in note 3.1. Their mandate will terminate at the next AGM.

3.5 Internal organisational structure

3.5.1 Definition of areas of responsibility within the Board of Directors

* Mr Beausire was elected Chairman of the Board by the AGM held on June 12th 2018.

Présidence

Le Président du Conseil d'administration assure la direction du Conseil dans l'intérêt de la Société. Il veille à ce que la préparation, la délibération, la prise de décisions et l'exécution des décisions prises se déroulent correctement.

En collaboration avec la Direction, le Président veille à transmettre à temps aux membres du Conseil les informations sur tous les aspects de la Société ayant une influence sur la formation des décisions et sur la surveillance. Les documents sont transmis au Conseil autant que possible avant la séance (en règle générale, au minimum quatre jours avant celle-ci).

Le Président convoque les personnes responsables d'un dossier à la séance où le dossier est discuté.

Chairman

The Chairman of the Board of Directors ensures the Board acts in the best interests of the Company. He ensures that the preparations, deliberations, decision-making and execution of the decisions proceed correctly.

In collaboration with the Senior management, the Chairman ensures that information on all aspects of the Company impacting decision-making and oversight is conveyed to the board members in a timely manner. Necessary documents are in principle provided to the Board, before their meetings (as a general rule, at least four days prior to a meeting).

The Chairman invites the responsible managers to the meeting in order to discuss important aspects of a project or a decision.

3.5.2 Composition, attributions et délimitation des compétences du Conseil d'administration et de ses Comités

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration siège selon les besoins de l'entreprise, mais au minimum quatre fois par an. Il peut prendre des décisions par voie circulaire, également électronique, dans la mesure où la tenue d'une séance n'est pas possible et où la décision à prendre ne nécessite pas de discussion en séance. Le président organise ces prises de décisions.

Dans la mesure où un de ses membres l'exige, une séance extraordinaire peut être convoquée.

Pour des affaires importantes, le Conseil peut consulter des experts externes indépendants aux frais de la Société.

Une évaluation annuelle interne de la performance du Conseil et de ses membres est conduite au premier trimestre de l'année suivante.

En matière d'investissements effectués par Airesis, le Conseil d'administration détermine les nouveaux investissements, les augmentations de participations dans un investissement existant et les aliénations ou les ventes de ces mêmes investissements.

Le Conseil d'administration définit particulièrement :

- la stratégie et la politique générale d'investissement et de désinvestissement ;
- les objectifs de rendement et de retour sur investissement et en exerce le suivi ;
- la politique de risque en matière de nouvel investissement et d'investissements existants.

En matière d'investissements effectués par une des participations, le Conseil d'administration de celle-ci a l'entière compétence, mais aussi l'entière responsabilité de sa politique d'investissement, de son application et de son contrôle. Le Conseil d'administration et la Direction d'Airesis sont informés des nouveaux investissements. Cependant, toute modification du capital-actions, d'une participation ainsi que toute décision impliquant une dilution de la participation d'Airesis sont soumises au Conseil d'administration d'Airesis.

Le Conseil d'administration nomme les membres du Comité d'audit. Toutefois, le Comité de rémunération est élu par l'Assemblée générale.

3.5.2 Committee composition, attributions and definition of areas of responsibility

Board of Directors

The Board of Directors meets according to the needs of the Company, but at least four times a year. It may make decisions by circular letter, as well as by electronic means, should a meeting not be possible and in situations where the decision does not require face-to-face discussion. The Chairman organises the making of these decisions.

If a member of the Board requires it, an extraordinary meeting may be called.

For important matters, the Board may consult external experts whose costs are charged to the Company.

An annual internal evaluation on the performance of the Board and its members is conducted in the first quarter of the following year.

In the case of investments made by Airesis, the Board of Directors determines new investments, any increase in the participation of an existing investment and the transfer or sale of these investments.

The Board of Directors defines specifically the following:

- the strategy and general policies regarding investments and divestiture;
- the objectives as regards to earnings and return on investment, and their respective follow-up;
- the risk management policies as regards new and existing investments.

As regards any investments made by one of the participations, the Board of Directors of the respective participation shall have complete competence for its application and its control as well as carry all of the responsibility for its investment policies. The Board of Directors and the Senior management of Airesis shall be informed of any new investments. Nevertheless, any change in the capital shares, in a participation as well as any decision involving the dilution of Airesis' participation shall be submitted to the Board of Directors.

The Board of Directors names the members of the Audit committee. However, the Compensation committee is elected by the General Meeting.

Comité d'audit

Le Conseil d'administration a délégué les tâches suivantes au Comité d'audit :

- recommander, dans le cadre des normes IFRS, les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier;
- exercer la surveillance des personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions du Conseil d'administration.

Le Comité d'audit a, dans ce contexte, plus particulièrement pour tâches :

- la surveillance de l'intégrité de la communication financière, des méthodes d'établissement du bilan et d'évaluation comprises selon les normes IFRS ;
- la surveillance de l'existence des systèmes de contrôle financier internes et de gestion des risques financiers destinés à contrer les menaces internes et externes ;
- l'établissement de directives pour la mise en place d'un système de contrôle financier interne efficace (voir aussi point 3.7 dans le présent Rapport de Corporate Governance) ;
- la révision critique des comptes de la Société et des comptes consolidés (y compris les états financiers intermédiaires destinés à être publiés) ;
- la vérification de la compatibilité du mandat de révision avec d'éventuels autres mandats de conseil ;
- les propositions de nomination et de révocation de l'organe de révision.

La Direction assume la responsabilité de l'accomplissement de ces tâches (voir également le point 3.7 dans le présent Rapport de Corporate Governance).

Le Comité d'audit informe régulièrement le Conseil d'administration, au moins deux fois par an ou chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le Comité d'audit a également pour tâche la surveillance de l'indépendance de l'organe de révision, des processus de vérification et de l'ampleur des Conseils relatifs à l'audit. Il coordonne entre autres la vérification finale des comptes annuels et la conduite d'une vérification intermédiaire mettant l'accent sur un ou plusieurs processus clés de la Société.

L'organe de révision s'est réuni avec le Comité d'audit 3 fois pendant l'année sous revue, pour une durée moyenne de 1.5 heure.

Comité de rémunération

Le Comité de rémunération assiste le Conseil d'administration dans l'élaboration des propositions à l'Assemblée générale en vue du vote de celle-ci sur la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction, ainsi que dans l'exécution des décisions de l'Assemblée générale en la matière.

Le Comité de rémunération conseille également le Conseil d'administration dans l'élaboration et la révision périodique de la politique de rémunération à l'échelon le plus élevé de la Société. Le Comité de rémunération se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent.

Audit committee

The Board of Directors has delegated the following tasks to the Audit committee:

- *to recommend, within the framework of IFRS norms, the accounting and financial controlling principles as well as the financial plan;*
- *to monitor individuals charged with the management of the Company to ensure that they observe the laws, articles of association, regulations and instructions issued by the Board of Directors.*

Furthermore, the Audit committee has the following responsibilities:

- *monitoring the integrity of all financial communication, methods of determining the balance sheet and its evaluation in accordance with IFRS standards;*
- *monitoring the existence of internal financial control systems and financial risk management aimed at preventing internal and external threats;*
- *determining the directives required for an efficient internal financial control system (see note 3.7 of this Corporate Governance Report);*
- *critically reviewing the Company's accounts and consolidated accounts (including half-year reports destined for publication);*
- *verifying the compatibility of the auditing mandate with other possible advisory mandates;*
- *proposing a choice of auditors as well as appointing and dismissing said auditors.*

Management assumes the responsibility of fulfilling these tasks (see note 3.7 of this Corporate Governance Report).

The Audit committee shall provide the Board of Directors with regular information, at least twice yearly or as circumstances require.

The Audit committee is also responsible for monitoring the independence of the auditor, the verification processes and the scope of advice relative to the audit. Among other things, it coordinates the final verification of annual accounts and verifies half-year accounts focusing on one or more of the key processes within the Company.

During the year under review, the Audit committee met with the auditors 3 times for an average of 1.5 hour.

Compensation committee

The Compensation committee assists the Board in the development of proposals to the General Meeting for the voting on the remuneration of the members of the Board of Directors and Senior management, as well as in the implementation of decisions of the General Meeting on the matter.

The Compensation committee advises also the Board of Directors on the elaboration and the periodic revision of the compensation policy at the top executive level. The Committee meets any time circumstances require a meeting.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'administration et de ses Comités

Fréquence et durée moyenne des réunions du Conseil d'administration et de ses Comités pour l'année sous revue.

	Fréquence <i>Frequency</i>	Nombre de séance(s) <i>Number of meetings</i>	Durée moyenne <i>Average duration</i>
Conseil d'administration / <i>Board of Directors</i>	En principe une fois par mois / <i>In principal once per month</i>	6	2 heures / <i>2 hour</i>
Conseil d'administration circulaires <i>Board of Directors (circular produces)</i>	Si nécessaire / <i>If needed</i>	4	Email
Comité d'audit / <i>Audit committee</i>	Au moins deux fois par an / <i>In principal twice per year</i>	3	1.5 heure / <i>1.5 hour</i>
Comité de rémunération / <i>Compensation committee</i>	Au moins une fois par an <i>At least once per year</i>	1	1 heure / <i>1 hour</i>

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration d'Airesis requiert de chaque société dans laquelle elle détient une participation majoritaire les documents suivants :

- un business plan avec description de sa stratégie opérationnelle et d'investissement qui est révisé chaque année ;
- un budget annuel prenant en compte les investissements ou désinvestissements potentiels ;
- une estimation réévaluée du budget en cours d'année, au minimum chaque trimestre ;
- un reporting trimestriel comparant les résultats atteints avec le budget (ou mensuel si disponible) ;
- des comptes annuels audités (et consolidés pour les groupes) selon les normes IFRS.

Toutes les décisions peuvent être prises par voie circulaire électronique. Les réponses sont conservées dans les archives d'Airesis.

Il est aussi à noter que la Direction est impliquée dans le Conseil d'administration par le biais de M. Marc-Henri Beausire qui occupe les fonctions d'administrateur et CEO.

Comité d'audit

Le Comité d'audit permet au Conseil de s'assurer que la gestion financière de la Société est conforme aux lois, aux statuts, aux règlements ainsi qu'aux instructions du Conseil d'administration. Il présente les comptes de la Société et les comptes consolidés au Conseil d'administration pour approbation. Il rend régulièrement compte de ses activités et de ses résultats au Conseil au minimum 2 fois l'an ou à chaque fois que les circonstances l'exigent.

Comité de rémunération

Le Comité de rémunération présente ses recommandations au Conseil d'administration.

Le Comité de rémunération se réunit selon les besoins, sur convocation de son président, lequel fixe l'ordre du jour.

3.5.3 Work method of the Board of Directors and its Committees

Frequency and average meeting duration of the Board of Directors and its committees during the year.

Board of Directors

The Airesis Board of Directors requires the following documents for each majority participation that the Company holds:

- a business plan including a description of its operational and investment strategy, which is reviewed annually;
- an annual budget which takes into account potential investments and divestitures;
- a re-evaluated estimate of the budget during the course of the year, at least once a quarter;
- a quarterly report comparing the results attained with the budget (or monthly, if available);
- annually audited accounts (and consolidated accounts for the groups) in accordance with IFRS standards.

Decisions may be taken by electronic circular letter. All responses are saved in Airesis' files.

It should also be noted that Senior management is involved in the Board of Directors, with the participation of Mr Marc-Henri Beausire, who acts as Director and CEO of Airesis.

Audit committee

The Audit committee allows the Board to ensure that the financial management of the Company conforms to the laws, articles of association, and regulations as well as instructions issued by the Board of Directors. It presents the Company's accounts and consolidated accounts to the Board for approval. It regularly renders account of its activities and its results to the Board at least twice a year, or as required by circumstances.

Compensation committee

The Compensation committee presents its recommendations to the Board of Directors.

The Compensation committee meets when convoked by the committee Chairman, who also sets the agenda.

3.6 Répartition des compétences entre le Conseil d'administration et la Direction

Le Conseil d'administration exerce la haute direction de la Société. En cette qualité, c'est lui qui approuve la stratégie et la politique générale d'investissement, notamment les objectifs de rendement et de retour sur investissements, les délais pour l'atteinte de ces objectifs et la politique de risque.

Le Conseil d'administration nomme également les personnes à qui la gestion des affaires est confiée (Direction). Il a en outre les compétences qui lui sont attribuées par le code suisse des obligations et les statuts (en particulier art. 24 des statuts). Le Conseil doit en particulier dans ce contexte :

- décider d'augmenter le capital-actions dans la mesure des attributions du Conseil d'administration, ainsi que constater l'augmentation du capital-actions et décider des modifications statutaires correspondantes ;
- prendre toutes les décisions que la loi ou les statuts ne réservent pas à l'Assemblée générale ou à un autre organe ;
- établir le rapport de gestion et le rapport de rémunération.

Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion de la Société à la Direction, à l'exception des attributions qui sont intransmissibles de par la loi. Il a établi à ce sujet un règlement d'organisation. Par ailleurs, la gestion de la fortune de la Société, en particulier de sa trésorerie, peut être déléguée par le Conseil d'administration à une personne morale, conformément au règlement d'organisation (art. 26 des statuts).

Les tâches de contrôle et de gestion sont déléguées à la Direction qui maintient le Conseil d'administration dûment informé, en particulier à l'occasion de chacune des séances du Conseil.

La Direction vérifiera en particulier :

- le respect de la corporate governance ;
- la mise en place d'un contrôle financier interne selon les directives du Comité d'audit ;
- la mise en place correcte des règles de signature ;
- le respect et la maîtrise des principes comptables et de consolidation (IFRS) et leur mise en place correcte ;
- l'information suffisante des entités de façon à leur permettre d'effectuer un reporting financier capable de respecter les normes comptables ;
- l'information de l'organe de révision quant aux décisions du Conseil afin de lui permettre d'orienter sa révision en fonction de ces dernières ;
- la prise en compte des remarques de l'organe de révision et l'élaboration de propositions.

Compétences et responsabilités de la Direction

La Direction assume les tâches de gestion opérationnelle conformément au règlement d'organisation et aux instructions du Conseil d'administration. Elle s'assure que la Société fonctionne de façon à atteindre les objectifs qui lui sont fixés et organise les processus de travail de manière appropriée.

Les tâches principales du CEO sont les suivantes :

- la direction opérationnelle de la Société, conformément à la loi, aux statuts, et aux instructions du Conseil d'administration ;
- l'établissement et la mise en place d'une stratégie qui sera soumise au Conseil d'administration pour approbation ;
- la direction des projets d'investissement et de désinvestissement ;
- la surveillance de la conduite des participations importantes ;
- le suivi des relations publiques de la Société et, au besoin, pour les participations ;
- la supervision des tâches précédemment assignées au CFO (cf. infra.)

3.6 Distribution of areas of responsibility between the Board of Directors and Senior management

The Board of Directors exercises the ultimate management of the Company. In this capacity, the Board approves the strategy and the general investment policies, in particular performance objectives and return on investment, as well as the time frame to reach these objectives, and risk management.

The Board of Directors also appoints Senior management. Furthermore, it has the competencies attributed to it by the Swiss Code of Obligations and the Articles of association (in specific art. 24 of the Articles of association). In this regard, the Board must specifically:

- decide to increase capital shares to the extent of its capacity as well as record the increase in capital shares and decide on any corresponding statutory changes;*
- make all decisions, which the laws or the articles of association do not reserve, for the General Meeting or any other body;*
- establishing the Annual report and the Compensation report.*

The Board of Directors may delegate to the Senior management, all or part of the management of the Company with the exception of the non-transferable duties by law. The Board has set regulations about this. Moreover, in accordance with the organizational regulations (art. 26 of the Articles of association), the Board of Directors may delegate the management of the assets of the Company to a legal entity, particularly its cash position.

Controlling and management responsibilities are delegated to the Senior management who keep the Board of Directors duly informed, in particular on the occasion of each of its meetings.

In particular, Senior management verifies:

- the adherence to corporate governance stipulations ;*
- the establishment of internal financial controls as per the instructions of the Audit committee;*
- the correct implementation of rules regarding signatory rights;*
- the respect and command of accounting and consolidation principles (IFRS) and their correct implementation;*
- the information provided to entities in order to allow them to perform financial reporting to meet accounting standards;*
- the information provided by the auditors as regards the decisions of the Board in order to allow the auditor to conduct the audit according to the Board's instructions;*
- the recommendations of the auditors and the development of proposals with the auditors.*

Senior management's competencies and responsibilities

Senior management assumes the operational administrative tasks in accordance with organizational regulations and the instructions of the Board of Directors. It ensures the Company operates in such a way so as to reach its objectives and organises work processes in an appropriate manner.

The CEO's main responsibilities are the following:

- managing the operational aspects of the Company in accordance with the laws, articles of association and instructions established by the Board of Directors;*
- establishing and implementing a strategy submitted to the Board of Directors for approval;*
- managing investment projects and divestitures;*
- monitoring the management of important participations;*
- maintaining public relations for the holding and, if necessary, for participations;*
- Supervising the duties which were entrusted to the CFO beforehand (cf. infra.)*

Jusqu'au 28 février 2018, Airesis était dotée d'un CFO dont les tâches principales du CFO étaient les suivantes :

- la direction financière et administrative de la Société ;
- la tenue des comptes selon les normes internationales IFRS et le contrôle des processus financiers ;
- la coordination des activités opérationnelles et managériales de la Société conformément à la loi, aux statuts, et aux instructions du Conseil d'administration ;
- le suivi, le conseil et l'assistance financiers et comptables des participations ;
- l'évaluation financière et la coordination des investissements ainsi que des désinvestissements ;
- le suivi du respect des normes de la SIX Swiss Exchange.

Airesis n'a pas nommé de nouveau CFO depuis le départ de M. Yves Corthésy au 28 février 2018. Les tâches du CFO ont été assignées à un Financial Reporting Manager (non membre de la Direction) sous la supervision du CEO. Par ailleurs, les compétences administratives financières ont été renforcées au sein du Coq Sportif.

Plus particulièrement, la Direction assume notamment la responsabilité, au besoin en collaboration avec le Comité d'audit :

- de la mise en place de procédures de contrôle palliant à l'absence d'organe de contrôle interne et limitant les risques tels que définis sous 3.7 ;
- de la mise en place correcte des règles de signature du management et du personnel ;
- du respect des principes comptables et de consolidation (IFRS) avec le soutien de l'organe de révision et d'autres Conseillers internes ou externes ;
- de l'information suffisante et de la formation des entités de façon à leur permettre d'effectuer un reporting financier dans le respect des normes comptables ;
- de l'information de l'organe de révision des décisions du Conseil d'administration afin de lui permettre d'orienter sa révision en fonction de ces dernières ;
- d'entendre les remarques de l'organe de révision et de formuler d'entente avec celui-ci des propositions d'amélioration dans les domaines sensibles.

3.7 Instruments d'information et de contrôle à l'égard de la Direction

3.7.1 Contrôle et respect des principes

La Direction fonctionne en toute transparence vis-à-vis des membres du Conseil d'administration. Elle les informe pro-activement afin de leur permettre de prendre les décisions en pleine connaissance des dossiers, des risques et des conséquences éventuels. La Direction agit de même avec les Comités nommés par le Conseil d'administration ou l'Assemblée générale et avec l'organe de révision.

La Direction informe le Conseil d'administration des aspects les plus importants résultant de ses tâches de vérification, en particulier ceux touchant à la marche fondamentale de l'entreprise et à la responsabilité dudit Conseil.

Compte tenu de la taille de la Société, le Conseil d'administration décide de ne pas mettre en place un département en charge de la révision interne. La Direction se charge de la gestion du contrôle interne en s'appuyant sur les constatations de l'organe de révision et du Comité d'audit pour forger son opinion sur le respect des principes édictés.

Until February 28, 2018, Airesis had a CFO whose main responsibilities of the CFO were the following:

- managing the financial and administrative aspects of the Company ;
- maintaining accounts in accordance with international IFRS standards and controlling financial processes;
- coordinating the Company's operational and managerial activities in accordance with the laws, articles of association and Board's instructions;
- following up, advising and providing financial and accounting assistance to companies within the scope of consolidation;
- evaluating and coordinating investments as well as divestitures;
- maintaining the respect of the standards established by the SIX Swiss-Exchange.

Airesis has not appointed a new CFO since Mr Yves Corthésy's departure on February 28, 2018. The tasks of the CFO have been assigned to a Financial Reporting Manager (which is not a member of the senior management) under the supervision of the CEO. In addition, resources in the administrative and financial sector have been strengthened within Le Coq Sportif.

More specifically, Senior management assumes the responsibility for the following, in collaboration with the Audit committee if needed:

- putting in place control procedures to make up for the absence of an internal controlling body and limiting risks as defined in note 3.7;
- correctly implementing rules regarding management and personnel signatory rights;
- respecting accounting and consolidation (IFRS) principles with the support of the auditors and other internal or external advisors;
- gathering adequate information and training consolidated entities to allow them to prepare the financial reporting in adherence to accounting standards;
- informing the auditors on the Board of Directors decisions in order to allow the auditors to conduct the audit according to the Board's instructions;
- taking into account the comments of the auditor and developing proposals to make improvements in sensitive areas.

3.7 Information and controlling instruments vis-à-vis Senior management

3.7.1 Control of and respect for principles

Senior management works in total transparency vis-à-vis the members of the Board of Directors. It pro-actively informs the Board in order to allow it to make decisions with full knowledge of the projects, risks and possible consequences. Senior management follows this same approach with the committees appointed by the Board and with the auditors.

Senior management informs the Board of Directors of the most important aspects resulting from its verification tasks, in particular those affecting the fundamental activities of the Company falling under the responsibility of said Board.

In view of the size of the Company, the Board of Directors has decided not to implement a department dedicated to internal audits. The Senior management is responsible for the internal audit according to the observations made by the auditors and the Audit committee to form its opinion as regards adherence to the principles prescribed.

3.7.2 Management Information System (MIS)

Le système de reporting fournit au management ainsi qu'au Conseil d'administration des indicateurs de performances des participations sur une base trimestrielle ou mensuelle si besoin. Ce reporting se base sur le compte de résultats, le bilan et le cashflow des participations ainsi que sur diverses statistiques. Si des écarts interviennent par rapport aux prévisions, la Direction propose des mesures de correction au Conseil d'administration. Ce dernier prend les décisions de les appliquer ou de les faire appliquer.

3.7.3 Gestion des risques

Holding d'investissement, Airesis a pour stratégie d'investir dans des sociétés propriétaires de marques, plus particulièrement de marques de sport, où elle prend une position majoritaire.

Notre entreprise est confrontée à un certain nombre de risques. Les risques décrits ci-dessous ne sauraient représenter les seuls risques auxquels nous sommes confrontés. D'autres risques dont nous n'avons pas connaissance ou que nous pensons être mineurs, peuvent également porter atteinte à nos activités ou influencer nos résultats financiers. Si l'un des événements ou des circonstances décrites dans les risques mentionnés ci-après surviennent, nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir et le cours de nos actions se déprécier. Les risques suivants doivent être évalués avant de décider d'investir ou de conserver un investissement dans la société.

Airesis a mis en place un système de reporting auprès de ses participations, lequel constitue un élément important de la gestion des risques. Ce reporting est basé sur le compte de profits et pertes des participations et sur diverses statistiques.

Les opportunités et les risques de chaque participation sont analysés lors des réunions annuelles. Sur la base de ces réunions, des objectifs précis sont définis. Le respect des objectifs est contrôlé au moyen du système de reporting. Cela permet à Airesis d'identifier les écarts et les évolutions négatives qui se présentent et d'engager les contre-mesures nécessaires.

Perspectives

Airesis vise à investir dans des sociétés à fort potentiel. Les réorientations stratégiques et les adaptations de structures de ces investissements génèrent un potentiel important mais impliquent des risques. Airesis s'attend à ce que ses participations connaissent une croissance qui pourrait influencer les opérations, le personnel et les données financières de celles-ci. Airesis ne peut garantir que la stratégie déployée dans ses participations sera un succès. Tout manquement pourrait nuire à ses activités, ses résultats d'exploitation et ses liquidités.

Marques et propriété intellectuelle

Comme Airesis investit principalement dans des sociétés propriétaires de marques de sport avec un potentiel important, le succès de ses investissements dépend dans une large mesure de la capacité à protéger et à préserver la propriété intellectuelle. Cependant, les participations pourraient être incapables d'empêcher des tiers d'utiliser la propriété intellectuelle sans autorisation. L'utilisation des droits de propriété intellectuelle par d'autres pourrait réduire ou éliminer tout avantage concurrentiel que les participations auraient développé ou qu'elles auraient planifié de développer, leur faisant perdre des revenus ou nuisant à leurs activités. Puisque les actifs incorporels liés aux marques des participations ont une importance significative dans le bilan consolidé d'Airesis, la survenance d'événements négatifs décrits ci-dessus pourrait conduire à une dépréciation de ces actifs.

3.7.2 Management Information System (MIS)

The reporting system provides management as well as the Board of Directors with quarterly or if necessary monthly performance indicators on the participations. This reporting is based on the profit and loss statement, the balance sheet and the cash flow of the participations and on various statistics. If there are gaps in the projections, management proposes corrective measures to the Board of Directors, which has the final decision on the application of such measures.

3.7.3 Risk management

As a private equity investment holding company, Airesis focuses its strategy on investing in company-owned brands, specifically sports brands, in which it takes a controlling interest.

The company faces a number of risks. The risks described below may not be the only risks faced by the company. Additional risks that we do not yet know of, or that we currently think are immaterial, may also impact the business operations or financial results. If any of the events or circumstances described in the following risks were to actually occur, the business, financial condition or operational results could suffer and the trading price of the shares could decline. The following risks need to be carefully considered before you decide to invest in, or maintain your investment in Airesis stock.

Airesis has established a reporting system throughout its participations, which is an important element of risk management. This reporting is based on the profit and loss statement of the participations as well as a number of statistics.

The opportunities and risks facing each of the participations are analysed in yearly meetings. Specific targets are set based on these meetings. Compliance with the targets is monitored through the reporting system. This enables Airesis to identify variances and any negative developments as they arise and to initiate necessary countermeasures.

Perspectives

Airesis aims to invest in high potential companies. Strategic reorientation, structure adaptation and investments lead to high potential but imply risks. Airesis expects to experience growth, which might affect operations, staff and financials of their participations. Airesis cannot guarantee that its business strategy will be successful. Any failure could harm its business, operating results and liquidities.

Brands and intellectual properties

As Airesis invests mostly in sport brands with significant potential, the success of these investments depends to a considerable degree upon the ability to protect and preserve their intellectual properties. However, we may be unable to prevent third parties from using our intellectual properties without our authorisation. The use of our intellectual properties rights by others could reduce or eliminate any competitive advantage we have developed or aim to develop, causing a loss of sales or otherwise causing harm to the business. Since intangible assets related to the participations' brands make up a significant part of Airesis' consolidated balance sheet, the occurrence of such negative events could lead to an impairment of these assets.

Responsabilité produits

Bien que les participations d'Airesis fassent tout leur possible pour sélectionner des fabricants tiers qui garantissent des produits respectant les cahiers des charges ainsi que notre code de bonne conduite et d'éthique, la commercialisation de produits défectueux pourrait entraîner une publicité défavorable ainsi que des conséquences financières et juridiques négatives en raison de la survenance de tels défauts, ce qui pourrait nuire aux participations.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La capacité d'Airesis et de ses participations à fonctionner avec succès dépend en grande partie de la présence de certains membres clés du personnel et sa capacité à attirer et garder en poste du personnel hautement qualifié.

Finance

Risque de change - Airesis détient principalement des participations dans la zone euro. Toutefois, la monnaie de consolidation d'Airesis est le franc suisse et en conséquence les résultats financiers sont convertis en francs suisses au taux de change applicable. Comme les taux de change entre le franc suisse et les autres monnaies fluctuent, de telles fluctuations peuvent avoir un effet défavorable important sur les états financiers consolidés d'Airesis.

La plus importante monnaie pour l'approvisionnement en produits de nos participations est le dollar américain (USD), tandis que les ventes sont généralement facturées en d'autres monnaies, principalement en euros (EUR). Sur une base régulière, la Direction examine l'exposition au risque de change et décide des mesures de couverture y consécutives. Des opérations de change à terme ainsi que des contrats de type « overlay » sont les principaux instruments de couverture utilisés par les participations d'Airesis.

Risque de liquidité - La plupart des participations acquises par Airesis ont nécessité de profonds changements ainsi que des investissements. Ces phases de retournement de situation dans les participations impliquent une forte sensibilité des liquidités. Une fois l'activité des participations déployées, il est attendu que les revenus progressent, signifiant ainsi un besoin en fonds de roulement à financer. A son niveau, Airesis évite le financement bancaire dans la mesure du possible. Les financements nécessaires au développement des participations sont négociés directement au niveau des participations, Airesis apportant son appui si nécessaire au travers de garanties. La planification et le suivi des liquidités est un processus important au sein des participations d'Airesis.

Product liability

Although Airesis' participations take all efforts as well as our code of conduct and code of ethics to select trustable third party manufacturers that ensure conformity with the products specifications, the marketing of defective products could result in significant adverse publicity, as well as negative financial and legal consequences due to the occurrence of such defects which could harm the participations.

Dependence on key personnel

The ability of Airesis and its participations to operate successfully depends in significant part on the continued service of certain key personnel as well as its continuing ability to attract and retain highly qualified personnel.

Finance

Currency risks - Airesis mostly holds stakes in participations in the euro zone. Nevertheless, Airesis' consolidation currency is the Swiss Franc, and, as a result, financial positions are converted into Swiss francs at the applicable foreign exchange rates. As exchange rates between the Swiss franc and other currencies fluctuate, such fluctuations may have a material adverse effect on Airesis' consolidated financial statements.

The largest sourcing currency is the US Dollar (USD), while sales are mostly invoiced in other currencies, mainly euros (EUR). Management reviews currency risk exposure on a regular basis, and decides on consecutive hedging measures. Forwards and overlay management contracts are the main hedging instruments used by Airesis' participations.

Liquidity risks - The majority of the participations acquired by Airesis have had to undergo considerable changes and also required significant investment. The length of time it takes to turnaround any of the participations has a considerable effect on liquidity. Once the activities of the participations have taken off, revenues are expected to increase which in turn signifies a need to finance working capital. At the holding level Airesis avoids bank financing whenever possible. The financing required to develop the participations is negotiated directly by the participations themselves. Airesis provides guarantees when necessary to support the participations. Planning and following up liquidity needs is an important process in Airesis' participations.

4 DIRECTION

4.1 Composition de la Direction

La volonté du Conseil d'administration est de maintenir la structure de la Société aussi efficace que possible afin de limiter les coûts et d'insuffler un esprit dynamique. De ce fait, la Direction est actuellement composée d'un CEO.

- Marc-Henri Beausire

Suisse, 1971, CEO

Marc-Henri Beausire est diplômé de l'école de commerce en 1991 et de l'ISMA (école de cadres), il bénéficie d'une forte expérience dans le domaine financier. Il a été employé par le Credit Suisse Group de 1991 à 1999. Il y a suivi une formation de deux ans par domaine d'activité à travers la Suisse, orientée sur les affaires commerciales. Ensuite, en tant qu'indépendant, outre des mandats de consulting (Foncia, société cotée en bourse en France, et Fiducial SA) il a été un des fondateurs du Groupe Hazard. Depuis le 1^{er} août 2006, il exerce comme CEO au sein d'Airesis. Il est renvoyé au point 3.6 s'agissant de la modification de la composition de la Direction opérée au cours de l'exercice 2018.

4.2 Autres activités et groupements d'intérêts

Les activités des membres de la Direction au sein des entités consolidées, ainsi que les mandats d'administrateur hors des participations ou les autres informations importantes susceptibles de présenter une influence sur la marche des affaires sont présentés ci-après :

Marc-Henri Beausire : Autres activités au sein des entités consolidées : Voir point 3.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

Marc-Henri Beausire : Autres activités et groupements d'intérêts hors des participations d'Airesis : Voir point 3.2 du présent Rapport de Corporate Governance.

Yves Corthésy* : Autres activités au sein des entités consolidées d'Airesis : Membre du Conseil d'administration d'A2I SA et CFO de Comunus SICAV.

Yves Corthésy* : Autres activités et groupements d'intérêts hors des participations d'Airesis : Aucune.

*Mr Yves Corthésy a quitté son poste de CFO au 28 février 2018.

4 SENIOR MANAGEMENT

4.1 Members of Senior management

The aim of the Board of Directors is to maintain Airesis' structure as lean as possible in order to keep costs down and instil a dynamic spirit. As such, Senior management is now composed of one CEO.

- Marc-Henri Beausire

Swiss, 1971, CEO

Marc-Henri Beausire, a graduate of the "Ecole de Commerce" business school in 1991 and ISMA management school, benefits from extensive experience in the financial sector. He was an executive at the Credit Suisse Group from 1991 to 1999. He was in a two-year training program, which took him through different departments throughout Switzerland allowing him to focus on various aspects of the banking business. Later, as an independent entrepreneur, and in addition to consulting mandates (Foncia, listed company in France and Fiducial SA), he was one of the founders of the Hazard Group. He has been CEO of Airesis since August 1st, 2006. Please see note 3.6 with respect to the amendment of the composition of the Senior management operated during the financial year 2018.

4.2 Other activities and vested interests

Listed below are the activities of the members of Senior management within the consolidated entities, as well as the administrative mandates outside the scope, which could influence the workings of Airesis' affairs:

Marc-Henri Beausire: Other activities within the consolidated participations: see note 3.2 in this Corporate Governance Report.

Marc-Henri Beausire: Activities and vested interests outside the consolidated participations: see note 3.2 in this Corporate Governance Report.

Yves Corthésy: Other activities and vested interests within the consolidated participations : Member of the Board of Directors of A2I SA and CFO of Comunus SICAV.*

Yves Corthésy: Activities outside the consolidated participations: None.*

**Mr Yves Corthésy left his office as CFO on February 28, 2018.*

4.3 Nombre de fonctions admises selon l’art. 12 al. 1 ch. 1 de l’Ordonnance contre les rémunérations abusives (ORAb) (art. 31 des statuts)

Les membres de la Direction peuvent occuper dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques (i) qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (hors de Suisse) et (ii) qui ne sont pas contrôlées par la Société ou qui ne contrôlent pas la Société, au maximum le nombre suivant de fonctions :

- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions sont cotées en bourse : 2
- dans des sociétés suisses ou étrangères dont les actions ne sont pas cotées en bourse : 5
- dans d'autres sociétés à but essentiellement idéal : 10

Les fonctions formellement distinctes occupées au sein d'un même groupe (sociétés sous contrôle commun, ainsi que les caisses de pension et fondations patronales de prévoyance y associées) sont considérées comme une seule et unique fonction aux fins de ce qui précède.

Les membres de la Direction qui seraient par hypothèse aussi membres du conseil d'administration sont soumis aux maxima fixés pour les membres du Conseil d'administration (cf. point 3.3).

4.4 Contrats de management

Il n'existe aucun contrat de management conclu avec des tiers.

5 RÉMUNÉRATIONS, PARTICIPATIONS ET PRÊTS

Toutes les informations relatives aux rémunérations, participations et prêts du Conseil d'administration et des membres de la Direction sont présentées séparément dans le Rapport de rémunération, y compris le contenu et la procédure de fixation des rémunérations et programmes de participation.

Nonobstant ce qui précède, en 2015, les statuts d'Airesis ont été modifiés afin d'intégrer toutes les dispositions découlant de la mise en œuvre de l'ORAb. Les éléments majeurs des dispositions statutaires sont présentés dans le présent Rapport de Corporate Governance, en particulier les disposition portant sur le vote des rémunérations, les principes régissant les rémunérations liées au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option ainsi que le supplément aux rémunérations des membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale ordinaire sur les rémunérations.

4.3 Number of positions allowed as per art. 12 al. 1 ch. 1 of the Ordinance against Excessive Compensation with respect to Listed Stock Corporations (OaEC) (art. 31 of the Articles of association)

Members of the Senior management may hold in senior management bodies or administration of legal entities (i) that have the obligation to register in the commercial register or a similar one abroad (excluding Switzerland) and (ii) which are not controlled by Airesis or that do not control Airesis, a maximum number of position in the following entities:

- In foreign or Swiss companies whose shares are listed on the stock exchange: 2
- In foreign or Swiss companies, whose shares are not listed on the stock exchange: 5
- In non profit organizations: 10

The functions occupied that are explicitly separate within the same group (companies under common control, as well as pension funds, and employee pension foundations associated with them) are considered as a sole function for the purpose of the foregoing.

Any member of the Senior management who would also be a member of the Board is subject to the same restrictions mentioned above (note 3.3).

4.4 Management contracts

There are no external management contracts entered into with any third party.

5 COMPENSATION, SHAREHOLDINGS AND LOANS

All information regarding compensation, shareholdings and loans granted to the Board of Directors and members of the Senior management are detailed separately in the Compensation report. This report also includes the content and procedure for determining compensations and participation programs.

Notwithstanding the above, in 2015, the Articles of association were amended in order to include all provisions required by the implementation of the OaEC. Key contents of the Articles of association are presented in this Corporate Governance Report, notably the rules for the vote on pay at the General Meeting, the principles applicable to performance-related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options, as well as the additional amount for payments to members of Senior management appointed after the vote on pay at the ordinary AGM.

5.1 Dispositions statutaires relatives aux principes régissant les rémunérations au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option ainsi que le supplément aux rémunérations des membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations

5.1.1 Dispositions statutaires relatives aux principes régissant les rémunérations au résultat et l'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option (art. 40 et 42 de statuts)

Rémunération variable des membres du Conseil d'administration

Dans les limites déterminées par le vote de l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'administration reçoivent une rémunération qui, outre une part fixe et éventuellement des jetons de présence, peut comprendre une part variable, celle-ci ne pouvant dépasser le 100% de la rémunération annuelle fixe.

La rémunération variable des membres du Conseil d'administration est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de rémunération, sur la base de critères dépendant des résultats de la Société.

Rémunération variable des membres de la Direction

Dans les limites déterminées par le vote de l'Assemblée générale, les membres de la Direction reçoivent en principe, une rémunération variable en sus de leur rémunération fixe. Si les membres de la Direction bénéficient d'une rémunération fixe et variable, leur rémunération variable est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de rémunération, sur la base d'une appréciation discrétionnaire prenant en considération le résultat de la Société et/ou la mesure dans laquelle des objectifs individuels ou collectifs à court et à long terme sont atteints.

Alternativement, le Conseil d'administration peut mettre en place un système de rémunération uniquement variable pour les membres de la Direction, établie sur la base de critères objectifs définis contractuellement et pouvant notamment se fonder sur un pourcentage des fonds propres de la Société ainsi que l'évolution de ces fonds propres afin d'assurer la croissance de la Société. Dans cette hypothèse, les membres de la Direction pourront percevoir en cours d'exercice comptable une rémunération de base, à savoir des avances calculées sur la base d'une estimation du montant total de la rémunération variable devant leur revenir au terme de l'exercice comptable concerné.

En cas de résiliation d'un contrat de travail d'un membre de la Direction sans que des justes motifs lui soient imputables au sens de l'art. 337 du Code des obligations, la période de préavis pourra donner lieu au paiement de la rémunération fixe/de base et variable y relative, quand bien même la personne concernée serait dispensée de l'obligation de travailler.

Rémunération sous forme d'octroi de titres de participation, droits de conversion et droits d'option

La rémunération variable des membres du Conseil d'administration et de la Direction peut notamment être versée ou accordée, en tout ou en partie, sous forme de titres de participation, de droits de conversion et d'option selon les principes mentionnés ci-après.

Le Conseil d'administration ou le Comité de rémunération, si la tâche lui est déléguée, est autorisé à établir un plan d'intéressement réglementant la rémunération sous forme de titres de participation, droits de conversion et d'option des membres du Conseil d'administration et de la Direction.

5.1 Statutory provisions regarding the principles applicable to performance-related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options, as well as the additional amount for payments to members of Senior management appointed after the vote on pay at the AGM.

5.1.1 Statutory provisions regarding the principles applicable to performance related pay and to the allocation of equity securities, convertible rights and options (art. 40 and 42 of the Articles of association)

Variable compensation to members of the Board of Directors

Within the limits set by the General Meeting's vote, members of the Board of Directors receive a compensation, which, in addition to fixed component and possibly attendance fees, may include a variable component. The latter cannot exceed 100% of the fixed annual remuneration.

The variable compensation of the Board of Directors is set by the Board on the Compensation's proposition, on the basis of criteria related to the Company's financial results.

Variable compensation to members of the Senior management

Within the limits set by the General Meeting's vote, members of Senior management receive, in principle, a variable compensation in addition to their fix component. If the members of the Senior management receive a variable and fix compensation, the variable part is determined by the Board of Directors on the Compensation committee's proposition based on a discretionary assessment, which is based on the result of the Company and/or how individual or collective goals, short and long term, are achieved.

Alternatively, the Board of Directors may put in place an only variable compensation system for the members of the Senior management, based on the criteria defined in a contract, which may be based on a percentage of the Company's equity as well as the evolution of its capital in order to ensure the growth of the Company. In this case, members of the Senior management will be able to receive a basis compensation during the financial year, i.e. advanced payments calculated on the basis of an estimation of the total amount of the variable compensation, which they should receive at the end of the financial year.

Upon termination of a member of the Senior management's contract, without reasons attributable to them, within the limit of the article 337 of the Swiss Code of Obligations, the notice period may be subject to a basis fix and variable compensation accordingly, even if the person concerned would be relieved from the obligation to work.

Compensation in the form of allocation of equity securities, convertible rights and options

The variable compensation of the Board of Directors and the Senior management may be paid, or granted, in whole or in part, in the form of equity, conversion and option rights according to the principles mentioned below.

The Board of Directors or, to the extent delegated to it, the Compensation Committee is authorized to establish an incentive plan regulating remuneration in the form of equity, conversion and option rights of the Board of Directors and the Senior management.

Le plan d'intéressement fixe les conditions d'octroi, de vesting, de blocage, d'exercice et de déchéance ou de restitution (claw back) de ces formes de rémunération; il peut prescrire la continuation, l'accélération ou la suppression du vesting ou des conditions d'exercice, pour le paiement ou l'octroi de rémunération supposant la réalisation des objectifs à court et à long terme, ou la déchéance dans le cas d'événements prédéterminés, tels que la fin d'un contrat de travail ou d'un mandat.

Le plan d'intéressement établit les conditions dans lesquelles il prend fin (notamment en cas de changement de contrôle) et le sort des prétentions des membres du Conseil d'administration ou de la Direction dans une telle hypothèse.

La valeur déterminante des titres octroyés dans le cadre de ce plan d'intéressement, à prendre en compte dans le cadre des limites fixées par les statuts ainsi que du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations figurant l'article 38 des statuts, sera la valeur comptable au moment de l'octroi des titres.

The profit-sharing plan sets the incentive for granting, vesting, blocking, exercise and forfeiture conditions of the compensation (claw back). This plan may provide for continuation, acceleration or removal of vesting and exercise conditions, for payment or grant of compensation assuming short term and long term targets achievement or for forfeiture in the case of predetermined events such as the termination of an employment or mandate agreement.

The incentive plan establishes the conditions under which it ends (especially in case of change of ownership) and the consequences of such termination on the claims of the members of the Board of Directors and the Senior management.

The relevant value of the securities granted under this incentive plan will be the book value at the time of the grant. This valuation is to be considered with respect to the limitations set by the Articles of association and the vote of the General Meeting on compensations in the sense of the Article 38 of the Articles of association.

5.1.2 Dispositions statutaires relatives au montant complémentaire afin de rémunérer les membres de la Direction qui sont désignés à l'issue du vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations (art. 39 des statuts)

Lorsque le montant global décidé par l'Assemblée générale pour la rémunération de la Direction ne suffit pas pour couvrir la rémunération des membres de la Direction nommés pendant la période de rémunération correspondante, le Conseil d'administration dispose d'un montant complémentaire équivalent à 50% du dernier budget voté par l'Assemblée générale pour la rémunération fixe/de base et variable de la Direction. L'Assemblée générale ne vote pas sur le montant complémentaire utilisé.

5.1.2 Statutory provisions regarding the additional amount in order to pay the member of the Senior management who are appointed after the AGM vote on compensations (art. 39 of the Articles of association)

If the maximum aggregate amount of compensation already approved by the General Meeting is not sufficient to cover the compensation of one or more members of the Senior Management appointed during the compensation period, the Board of Directors shall be authorized to pay or grant to such member(s) an additional amount, which shall not exceed 50% of the fix/ basis and variable aggregate amount of compensation of the Senior management last approved. The General Meeting shall not vote on the additional amount given.

5.2 Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations de prévoyance allouées aux membres du Conseil d'administration et de la Direction (art. 41 des statuts)

Les prêts, avances en comptes courants (notamment lorsque des membres de la Direction sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable) et crédits octroyés par la Société à un membre du Conseil d'administration ou de la Direction ou aux personnes proches des membres du Conseil d'administration et de la Direction, les engagements dont la Société pourrait se porter caution ainsi que tout autre forme de sûreté octroyée par la Société en lien avec des engagements d'un membre du Conseil d'administration ou de la Direction ne pourront globalement excéder le montant de 10% de la somme du dernier bilan consolidé de la Société pour l'ensemble des membres du Conseil d'administration ou de la Direction.

Les prestations de prévoyance octroyées aux membres du Conseil d'administration ou de la Direction en dehors de la prévoyance professionnelle ne pourront excéder, par année, le montant de la rémunération annuelle perçue par le membre concerné du Conseil d'administration ou de la Direction pendant l'année civile précédant celle de l'octroi de la prestation.

5.2 Statutory provisions regarding loans, credits and pension benefits allocated to the members of the Board of Directors and the Senior management (art. 41 of the Articles of association)

Loans, advances on current account (especially when the members of the Senior management have an exclusively variable compensation) and loans granted by the Company to closely linked parties of members of the Board of Directors or members of the Senior Management, commitments in which the Company would act as a guarantor as well as any other form of security granted by the Company, in connection with the commitments of a member of the Board or Senior management may not exceed the amount of 10 % of the total of the last consolidated balance sheet of the Company for all members of the Board of Directors or Senior management.

Pension benefits paid to members of the Board of Directors or the Senior management outside of occupational pensions may not exceed annually the amount of annual compensation received by the member of the Board of Directors or Senior management during the calendar year preceding the grant of the benefit.

5.3 Dispositions statutaires concernant le vote de l'Assemblée générale sur les rémunérations des membres du Conseil d'administration et de la Direction (art. 38 des statuts)

L'Assemblée générale approuve annuellement les propositions du Conseil d'administration relatives :

- au montant maximum de la rémunération fixe et, le cas échéant, variable revenant globalement à l'ensemble des membres du Conseil d'administration pour la période courant de la fin de l'Assemblée générale en cours à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire ;
- au montant maximum de la rémunération (i) fixe ou (ii) de base, à savoir les avances perçues par des membres de la Direction qui sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable, revenant globalement à l'ensemble des membres de la Direction pour l'exercice comptable suivant, additionnée du montant nécessaire au paiement de la rémunération des membres de la Direction pendant le délai de congé convenu avec eux, pour le cas où la prochaine Assemblée générale ne renouvellerait pas une enveloppe suffisante à la reconduction des contrats de travail ;
- au montant maximum de la rémunération variable revenant globalement à l'ensemble des membres de la Direction qui sont également au bénéfice d'une rémunération fixe pour l'exercice comptable suivant, additionnée du montant nécessaire au paiement de la rémunération variable des membres de la Direction pendant le délai de congé convenu avec eux, pour le cas où la prochaine Assemblée générale ne renouvellerait pas une enveloppe suffisante à la reconduction des contrats de travail ;
- le cas échéant, au montant complémentaire de rémunération variable devant revenir aux membres de la Direction sur le base de dernier exercice clôturé en sus de leur rémunération de base (accordée sous forme d'avances), lorsque ceux-ci sont au bénéfice d'une rémunération exclusivement variable et que l'enveloppe votée de manière prospective par l'Assemblée générale s'est avérée insuffisante pour assurer la rémunération dudit membre telle qu'établie contractuellement.

Lorsque l'Assemblée générale refuse l'approbation des propositions du Conseil d'administration, celui-ci peut soumettre une nouvelle proposition lors de la même Assemblée générale. S'il ne soumet pas de nouvelle proposition ou si celle-ci est également refusée, il convoque une nouvelle Assemblée générale dans un délai de trois mois.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'administration fixe la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction dans la limite des budgets votés par l'Assemblée générale.

5.3 Statutory provisions regarding the vote on the compensations of the members of the Board and the Senior management by the General Meeting (art. 38 of the Articles of association)

The Annual General Meeting approves annually the proposals of the Board of Directors regarding:

- The maximum amount of the fixed compensation and, when appropriate, the total variable compensation given to all the members of the Board of Directors for the period from the end of the current AGM until the end of the next one;
- the maximum amount of compensation (i) fixed or (ii) basic, namely advances received by members of the Senior management which are exclusively for the benefit of a variable compensation, returning to all members of Senior management for the next fiscal year, added the necessary amount to pay the compensation of the members of the Senior management during the notice period agreed upon with them, in case the next AGM would not renew the sufficient amount to renew all the employment contracts;
- the maximum amount of variable compensation of all members of the Senior management who also receive a fixed compensation for the following financial year, added the amount required for payment of the variable compensation of the members of the Senior management during the notice period agreed upon with them, if the next AGM would not renew the sufficient amount to renew all the employment contracts;
- if applicable, the additional amount of variable compensation that the members of the Senior management should receive on the top of their basic compensation (paid as advances) on the basis of last completed fiscal year, when they have an exclusively variable remuneration and that the budget voted prospectively by the AGM is insufficient to ensure that member's remuneration as established by contract.

If the AGM rejects the proposal of the Board of Directors, the Board may submit a new proposition during the same AGM. If the Board doesn't submit a new proposition or if it is also rejected, the board will call for a new General Meeting within the next 3 months.

On the proposal of the Compensation committee and within the limits of the budgets accepted by the AGM, the Board of Directors sets the compensation of the member of the Board and the Senior management.

6 DROITS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES

Le texte concernant les droits de participation des actionnaires est repris en partie des statuts d'Airesis. Les statuts complets sont disponibles sur demande auprès de la holding (adresse et contact en fin de rapport).

Toute personne possédant au moins une action de la société Airesis (avec ou sans droit de vote) est autorisée à assister aux Assemblées générales. Tout actionnaire peut se faire représenter par un tiers de son choix ou par le représentant indépendant (art. 20 des statuts).

6 SHAREHOLDERS' PARTICIPATION

The text concerning shareholder participation rights is taken in part from the Airesis articles of association. The complete articles of association are available upon request from the holding company (address at the end of this report).

Any person holding at least one share in Airesis (with or without a voting right) is entitled to participate in the shareholders meetings. Shareholders may be represented by a third party of their choice or by the independent proxy (art. 20 of the Articles of association).

6.1 Limitations et représentation des droits de vote

Il est renvoyé aux points 2.6 et 6.1.2.

6.1.1 Règles statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Lors de l'exercice du droit de vote, aucun actionnaire ne peut réunir sur sa personne, directement ou indirectement plus de 5% des actions avec droit de vote (actions propres ou actions qu'il représente), à moins qu'il ne soit inscrit au registre des actions avec droit de vote pour un pourcentage supérieur. Les personnes morales unies entre elles par le capital, les voix, la direction ou de toute autre manière, ainsi que les personnes physiques ou morales agissant de concert aux fins de contourner cette limitation comptent pour un actionnaire (art. 20 des statuts).

Les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques permettant d'accorder des exceptions.

6.1.2 Dispositions statutaires relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant

Un actionnaire peut se faire représenter par le représentant indépendant. A cette fin, le Conseil d'administration s'assure que les actionnaires ont la possibilité d'octroyer des instructions et pouvoirs au représentant indépendant, y compris par la voie électronique, sur toute proposition mentionnée dans la convocation et relative aux objets portés à l'ordre du jour, ainsi que des instructions générales sur les propositions non annoncées relatives aux objets portés à l'ordre du jour et sur les nouveaux objets au sens de l'article 700 al. 3 du Code des obligations. La représentation par un organe de la Société ou par un dépositaire est interdite.

Le représentant indépendant doit communiquer à la Société le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions qu'il représente (art. 20 des statuts).

6.2 Quorums statutaires

L'Assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés (art. 18 des statuts). Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, l'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix exprimées sous la forme d'un vote positif ou négatif, sans égard aux abstentions et aux votes nuls (art. 21 des statuts). Les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales sont requises pour les décisions suivantes (art. 22 des statuts) :

- modification du but social ;
- introduction d'actions à droit de vote privilégié ;
- restriction de la transmissibilité des actions nominatives et modification des règles liées à ces actions nominatives ;
- augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions ;
- augmentation du capital-actions au moyen de fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une remise de biens et l'octroi d'avantages particuliers ;
- limitation ou suppression du droit de souscription préférentiel ;
- transfert du siège de la Société ;
- dissolution de la Société.

6.1 Voting rights and representation restrictions

Please refer to note 2.6 et 6.1.2.

6.1.1 Statutory rules on participation in the shareholders meeting

When exercising the right to vote, no shareholder may bring together, directly or indirectly, more than 5% of shares with a voting right (own shares or shares he/she represents), unless the shareholder is recorded in the shareholder register with the right to vote for a greater percentage. Moral persons linked together by capital, votes and management or joined in any other manner as well as physical or moral persons acting in concert in order to evade this restriction shall count as one shareholder (art. 20 of the Articles of association).

The Articles of association do not provide any specific rules for granting exceptions.

6.1.2 Statutory rules on the issue of instructions to the independent proxy

The independent proxy may represent a shareholder. To this end, the Board of Directors ensures that the shareholders may be able to give their instructions, including electronically, to the independent voting proxy. They may give their instructions on all items of the agenda as well as general instructions on items in the agenda not announced and also new items within the meaning of Article 700 para. 3 of the Code of Obligations. Representation by a body of the Company or a depositary is prohibited.

The independent proxy shall provide the Company with the number, type, the nominal value and the class of shares that he will represents (art. 20 of the Articles of association).

6.2 Statutory quorums

The General Meeting is validly constituted regardless of the number of shareholders present or represented (Art. 18 of the Articles of association) Unless otherwise provided by the law or the Articles of association, the General Meeting passes resolutions and elections with the absolute majority of the in favor/not in favor votes validly represented, without taking in consideration abstentions and non valid votes (art. 21 of the Articles of association). The following resolutions require at least two-thirds of the voting rights represented and the absolute majority of the nominal value of shares represented (art. 22 of the Articles of association):

- *modification of the company objective;*
- *introduction of shares with a privileged voting right;*
- *restriction of the transmission of registered shares and modification of the rules tied to these registered securities;*
- *increase, either authorized or conditional, of capital shares;*
- *increase of capital shares by using own funds, through a contribution in kind or to fund acquisitions in kind, and the granting of specific advantages;*
- *restriction or suppression of preferential subscription rights;*
- *relocation of Company headquarters;*
- *dissolution of the Company.*

6.3 Convocation de l'Assemblée générale

Le Conseil d'administration et, au besoin l'organe de révision, convoquent statutairement l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire vingt jours avant la date de réunion. La convocation est faite par un avis inséré dans la feuille officielle suisse du commerce (FOSC). Les titulaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actions sont convoqués par lettre adressée sous pli simple au moins vingt jours à l'avance. La convocation doit indiquer les modalités d'octroi des pouvoirs et instructions au représentant indépendant, y compris par la voie électronique (art. 16 des statuts).

Le Conseil d'administration communique au plus vite le calendrier des événements de l'année sur son site internet officiel afin de permettre aux actionnaires et aux personnes intéressées de connaître les dates des manifestations et des publications.

Le Conseil d'administration, l'organe de révision ou un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 10% du capital-actions peuvent demander la tenue d'une Assemblée extraordinaire. Dans ce dernier cas, la demande doit parvenir par écrit au Conseil d'administration avec indication des objets à porter à l'ordre du jour et des propositions. La convocation a lieu dans les 30 jours dès la réception de la demande (art. 15 des statuts).

6.4 Inscriptions à l'ordre du jour

Aucune décision ne pouvant être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception de propositions de convoquer une Assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial. Les actionnaires représentant des actions avec droit de vote d'une valeur nominale d'un million de francs suisses en valeur nominale de l'action ont un délai de 60 jours avant l'Assemblée générale pour requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour (art. 17 des statuts). Ils se réfèrent au calendrier publié sur le site Internet d'Airesis (www.airesis.com) pour connaître les dates des Assemblées générales.

6.5 Inscription au registre des actions

Les inscriptions au registre des actionnaires sont bloquées 16 jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale. Cette date est déterminée par le Conseil d'administration. Les dates correspondantes sont mentionnées dans la convocation concernée.

7 PRISES DE CONTRÔLE ET MESURES DE DÉFENSE

7.1 Opting out et restrictions de transfert

Un acquéreur de titres de la Société n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 125 al. 3 et 4, 135 et 163 de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés du 19 juin 2015 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 (reprenant les anciennes dispositions de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières) (art. 11 des statuts).

Les clauses de restrictions de transfert sont expliquées au point 2.6 du présent Rapport de Corporate Governance.

7.2 Clauses relatives aux prises de contrôle

Les contrats conclus entre la Société et les membres du Conseil d'administration ou de la Direction et autres cadres dirigeants ne comprennent pas de telles clauses.

6.3 Convocation of the General Meeting

In accordance with the by-laws, the Board of Directors shall convene an ordinary or extraordinary General Meeting 20 days ahead. The meeting shall be convened by way of a notice appearing once in the Swiss Official Gazette of Commerce (SOGC). Holders of registered shares registered in the share register are notified by letter in single fold at least twenty days in advance. The notice shall specify the procedure for granting powers and instructions to the independent voting proxy, including by electronic means (art. 16 of the Articles of association).

The Board of Directors shall also post this information as early as possible on the annual event calendar on its official website in order to allow shareholders and interested parties to know event dates and relevant publications.

The Board of Directors, the auditors or one or more shareholders bringing together at least 10% of capital shares may ask for an extraordinary meeting to be called. In this case, the request must be sent to the Board of Directors in writing indicating the points to be put on the agenda and the propositions to be presented. The meeting is called within 30 days from the date of receipt of such a request (art. 15 of the Articles of association).

6.4 Agenda

No decision may be taken on matters, which have not been duly noted on the agenda (except proposals to call a General Meeting or to conduct a special review). Shareholders representing an aggregate nominal value of at least one million Swiss francs have a period of 60 days prior to the General Meeting to request the inclusion of items to the shareholders meeting agenda (art. 17 of the Articles of association). They refer to the calendar published on the Airesis website (www.airesis.com) for the dates of shareholders meetings.

6.5 Inscriptions in the share register

Entries to the share register are closed 16 working days prior to each shareholders meeting. This date is determined by the Board of Directors. The corresponding dates are mentioned in the invitation to the general meeting.

7 CHANGES OF CONTROL AND DEFENCE MEASURES

7.1 Opting out and transfer restrictions

The buyer of Company shares is not required to present a public acquisition offer pursuant to articles 125 para. 3 and 4, 135 and 163 of the Federal Act on Financial Market Infrastructures dated June 19, 2015 and entered into force in January 1st, 2016 (incorporating the former provisions of the Federal Law on Stock Markets and Securities Dealing) (art. 11 of the Articles of association).

The clauses referring to the transfer restrictions are explained in note 2.6 of this Corporate Governance Report.

7.2 Clauses on changes of control

Agreements executed between the company and the members of the Board of Directors or Senior management and other executives do not contain such provisions.

8 ORGANE DE RÉVISION

PricewaterhouseCoopers SA (Pully) a été élu organe de révision de l'exercice se terminant au 31 décembre 2018. Le réviseur responsable est M. Guillaume Nayet, associé.

8.1 Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

L'élection de l'organe de révision est une des attributions de l'assemblée générale. Elle se fait lors de son Assemblée générale ordinaire annuelle. L'organe de révision est élu pour une durée d'un an (art. 30 des statuts).

Le premier exercice audité par PricewaterhouseCoopers est celui de l'exercice 2011. M. Guillaume Nayet est en charge de la révision depuis l'exercice 2017.

Conformément à la disposition de l'art. 730a du Code des obligations, le réviseur responsable exerce son mandat pendant une durée maximale de sept ans.

8.2 Honoraires de révision

Les honoraires de révision pour l'exercice sous revue sont de KCHF 276 (année précédente : KCHF 281).

8.3 Honoraires supplémentaires

Les honoraires de prestation de services autres pour l'exercice 2018 sont de KCHF 58 (année précédente : KCHF 34).

8.4 Instruments d'information sur la révision externe

Le Comité d'audit a pour tâche la surveillance de l'indépendance de l'organe de révision, des processus de vérification et de l'ampleur du conseil relatif à l'audit. Il coordonne entre autres la vérification finale des comptes annuels et la conduite d'une vérification intermédiaire mettant l'accent sur un des processus clés de la Société.

L'organe de révision s'est réuni avec le Comité d'audit 3 fois durant l'année sous revue, pour une durée moyenne de 1,5 heure.

L'organe de révision remet un rapport détaillé sur les comptes au Comité d'audit. Le Comité d'audit en transmet les conclusions aux membres du Conseil d'administration. En cas de réserves, le Comité d'audit traite de ces questions avec le Conseil d'administration.

8 AUDITORS

PricewaterhouseCoopers SA (Pully) was elected auditor for the fiscal year ending December 31st 2018. The auditor responsible is Mr Guillaume Nayet, partner.

8.1 Duration of auditing mandate and term of office of lead auditor

The selection of the auditor is one of the tasks entrusted to the General Meeting. This decision is made at the AGM. The auditor is elected for a period of one year (art. 30 of the Articles of association).

The first financial statements audited by PricewaterhouseCoopers were for the 2011 fiscal year. Mr Guillaume Nayet is the responsible auditor since the 2017 fiscal year.

In accordance with Art. 730a of the Swiss Code of Obligations, the responsible auditor performs the mandate for a maximum of seven years.

8.2 Auditing fees

The auditing fees for the fiscal year under review amounted to KCHF 276 (previous year: KCHF 281).

8.3 Additional fees

The other services for the year 2018 amounted to KCHF 58 (previous year: KCHF 34).

8.4 Supervisory and controlling instruments pertaining to the external audit

The Audit committee is responsible for monitoring the independence of the auditor, the verification processes and the scope of the advice relative to the audit. Among other things, it coordinates the final verification of annual accounts and prepares half-year accounts focusing on one of the key processes within the company.

During the year under review, the auditors met with Audit Committee on 3 occasions for an average of 1,5 hour.

The auditor provides a detailed report of the accounts to the Audit committee, which passes on its conclusions to the members of the Board of Directors. In case of reservations, the Audit committee discusses these questions with the Board of Directors.

9 POLITIQUE D'INFORMATION

9.1 Agenda

- 12.04.2019 : Publication (en ligne) du rapport de gestion 2018.
- 13.05.2019 (au soir) : Début du blocage des inscriptions au registre des actionnaires (jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire).
- 06.06.2019 : Assemblée générale ordinaire annuelle.

9.2 Publicité événementielle

Airesis informe les investisseurs des développements importants tels que, entre autres :

- acquisitions ou ventes de participations ;
- résultats financiers semestriels et annuels.

Le site web www.airesis.com est à la disposition des actionnaires, du marché financier et du public. Sur ce site sont disponibles les principaux faits et chiffres concernant Airesis et ses filiales, les publications financières, des présentations relatives à des événements importants, ainsi que les dates de toutes manifestations pertinentes (Assemblées générales, conférences de presse, etc.). Publiés dans le respect des règles en vigueur à la bourse suisse concernant la publicité événementielle, les communiqués sont disponibles sur le site Internet www.airesis.com, rubrique «Dernières Actualités».

Les communiqués sont également envoyés aux principaux journaux suisses et aux médias électroniques (Bloomberg, Reuters, Telekurs).

De plus, toute personne intéressée peut s'inscrire sur la liste de diffusion d'Airesis par simple envoi de son adresse email à info@airesis.com ou par courrier postal adressé à la holding ou via le formulaire de contact de notre site Internet.

La personne de contact est M. Marc-Henri Beausire, responsable des relations investisseurs. Il peut être joint par téléphone au +41 (0)21 989 82 50, par courrier postal adressé à la holding ou par un email adressé à investors.relations@airesis.com.

La communication officielle se fait en français (langue de référence).

Adresse de la Société

Airesis, Chemin du Pierrier 1, CH - 1815 Clarens,
Tél +41 21 989 82 50, Fax +41 21 989 82 59, www.airesis.com.

9 INFORMATION POLICY

9.1 Agenda

- 12.04.2019: Online publication of 2018 annual report.
- 13.05.2019 (evening): Beginning of the freeze period for registration in the share register (up until the date of the Ordinary Shareholders Meeting).
- 06.06.2019: Annual Ordinary Shareholders Meeting.

9.2 Ad hoc publicity

Airesis shall inform investors of important developments including:

- *the acquisition or sale of participations;*
- *half-year or annual financial results.*

The website www.airesis.com is available to shareholders, the capital market and the public. It includes the most important facts and figures relating to Airesis and its affiliates, as well as financial publications, presentations on important developments and the dates of all relevant events (General Meetings, press conferences, etc.). Published in adherence with the rules in effect at the Swiss Exchange regarding ad hoc publicity, media releases are available on www.airesis.com, under the « News » heading.

Media releases are also sent to principle Swiss newspapers and electronic media outlets (Bloomberg, Reuters, and Telekurs).

Furthermore, anyone interested in signing up for the Airesis distribution list may send his or her contact details by email to info@airesis.com or by post to the holding company's address or by filling in the form on the Airesis website.

For any questions, please contact Mr Marc-Henri Beausire, in charge of Investor relations, by phone at +41 (0)21 989 82 50, by post addressed to the holding company or by email to investors.relations@airesis.com.

All official communication is in French, and French is the reference language.

Company's address

*Airesis, Chemin du Pierrier 1, CH - 1815 Clarens,
Tel: +41 21 989 82 50, Fax: +41 21 989 82 59, www.airesis.com.*

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION 2018

COMPENSATION REPORT 2018

1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE RÉMUNÉRATION

1.1 Principes

Le système de rémunération d'Airesis SA (Airesis) possède plusieurs niveaux et comporte des composantes de rémunération fixes et variables. Il est établi pour les collaborateurs et pour les organes de la société, soit le Conseil d'administration (CA) et la Direction générale (Direction). L'organisation de la société ainsi que son système de rémunération présentent une structure simple et transparente. Les rémunérations ont sciemment été définies de manière à :

- être simples, transparentes, compréhensibles, équitables et appropriées pour les membres du CA et la Direction ;
- tenir suffisamment compte de la responsabilité, de la qualité du travail ainsi que de la charge inhérente à la fonction respective afin d'offrir des rémunérations correctes et motivantes ;
- assurer que les rémunérations variables soient établies avec des perspectives à long terme et restent à un niveau qui ne favorise pas une possible propension au risque de la part des membres de la Direction ;
- être en grande partie, et selon la fonction en proportion logique et cohérente au résultat global de l'entreprise.

2 LA REMUNERATION DU CA ET DE LA DIRECTION

2.1 Le Conseil d'administration (CA)

Les rémunérations des membres du CA sont constituées des éléments simples et transparents suivants :

a) Rémunération fixe

Chaque membre du CA reçoit une rémunération mensuelle fixe. Elle est identique pour tous les membres du CA, à l'exception du président. Le montant accru de la rémunération fixe du président tient compte de sa contribution plus importante. La rémunération fixe déterminée pour chaque membre du CA est payée en espèces ; elle n'a pas varié au cours des cinq dernières années. Le ou les administrateurs qui font également partie de la Direction ne reçoivent pas de rémunération pour sa/leur fonction au sein du CA.

b) Jetons de présence

Des jetons de présence sont payés pour l'assistance aux séances du CA. Des jetons de présence sont également payés pour l'assistance aux séances des Comités (Comité de rémunération (CR) et Comité d'audit) uniquement si celles-ci ont lieu à un autre moment qu'avant ou après la séance du CA. Les jetons de présence déterminés pour chaque membre du CA sont payés en espèces ; ils n'ont pas varié au cours des cinq dernières années. Le Président du CA ne reçoit pas de jeton de présence pour les diverses séances de Comité. Le ou les membres du CA ou des Comités qui font partie de la Direction ne reçoivent pas de jetons de présence pour son/leur rôle au sein du CA et desdits Comités.

c) Rémunération variable

Les membres du CA et des Comités ne perçoivent pas de rémunération variable en lien avec leurs fonctions.

1 GENERAL PRINCIPLES OF COMPENSATIONS

1.1 Principles

Airesis compensation's system has multiple levels and consists of fixed and variable compensation components. It is set up for employees and bodies of the Company, which are the board of directors (Board of Directors) and the senior management (Senior management). The organization of the company and its compensation system has a simple and transparent structure. Remuneration have knowingly been defined to:

- Be simple, transparent, understandable, fair and appropriate for the members of the Board and Senior management;
- Take sufficiently into account the responsibility, quality of work and the load of work inherent to the position in order to provide correct and motivating compensation;
- Make sure that variable compensations are established with long term prospects and remain at a level that does not promote a possible propensity to take risk from the members of the Senior management;
- Remain according to the position and to be mainly logical and in consistency to the overall business.

2 COMPENSATION OF THE BOARD OF DIRECTORS AND THE SENIOR MANAGEMENT

2.1 The Board of Directors

Compensations for the members of the Board of Directors consist of the following simple and transparent elements:

a) Fixed compensation

Each member of the Board of Directors receives a fixed monthly compensation, which is the same for all the members, except for the President. Compensation for the President is higher because of his more significant contribution. The compensation for each member of the Board of Directors is paid in cash; it hasn't changed over the last 5 years. Any member of the Board who is also part of the management is not paid for his/her Board position.

b) Attendance fee

Attendance fees are paid for attending Board meetings. Attendance fees are also paid to assist at the Committees meetings (Compensation Committee and Audit Committee) but only if they take place at different time than before or after the Board meetings. For each member of the Board, attendance fees are paid in cash; they have not changed over the past five years. The Chairman of the Board does not receive any attendance fees for attending Committee sessions. Executive members of the Board do not receive any attendance fees either for their role on the Board and said Committees.

c) Variable compensation

The Board and Committee members have not been granted any variable compensation in their capacity as Board members.

2.2 La Direction

La rémunération des membres de la Direction est constituée des éléments décrits ci-après :

a) Rémunération fixe

En règle générale, sauf pour le CEO dont la rémunération est 100% variable, les membres de la Direction reçoivent une rémunération fixe qui est payée en espèces.

La structure de la rémunération du CEO, exclusivement variable, est réservée (cf. infra let. b).

b) Rémunération variable

Cette rémunération variable est déterminée selon des conditions stipulées dans le contrat des membres de la Direction et par l'évaluation du supérieur hiérarchique et des membres du Comité de Rémunération (CR) et du CA, du degré de réalisation des objectifs personnels convenus et attendus. Les objectifs individuels d'un membre de la Direction peuvent inclure des composantes quantitatives et/ou qualitatives et dépendent principalement de ses responsabilités opérationnelles.

Le CEO touche une rémunération contractuelle basée sur un pourcentage des fonds propres de la société ainsi que sur l'évolution de ces mêmes fonds propres. Le 100% de la rémunération du CEO est présenté comme variable. Cette rémunération est payée en espèces. Le CEO peut percevoir des avances en cours d'exercice à titre d'acompte dans les limites prévues par l'art. 41 de statuts.

Pour le CFO, la rémunération variable est déterminée de manière discrétionnaire, en fonction de son implication dans la bonne marche de la société. La répartition habituelle entre la part fixe et la part variable est de l'ordre de 90%/10%, mais cette répartition peut varier s'il y a des raisons exceptionnelles à prendre en considération. La part fixe est payée en espèce alors que la part variable peut être payée en actions ou en espèces. À la suite du départ de M. Yves Corthésy au 28 février 2018, Airesis n'a pas nommé de nouveau CFO.

c) Frais et prestations en nature

Le remboursement des frais est défini par écrit. Les membres de la Direction peuvent utiliser une voiture de fonction d'Airesis qui, moyennant une rémunération convenue, peut également être utilisée à des fins privées. Aucune autre prestation en nature appréciable en argent n'est prévue par l'employeur.

d) Actions et options

Selon proposition du CA (selon recommandation du CR) et approbation de l'AG, les membres de la Direction peuvent se voir attribuer des actions et options, selon les performances individuelles et de l'entreprise.

e) Indemnités de départ

Aucun membre de la Direction ne bénéficie d'avantages contractuels liés à son départ de la société.

f) Prêts et crédits

Au cours de l'exercice, des avances sur salaire versées au CEO, en lien avec sa rémunération exclusivement variable sont accordées sans intérêts (cf. supra let. b).

Les éventuels prêts ou crédits, dûment approuvés par le CA, sont accordés aux conditions du marché.

g) Prestations de prévoyance

Les prestations dues aux membres de la Direction dans le cadre de la prévoyance professionnelle (LPP) correspondent au modèle décrit dans les règlements de prévoyance internes applicables à tous les employés. Dans ce contexte, l'employeur verse la contribution paritaire habituelle.

2.2 Senior management

Compensations for the member of the Senior management consist of the following elements:

a) Fixed compensation

Except from the CEO, whose compensation is 100% variable, members of the Senior management have a fixed compensation, paid in cash.

The structure of the CEO's remuneration, which is exclusively variable, is reserved (see below let. b).

b) Variable Compensation

This variable compensation is determined according to the conditions stipulated in the contract of members of the Senior management and the evaluation of the superior manager, the members of the Compensation committee and the Board of Directors. This is based on the achievement of agreed and expected personal goals. Individual objectives of a member of Senior management may include quantitative and/or qualitative components and depend mainly on his operational responsibilities.

The CEO receives a contractual compensation based on a percentage of the equity of the company as well as the evolution of this equity. The CEO's compensation is 100% variable, which is paid out in cash. The CEO may receive advances during the year as advance payment in accordance with the limitations as set out in art. 41 of the Articles of association.

For the CFO, the variable remuneration is determined on a discretionary basis, founded on his performance and involvement in the success of the company. The distribution between fixed portion and the variable portion is usually 90%/10%, but this distribution may vary if there are exceptional conditions to take in consideration. The fixed part of the compensation is paid out in cash and the variable part may be paid in shares or in cash. Airesis has not appointed a new CFO since Mr. Yves Corthésy's departure on February 28, 2018.

c) Costs and benefits in kind

Reimbursement of expenses is defined in writing. The members of Senior management may use a company car, which, for an agreed remuneration, can also be used for private purposes. The employer provides no other significant benefit in kind, comparable to cash.

d) Shares and options

Upon proposition of the Board of Directors (upon recommendation of the Compensation Committee) and with the approval the General assembly, members of the Senior management may receive shares and options, based on individual performance and the success of the company.

e) Severance pay

No member of the Senior management benefits from additional contractual benefits upon leaving the company.

f) Loans and credits

During the year, advances on compensation were paid to the CEO in connection with its sole variable compensation. This is granted without interest (see above let. b).

Any loans or credits, duly approved by the Board, are granted at market conditions.

g) Pension benefits

Pensions benefits (LPP) due to members of the Senior management correspond to the model described in internal pension regulations applicable to all employees. In this context, the employer pays the usual matching contribution.

3 LES REMUNERATIONS VERSEES AUX MEMBRES DU CA ET DE LA DIRECTION DU GROUPE EN 2018

3.1 Rémunération du CA

Le montant global versé aux membres du CA est de KCHF 71 (charges sociales incluses) pour l'année sous revue. En 2017, le montant global versé aux membres du CA était de KCHF 71 (charges sociales incluses). En 2018, le Président du Conseil d'administration étant Monsieur Marc-Henri Beausire, celui-ci n'a perçu aucune rémunération liée à cette fonction.

En ligne avec la politique de rémunération de la société, il n'y a pas eu d'attribution d'actions ni d'options aux membres du CA d'Airesis. Néanmoins, les membres du CA sont libres d'acheter sur le marché des actions de la société et les détenir dans leur portefeuille ou les vendre.

3.1.1 Information sur les actions détenues par les membres du CA

Nom / Name	Fonction / Function	Actions détenues au Shares held as at	
		31.12.2017	31.12.2018
Marc-Henri Beausire	Président du CA et CEO <i>Chairman of the Board & CEO</i>	8 620 823*	8 620 823*
Pierre Duboux	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	- **	- **
Laurent Jaquenoud	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	20 000	20 000
Urs Linsi	Membre du CA <i>Member of the Board</i>	600 000	600 000

*A travers d'autres sociétés dont Marc-Henri Beausire est actionnaire, il détient additionnellement 16 709 627 actions.

** A travers d'autres sociétés dont Pierre Duboux est actionnaire, il détient additionnellement 15 609 066 actions.

3.1.2 Rémunération des membres du CA

La rémunération des membres du CA est composée d'un salaire fixe de CHF 1 000 par mois et de jetons de présence de CHF 1 000 par séance. En 2018, le Président du Conseil d'administration étant Monsieur Marc-Henri Beausire, celui-ci n'a perçu aucune rémunération liée à cette fonction.

Nom / Name	Rémunération 2017/ Compensation 2017	Charges sociales, part employeur 2017 Social charges, employer portion 2017	Rémunération 2018/ Compensation 2018	Charges sociales, part employeur 2018 Social charges, employer portion 2018
Marc-Henri Beausire	-	-	-	-
Pierre Duboux	25	2	22	1
Laurent Jaquenoud	13	1	19	1
Urs Linsi	30	-	27	-

Chiffres en KCHF / Figures in KCHF

3 COMPENSATION OF THE BOARD OF DIRECTORS AND THE SENIOR MANAGEMENT IN 2018

3.1 Compensation for the Board of Directors

For the year under review, the total amount paid to Board members is KCHF 71 (social benefits included). In 2017, the total amount paid to Board members was KCHF 71 (social benefits included). In 2018, Mr Beausire did not receive any compensation for his position as Chairman of the board.

In line with the company's compensation policy, no shares or options were allocated to any Board members. However, Board members are free to purchase, hold and sell shares of the company on the stock exchange.

3.1.1 Information about shares held by members of the Board

*As a shareholder of other companies, Marc-Henri Beausire holds an additional 16 709 627 shares.

** As a shareholder of other companies, Pierre Duboux holds an additional 15 609 066 shares.

3.1.2 Compensation for the members of the Board of Directors

Compensation for the members of the Directors is based on a fixed salary of CHF 1 000 per month as well as attendance fees of CHF 1 000 per meeting. In 2018, Mr Beausire did not receive any compensation for his position as Chairman of the board.

3.2 Rémunération de la Direction

3.2.1 Rémunération globale des membres de la Direction

Durant l'exercice sous revue, la Direction de la société est formée d'un CEO, Marc-Henri Beausire, et d'un CFO, Yves Corthésy. Les fonctions de M. Yves Corthésy ont pris fin au 28 février 2018.

En 2018, la rémunération globale de la Direction se monte donc à KCHF 187 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 24). En 2017, elle se montait à KCHF 309 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 38).

A la fin de l'année, les membres de la Direction de la société, y compris les personnes qui leur sont proches, détenaient directement 8 620 823 actions (2017 : 8 620 823 actions) et indirectement 16 709 627 actions (2017 : 16 709 627 actions).

En ligne avec la politique de rémunération de la société, il n'y a pas eu d'attribution d'actions ni d'options aux membres de la Direction d'Airesis.

3.2.2 Rémunération individuelle la plus élevée d'un membre de la Direction

Au cours de la période de référence, M. Marc-Henri Beausire a perçu la rémunération la plus élevée, à savoir une rémunération variable de KCHF 121 (charges sociales, part employeur incluses : CHF 18). En 2017, la rémunération la plus élevée a été accordée à M. Yves Corthésy soit une rémunération fixe de KCHF 144 et une prime de KCHF 26 (charges sociales, part employeur : CHF 19).

3.3 Prêts et crédits accordés aux membres du CA et de la Direction

3.3.1 Prêts et crédits en cours, accordés globalement (i) au CA et (ii) à la Direction

Airesis n'a pas accordé de tels prêts et crédits aux membres du CA et de la Direction.

Cependant, M. Marc-Henri Beausire, CEO, a perçu des avances liées à sa rémunération exclusivement variable, à hauteur de KCHF 103 durant la période de référence (2017 : KCHF 120).

3.3.2 Prêts et crédits en cours, accordés (i) à chacun des administrateurs et (ii) au membre de la Direction avec la rémunération la plus élevée

Cf. chiffre 3.3.1.

3.4 Indemnités, prêts et crédits non conformes au cours du marché accordés aux (i) anciens membres du CA (ii) anciens membres de la Direction, (iii) aux proches des membres du CA et de la Direction, en poste ou retirés de leurs fonctions

Aucune rémunération de quelque type que ce soit (indemnités, crédits, prêts) n'a été accordée, à des conditions non conformes au marché, à d'anciens membres du CA, de la Direction ou à des personnes proches des membres du CA et de la Direction, que ceux-ci soient en poste ou retirés de leurs fonctions.

3.2 Compensation for the Senior management

3.2.1 Total compensation for the members of the Senior management

During the financial period under review, the Senior management of the company is comprised with a CEO, Marc-Henri Beausire, and a CFO, Yves Corthésy. The appointment of Mr. Yves Corthésy ended on February 28th, 2018.

In 2018, the total amount of compensation for the Senior management was KCHF 187 (including social benefits, employer share: KCHF 24). In 2017, total compensation for the member of the Senior management was KCHF 309, (including social benefits, employer share: KCHF 38).

At the end of the year, members of the Senior management, as well as persons related to them, hold 8 620 823 Airesis shares directly (2017: 8 620 823 shares) and 16 709 627 Airesis shares indirectly (2017: 16 709 627 actions).

In line with the company's compensation policy, no shares or options were allocated to any members of the senior management.

3.2.2 Highest individual compensation for a Senior manager

During the fiscal year under review, the highest compensation was allocated to Mr Marc-Henri Beausire, who received a variable compensation of KCHF 121 (social benefits, employer's part included: KCHF 18). In 2017, the highest compensation was allocated to Mr Yves Corthésy, which was a fixed compensation of KCHF 144 and a bonus of KCHF 26 (social benefits, employer's part: KCHF 19).

3.3 Credits and loans to members of the Board of Directors and the Senior management

3.3.1 Current loans and credits, being globally agreed (i) to members of the Board of Directors and (ii) to the Senior Management

Airesis has not granted such loans and loans to any Board members and Senior management.

However, Marc -Henri Beausire, CEO, received advance payments related to its sole variable compensation of KCHF 103 during the period under review (2017: KCHF 120).

3.3.2 Loans and credits underway, given (i) each director and (ii) a member of the steering with the highest earnings

See Section 3.3.1.

3.4 Allowances, non-conforming loans and loans at market granted to (i) former members of the Board (ii) former members of the Senior management, (iii) to the relatives of Board members and management, in office or removed from office

No compensation of any kind whatsoever allowances, credits, loans) was granted to non-market conditions to former members of the Board of Directors, the Senior management or to persons close to the Board members and of the Senior management, as they are in office or removed from office.

Report of the statutory auditor to the General Meeting of AIRESIS SA Montreux

We have audited the accompanying remuneration report of AIRESIS SA for the year ended 31 December 2018. The audit was limited to the information according to articles 14-16 of the Ordinance against Excessive Compensation in Stock Exchange Listed Companies (Ordinance) contained in chapter 3 on pages 41 to 45 of the remuneration report.

Board of Directors' responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation and overall fair presentation of the remuneration report in accordance with Swiss law and the Ordinance against Excessive Compensation in Stock Exchange Listed Companies (Ordinance). The Board of Directors is also responsible for designing the remuneration system and defining individual remuneration packages.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on the accompanying remuneration report. We conducted our audit in accordance with Swiss Auditing Standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the remuneration report complies with Swiss law and articles 14–16 of the Ordinance.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence on the disclosures made in the remuneration report with regard to compensation, loans and credits in accordance with articles 14–16 of the Ordinance. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatements in the remuneration report, whether due to fraud or error. This audit also includes evaluating the reasonableness of the methods applied to value components of remuneration, as well as assessing the overall presentation of the remuneration report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Opinion

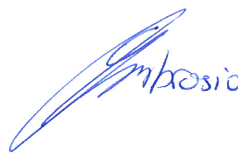
In our opinion, the remuneration report of AIRESIS SA for the year ended 31 December 2018 complies with Swiss law and articles 14–16 of the Ordinance.

PricewaterhouseCoopers SA



Guillaume Nayet

Audit expert
Auditor in charge



Gérard Ambrosio

Audit expert

Lausanne, 11 April 2019

COMPTES CONSOLIDÉS

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
ACTIFS				ASSETS
Liquidités et équivalents	3	4 285	5 878	Cash and cash equivalents
Débiteurs	4	31 955	37 274	Trade receivables
Autres actifs courants	5	13 835	14 152	Other current assets
Stocks	6	32 681	34 027	Inventories
Actifs courants		82 756	91 331	Total current assets
Participations dans des sociétés associées	7	842	554	Investments in associates
Actifs incorporels	8	37 435	36 017	Intangible assets
Immobilisations corporelles	10	8 126	7 079	Property, plant and equipment
Impôts différés actifs	19	11 213	10 450	Deferred tax assets
Autres actifs non courants	5	1 824	1 639	Other non-current assets
Actifs non courants		59 440	55 739	Total non-current assets
Total des actifs		142 196	147 070	Total assets
PASSIFS				LIABILITIES & EQUITY
Emprunts bancaires à court terme	11	31 826	35 517	Bank overdrafts and short-term debts
Dettes fournisseurs	12	28 886	42 878	Trade payables
Autres dettes à court terme	13	16 063	17 532	Other short-term liabilities
Provisions à court terme	15	164	221	Short-term provisions
Impôts sur le bénéfice à payer		712	80	Income tax payables
Fonds étrangers courants		77 651	96 228	Total current liabilities
Emprunts bancaires à long terme	16	7 315	6 218	Long-term loans and borrowings from banks
Autres dettes à long terme	13	7 691	6 351	Other long-term liabilities
Provisions à long terme	15	14 418	3 999	Long-term provisions
Provisions pour avantages au personnel	17	1 611	1 307	Long-term employee benefits
Impôts différés passifs	19	543	480	Deferred tax liabilities
Fonds étrangers non courants		31 578	18 355	Total non-current liabilities
Total des fonds étrangers		109 229	114 583	Total liabilities
Capital actions	25	15 506	15 506	Share capital
Agio		64 376	64 376	Share premium
Autres réserves		7 617	8 123	Other reserves
Actions propres	27	-79	-10	Treasury shares
Résultat au bilan		-60 187	-61 679	Retained earnings
Fonds propres attribuables aux actionnaires de la société-mère		27 233	26 316	Total equity attributable to equity holders of the parent company
Intérêts non-contrôlant	26	5 734	6 171	Non-controlling interest
Total des fonds propres		32 967	32 487	Total equity
Total des passifs		142 196	147 070	Total liabilities & equity

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Ventes		135 692	148 488	Revenue from sales
Revenus de licences		4 410	4 385	Revenue from licenses
Revenus totaux	29	140 102	152 873	Total revenue
Achats des marchandises et des services		-76 197	-75 832	Purchase of goods and services
Charges de personnel		-23 262	-24 310	Personnel expenses
Frais de publicité et promotion		-12 434	-16 480	Sales promotion expenses
Frais de recherche et développement		-265	-891	Research and development expenses
Frais administratifs et autres frais généraux	20	-28 707	-29 356	Sales, general and administration expenses
Pertes de valeur nettes sur actifs financiers		-536	-1 048	Net impairment losses on financial assets
Autres produits	22	1 300	306	Other income
Autres charges	22	-638	-242	Other expenses
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	7	1 025	139	Share of result of associates
Résultat opérationnel (EBITDA)		388	5 159	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	21	-3 485	-2 458	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôt et frais financiers		-3 097	2 701	EBIT
Charges financières	23	-2 244	-2 704	Finance costs
Autres résultats financiers	23	2 234	-301	Other financial results
Résultat avant impôt		-3 107	-304	EBT
Impôts	19	299	-467	Income taxes
Résultat net		-2 808	-771	Net result
Attribuable aux				Attributable to
actionnaires de la société-mère		-2 930	-903	equity holders of the parent company
intérêts non-contrôlant		122	132	non-controlling interests
En CHF	Note	2017	2018	In CHF
Résultat net de base par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère	28	-0.05	-0.01	Basic earnings per share attributable to the equity holders of the parent company
Résultat net dilué par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère	28	-0.05	-0.01	Diluted earnings per share attributable to the equity holders of the parent company

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Résultat net		-2 808	-771	Net result
Ajustements à la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie	34	-483	926	Fair value adjustments of cash flow hedge instruments
Impact fiscal sur ajust. à la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie		161	-308	Tax impact on fair value adjustments of cash flow hedge instruments
Différences de change comptabilisées dans les fonds propres		2 121	-1 841	Currency translation effects
Total des éléments qui seront éventuellement recyclés		1 799	-1 223	Total of items to eventually recycle
Gains/(pertes) actuarielles des régimes à prestations définies, net d'impôt		-181	312	Actuarial gains/(losses) from defined benefit plans, net of taxes
Total des éléments qui ne seront pas recyclés		-181	312	Total of items that will not be recycled
Autres éléments du résultat global, net d'impôt		1 618	-911	Other comprehensive income, net of tax
Résultat global de la période, net d'impôt		-1 190	-1 682	Total comprehensive income for the period, net of tax
Attribuable aux				Attributable to
actionnaires de la société-mère		-1 512	-1 680	equity holders of the parent company
intérêts non-contrôlant		322	-2	non-controlling interest

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Résultat avant impôt		-3 107	-304	EBT
Amortissements et ajustements de valeur		3 485	2 458	Depreciation, amortization and impairments
Provisions pour pertes de valeur sur créances	4	536	1 048	Provisions for doubtful receivables
Résultat financier	23	10	3 005	Financial result
Gains de change réalisées		-609	-447	Realized foreign exchange gains
Transactions fondées sur des actions		1 262	888	Share-based transactions
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	7	-1 025	-139	Share of results of associates
Variations des provisions et autres mouvements non monétaires		429	-11	Other non-monetary variations
Variation des débiteurs clients		-4 223	-7 659	Change in trade receivables
Variation des stocks		-3 102	-2 868	Change in inventories
Variation des dettes fournisseurs		2 662	15 431	Change in trade payables
Variation des autres actifs courants et autres dettes à court terme		-1 496	-10 192	Change in other current assets and liabilities
Intérêts versés		-1 806	-2 702	Interest paid
Impôts versés		-531	-565	Income tax paid
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		-7 515	-2 057	Cash flow from operating activities
Achats d'immobilisations corporelles	10	-1 875	-1 549	Purchase of property, plant and equipment
Ventes d'immobilisations corporelles	10	2	504	Proceeds from sale of property, plant and equipment
Achats d'actifs incorporels	8	-336	-143	Acquisition of intangible assets
Ventes d'actifs incorporels		2 177	-	Proceeds from sale of intangible assets
Vente de parts de sociétés associées		438	387	Sale of shares in associated companies
Intérêts reçus		46	84	Interest received
Dividendes reçus de sociétés associées	7	184	424	Dividends received from associated companies
Variations des autres actifs non-courants		-153	28	Change in other non-current assets
Flux de trésorerie des activités d'investissement		483	-265	Cash flow from investing activities
Augmentation des dettes à court terme	14	4 357	23 783	Increase in short-term debt
Remboursement des dettes à court terme	14	-6 405	-20 371	Repayment of short-term debt
Augmentation des dettes à long terme		1 999	1 597	Increase in long-term debt
Remboursement des dettes à long terme		-2 536	-918	Repayment of long-term debt
Ventes d'actions propres		17	69	Sale of treasury shares
Transaction avec des intérêts non-contrôlant		6	-	Transactions with non-controlling interests
Emprunts convertibles		3 500	-	Convertible bonds
Flux de trésorerie des activités de financement		938	4 160	Cash flow from financing activities
Effet net des écarts de conversion sur les liquidités		426	-171	Effect of foreign exchange rate changes on cash and cash equivalents
Variation des liquidités		-5 668	1 667	Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents
Liquidités et équivalents au 1 janvier	3	9 331	3 663	Cash and cash equivalents at 1 January
Liquidités et équivalents au 31 décembre	3	3 663	5 330	Cash and cash equivalents at 31 December
Variation des liquidités		-5 668	1 667	Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

Société-mère - Parent company										
En milliers de CHF	Note	Capital actions <i>Share capital</i>	Agio <i>Share premium</i>	Autres réserves <i>Other reserves</i>	Actions propres <i>Treasury shares</i>	Résultat au bilan <i>Retained earnings</i>	Total	Intérêts non-contrôlant <i>Non-controlling interests</i>	Total des fonds propres <i>Total equity</i>	<i>In thousands of CHF</i>
Au 1 janvier 2017		15 506	64 376	4 399	-121	-57 277	26 883	2 476	29 359	At 1 January 2017
Résultat de l'exercice 2017		-	-	-	-	-2 930	-2 930	122	-2 808	Net result 2017
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	-282	-	1 700	1 418	200	1 618	Other comprehensive income for the period
Résultat global de la période, net d'impôt		-	-	-282	-	-1 230	-1 512	322	-1 190	Total comprehensive income for the period, net of tax
Vente d'actions propres	27	-	-	-	42	-	42	-	42	Sale of treasury shares
Variation des intérêts non-contrôlant		-	-	-	-	-2 930	-2 930	2 936	6	Changes in non-controlling interests
Emprunts convertibles		-	-	3 500	-	-	3 500	-	3 500	Convertible loans
Transaction fondés sur des actions/instr. de cap. propres	18	-	-	-	-	1 250	1 250	-	1 250	Share-based transactions
Au 31 décembre 2017		15 506	64 376	7 617	-79	-60 187	27 233	5 734	32 967	At 31 December 2017
Impact des changements de méthodes comptables (IFRS 15)		-	-	-	-	-178	-178	-37	-215	Impact from changes in accounting policies (IFRS 15)
Au 1 janvier 2018		15 506	64 376	7 617	-79	-60 365	27 055	5 697	32 752	At 1 January 2018
Résultat de l'exercice 2018		-	-	-	-	-903	-903	132	-771	Net result 2018
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	506	-	-1 283	-777	-134	-911	Other comprehensive income for the period
Résultat global de la période, net d'impôt		-	-	506	-	-2 186	-1 680	-2	-1 682	Total comprehensive income for the period, net of tax
Vente d'actions propres	27	-	-	-	69	-	69	-	69	Sale of treasury shares
Variation des intérêts non-contrôlant		-	-	-	-	53	53	476	529	Changes in non-controlling interests
Transaction fondés sur des actions/instr. de cap. propres	18	-	-	-	-	819	819	-	819	Share-based transactions
Au 31 décembre 2018		15 506	64 376	8 123	-10	-61 679	26 316	6 171	32 487	At 31 December 2018

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

**ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS CLOS AU 31 DÉCEMBRE**

***NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS AS AT DECEMBER 31ST***

1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Le conseil d'administration a approuvé les comptes consolidés au 31 décembre 2018 le 11 avril 2019.

1.1 Airesis SA

Airesis SA (ci-après « Airesis ») est une holding d'investissement et la société mère du périmètre de consolidation. Son siège social est établi à Clarens, en Suisse. Les titres de la holding sont cotés sur le marché principal de la SIX Swiss Exchange (bourse suisse).

1.2 Le Coq Sportif

Le Coq Sportif est une marque française d'articles de sport reconnue et distribuée internationalement. Vers la fin des années 1990, la marque avait perdu une bonne part de sa notoriété, beaucoup de marchés étant exploités sous forme de contrat de licences, sans investissement structuré dans la marque. Airesis devient l'actionnaire majoritaire du Coq Sportif en octobre 2005 et met en place immédiatement un plan de relance de la marque. Depuis la reprise par Airesis, Le Coq Sportif enregistre une forte croissance de son chiffre d'affaires.

1.3 Movement

Fondé dans les années nonante, le groupe Movement est composé principalement de deux sociétés : Casoar SA, une société de distribution d'articles de sport et Movement SA qui détient la marque MOVEMENT. La société Movement SA, sous la marque MOVEMENT, produit et distribue des skis internationalement. Depuis 2016, la société Casoar SA distribue les produits du Coq Sportif en Suisse. Cette activité additionnelle devrait à terme lui permettre de stabiliser son chiffre d'affaires.

2 PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

2.1 Généralités

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) qui comprennent les standards et interprétations approuvés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et les interprétations approuvées par le IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) qui sont toujours en vigueur.

Les comptes consolidés ont été établis selon le principe de la valeur historique, à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur par le résultat.

2.2 Modification des principes comptables

Airesis a adopté les normes IFRS nouvelles ou révisées, leurs amendements et interprétations, dont l'application aux exercices commençant à compter du 1^{er} janvier 2018 est obligatoire. Les principaux effets de ces modifications de principes comptables sont décrits ci-après.

2.2.1 IFRS 9 - Instruments financiers - Incidence de l'adoption

En adoptant IFRS 9, le groupe a appliqué les dispositions transitoires et a choisi de ne pas retraiter les périodes antérieures. Les ajustements résultant de l'adoption d'IFRS 9 en matière de classement, d'évaluation et de dépréciation ne sont pas significatifs.

1 GROUP ACTIVITY

The Board of Directors approved the annual consolidated financial statements ended December 31st, 2018 on April 11th, 2019.

1.1 Airesis SA

Airesis SA (hereafter "Airesis") is a private equity investment company and the parent company of the consolidation's scope. Its headquarters are established in Clarens, Switzerland. The holding's shares are listed on the SIX (Swiss stock exchange) main standard.

1.2 Le Coq Sportif

Le Coq Sportif is an internationally recognized French sporting goods brand distributed throughout the globe. By the end of the 1990's the brand's reputation had taken a beating, with many countries being operated under licensing contracts, and it experienced a general lack of structured investment. In October 2005 Airesis became a majority shareholder of Le Coq Sportif and immediately set in motion a plan to relaunch the brand. Since its acquisition by Airesis, the sporting brand has recorded strong growth in its sales.

1.3 Movement

Founded in the nineties, Movement group consists mainly of two companies: Casoar SA, a distribution company of sports and Movement SA which owns the brand MOVEMENT. The company Movement SA produces and distributes internationally skis under the brand MOVEMENT. Since 2016, Casoar SA distributes Le Coq Sportif products in Switzerland. This additional business should enable it to stabilize its revenue over time.

2 SUMMARY OF ACCOUNTING POLICIES

2.1 General

The consolidated statements were prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), which include standards and interpretations approved by the International Accounting Standards Board (IASB) and interpretations approved by the IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) which are still in effect.

The consolidated financial statements have been prepared in a historical cost basis, with the exception of derivative financial instruments measured at fair value through profit or loss.

2.2 Changes in accounting policies

Airesis has adopted new or revised IAS/IFRS standards, amendments and interpretations whose application is obligatory as from January 1st, 2018. The principle effects of these modifications on the accounting policies are described below.

2.2.1 IFRS 9 - Financial instruments - Impact of adoption

When adopting IFRS 9, the Group has applied transitional provisions and opted not to restate prior periods. Differences arising from the adoption of IFRS 9 in relation to classification, measurement, and impairment were immaterial.

L'adoption d'IFRS 9 a eu un impact sur les domaines suivants :

- **Comptabilité de couverture.** Les nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture sont appliquées de manière prospective et la relation économique entre les opérations de base et les opérations de couverture existantes continue d'être démontrée. La part efficace des variations de juste valeur des dérivés désignés comme instruments de couverture est comptabilisée dans l'état du résultat global. Le profit ou la perte relatif à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat, dans les autres produits (charges).
- **Classification et évaluation des instruments de dette.** Le groupe détient la plupart de ces actifs financiers afin de bénéficier des flux de trésorerie associés. Les placements précédemment classés comme placements détenus jusqu'à leur échéance sont ainsi comptabilisés au coût amorti.
- **Créances clients.** Le groupe applique le modèle simplifié permettant de comptabiliser les dépréciations à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de l'actif car ces éléments ne comportent pas de composante financière significative. Par conséquent, la provision pour pertes est fondée sur la probabilité que ces montants ne soient pas remboursés. Elle est fondée sur l'historique des créances irrécouvrables de la société, ajustée des risques spécifiques identifiés.

L'adoption d'IFRS 9 a eu les impacts suivants sur la classification des instruments financiers :

Actifs non courants <i>Non-current assets</i>	Préalablement à l'adoption d'IFRS 9 <i>Prior IFRS 9 adoption</i>	IFRS 9 Classification
Prêts et créances non courants <i>Non-current loans and receivables</i>	Prêt et créances <i>loans and receivables</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Dépôts de garantie non courants <i>Non-current lease deposits</i>	Prêt et créances <i>loans and receivables</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Actifs courants <i>Current assets</i>		
Actifs financiers dérivés* <i>Derivative financial assets*</i>	FVTPL	FVTPL
Débiteurs <i>Trade receivables</i>	Prêt et créances <i>loans and receivables</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Autres actifs courants <i>Other current debtors</i>	Prêt et créances <i>loans and receivables</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Liquidités et équivalents <i>Cash and cash equivalents</i>	Prêt et créances <i>loans and receivables</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Fonds étrangers non courants <i>Non-current liabilities</i>		
Emprunts bancaires à long terme <i>Loans and Borrowings from banks</i>	Autres passifs financiers (coût amorti) <i>Other financial liabilities (amortized cost)</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Autres passifs financiers à long terme <i>Other long-term financial liabilities</i>	Autres passifs financiers (coût amorti) <i>Other financial liabilities (amortized cost)</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Passif financier dérivés* <i>Derivative financial liabilities*</i>	FVTPL	FVTPL
Fonds étrangers courants <i>Current liabilities</i>		
Fournisseurs et autres créditeurs <i>Trade and other payables</i>	Autres passifs financiers (coût amorti) <i>Other financial liabilities (amortized cost)</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>
Emprunts bancaires à court terme <i>Bank overdrafts and short term debts</i>	Autres passifs financiers (coût amorti) <i>Other financial liabilities (amortized cost)</i>	Coût amorti <i>Amortized cost</i>

*Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées dans l'état du résultat global lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture.

Afin d'améliorer la comparabilité des chiffres comparatifs, des pertes de valeur nettes de CHF 536 qui étaient auparavant incluses dans le poste "Provisions pour pertes de valeur sur créances" ont été reclassées dans le poste nouvellement introduit "Pertes de valeur nettes sur actifs financiers".

The adoption of IFRS 9 has impacted the following areas:

- **Hedge accounting.** The new hedge accounting requirements are applied prospectively, and all existing hedges qualify for being regarded as hedging relationships. The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated as cash flow hedges is recognized in other comprehensive income. The gain or loss relating to the ineffective portion is recognized immediately in profit or loss, within other income (expenses).
- **Classification and measurement of debt instruments.** The group holds most of these financial assets to hold and collect the associated cash flows. Investments previously classified as held-to-maturity investments thus are accounted for at amortized cost.
- **Trade receivables.** The group applies the simplified model of recognizing lifetime expected credit losses as these items do not have a significant financing component. Therefore, the loss allowance is based on the likelihood that these amounts will not be repaid. It is based on the company's historic bad debt experience, plus an adjustment of specific risks identified.

The adoption of IFRS 9 had the following impact regarding the financial instruments' classification:

*Fair value changes in derivative financial instruments are deferred to OCI when they qualify for hedge accounting.

To enhance comparability of the comparative figures, net impairment losses of CHF 536 that were previously included in line item "Provisions for doubtful receivables" were reclassified to the newly introduced line item "Net impairment losses on financial assets".

2.2.2 IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients - Incidence de l'adoption.

Le groupe a adopté IFRS 15 (produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients) à compter du 1^{er} janvier 2018. Cela a entraîné des modifications des principes comptables et des ajustements aux montants comptabilisés dans les états financiers. Conformément aux dispositions de transition d'IFRS 15.C3(b), le groupe a adopté les nouvelles règles de manière cumulative et a retraité les données à la date d'entrée en vigueur de la norme (le 1^{er} janvier 2018).

	Selon IAS 18 <i>Under IAS 18</i>	Selon IFRS 15 <i>Under IFRS 15</i>	Différence <i>Difference</i>	
Impact au 1er janvier 2018				<i>Impact at 1 January 2018</i>
Résultat au bilan au 1 janvier 2018	-60 187	-60 365	-178	<i>Retained earnings at 1 January 2018</i>
Intérêts non-contrôlant au 1 janvier 2018	5 734	5 697	-37	<i>Non-controlling interest at 1 January 2018</i>
Revenus différés	-	215	215	<i>Deferred revenue</i>
Impact hypothétique sur 2018 si IAS 18 était toujours appliqué	Selon IAS 18 <i>Under IAS 18</i>	Selon IFRS 15 <i>Under IFRS 15</i>	Différence <i>Difference</i>	<i>Hypothetical impact on 2018 if IAS 18 was still applied</i>
Revenus différés	-	108	108	<i>Deferred revenue</i>
Autres actifs courants	13 819	14 152	333	<i>Other current assets</i>
Impôts différés actifs	10 557	10 450	-107	<i>Deferred tax assets</i>
Revenus au 31 décembre 2018	150 085	152 873	2788	<i>Revenue at 31 December 2018</i>
Achats des marchandises et des services	-74 041	-75 832	-1791	<i>Purchase of goods and services</i>
Frais de publicité et promotion	-15 924	-16 480	-556	<i>Sales promotion expenses</i>
Impôts	-360	-467	-107	<i>Income taxes</i>

Produits tirés des ventes de biens

Les produits tirés des ventes de biens n'ont pas subi d'incidence significative, les contrats étant déjà comptabilisés conformément à la norme IFRS 15. Les ventes de marchandises sont enregistrées au moment de la livraison des biens et du transfert à l'acheteur des principaux risques et avantages inhérents à la propriété. Les retours et autres considérations variables font l'objet d'une évaluation régulière et l'adoption de la nouvelle norme n'a pas eu un impact significatif au niveau des estimations contraignantes des considérations variables.

Dans le cadre de certains contrats de commercialisation, le groupe fournit des marchandises à ses partenaires. Auparavant, les produits tirés de la vente de ces biens étaient déduits des charges correspondantes. Le groupe exerce un contrôle sur les marchandises spécifiées et agit ainsi en tant que mandataire. En conséquence, les ventes de ces biens ainsi que les charges y afférentes sont désormais comptabilisées séparément. Par rapport à IAS 18, ceci a conduit à une augmentation du chiffre d'affaires net de MCHF 2.7, partiellement compensée par une hausse du coût des marchandises vendues ainsi que des frais de publicité et promotion. Cela s'est soldé par un bénéfice net de MCHF 0.2.

Produits tirés des ventes des licences

Conformément à IFRS15.58, les revenus de licences sont délimités sur la période en appliquant le taux de licence contractuel. Les revenus de licences sont facturés lorsque la transaction d'achat sous-jacente est jugée comme réalisée. Dans la majorité des cas, les revenus de licence étaient déjà comptabilisés en continu dans le temps avant l'entrée en vigueur de la norme. Toutefois, le revenu relatif à un contrat de licence spécifique a été comptabilisé à un moment donné selon la norme précédente. Il est maintenant traité comme un contrat de redevance dont le revenu est reconnu en continu dans le temps. L'ajustement a été porté au résultat au bilan à la date d'entrée en vigueur de la norme (le 1^{er} janvier 2018) tel que détaillé dans le tableau ci-dessus.

Les autres éléments de la norme IFRS 15 qui sont applicables au Groupe sont les remises commerciales, les incitations à la commercialisation et les ventes avec droit de retour des clients. L'impact de ces ajustements sur le compte de résultat consolidé n'est pas significatif car ils étaient comptabilisés en conformité avec IFRS 15 sous l'ancienne méthode comptable.

2.2.2 IFRS 15 - Revenue from Contracts with Customers - Impact of adoption

The group has adopted IFRS 15 (revenue from contracts with customers) from January 1st, 2018 which resulted in changes in accounting policies and adjustments to the amounts recognized in the financial statements. In accordance with the transition provisions in IFRS 15.C3(b), the group has adopted the new rules cumulatively and has restated the retained earnings at the date of initial application (January 1st, 2018).

Revenue from Sales of Goods

Revenue from Sales of Goods was not significantly impacted by the adoption of IFRS 15. Revenue from Sales of Goods is recorded at the time the goods are delivered and the main risks and benefits inherent to the ownership are transferred to the buyer. Returns and other variable considerations are assessed on a regular basis and the new standard did not have a material impact with regards to constraining estimates of variable consideration.

As part of some sales promotion contracts, the group provides goods to its partners. Previously the revenue from these sales of goods was netted against the related expense. The group exerts control over the specified goods and therefore acts as a principal. As a result, the sales of these goods as well as the related expense are now recognized as gross amounts. Compared to IAS 18, this led to increased net sales of MCHF 2.7 partially offset by increased cost of goods sold and marketing expense resulting in a net profit of MCHF 0.2.

Revenue from licenses

In accordance with IFRS15.58, license revenue is limited to the period by applying the contractual license rate. Licensing revenues are billed when the underlying purchase transaction is considered as realized. Most revenues from licensing contracts were already recognized over time prior to the standard adoption. However, the revenue relating to a specific licence agreement was recognised at a point in time under the previous standard. It is now treated as a usage-based royalty contract which is recognized over time. The adjustment was made to the amount recognized in the retained earnings at the date of initial application (January 1st, 2018) as detailed in the table above.

The other identified IFRS 15 areas that are applicable to the Group are trade discounts, marketing incentives and customer sales with right of return. The impact of these adjustments on the consolidated income statement is not material as they were accounted in line with IFRS 15 under the former accounting policy.

Le groupe ne s'attend pas à avoir de contrats dont la période entre le transfert des biens ou services au client et le paiement par ce dernier dépasse un an. En conséquence, le groupe n'ajuste aucun des prix de transaction en fonction de la valeur temporelle de l'argent.

2.2.3 Normes IFRS, amendements aux normes et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2018

L'adoption de nouvelles normes ou interprétations au 1^{er} janvier 2018 n'a pas eu d'effet significatif sur les principes comptables, la situation financière ou la performance du Groupe.

Le groupe n'a pas adopté de manière anticipée d'autres normes, interprétations ou modifications qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur.

2.2.4 Normes, amendements aux normes et interprétations de l'IFRIC susceptibles d'affecter les comptes consolidés après le 31 décembre 2018

IFRS 16 – 'Contrats de location' – change les états financiers puisque la majorité des contrats de location seront présentés au bilan. La norme remplace IAS 17 à compter du 1^{er} janvier 2019. Le groupe a mis en place une équipe de projet qui a revu l'ensemble des contrats de location du groupe au cours de l'année écoulée à la lumière des nouvelles règles comptables de l'IFRS 16. La norme aura une incidence principalement sur la comptabilisation des contrats de location simple (d'exploitation) du groupe.

A la date de clôture, le groupe a des engagements de location simple non résiliables estimés à MCHF 18. Ces engagements étaient comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire en charges dans les comptes de pertes et profits selon IAS 17.

Le groupe prévoit de comptabiliser des actifs de droit d'utilisation entre MCHF 17 et MCHF 18 au 1^{er} janvier 2019, des passifs de location entre MCHF 17 et MCHF 18 (après ajustements pour les paiements anticipés et les paiements de location comptabilisés au 31 décembre 2018). L'actif à court terme net sera inférieur de MCHF 4 à MCHF 5 en raison de la présentation d'une partie du passif comme passif à court terme.

Le groupe s'attend à ce que le bénéfice net après impôts ne soit pas impacté significativement suite à l'adoption des nouvelles règles. L'EBITDA ajusté utilisé pour mesurer les résultats du secteur devrait augmenter de MCHF 4 à MCHF 5 étant donné que les paiements au titre des contrats de location simple sont inclus dans l'EBITDA, alors que l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et les intérêts sur les passifs de location sont exclus de cette mesure.

Les flux de trésorerie d'exploitation augmenteront et les flux de trésorerie de financement diminueront entre MCHF 4 et MCHF 5 étant donné que le remboursement de la partie principale des dettes de location sera classé comme flux de trésorerie provenant des activités de financement.

A la clôture, la valeur comptable des fonds de commerce est de MCHF 4.3 (IAS 17). MCHF 0,7 est amorti et MCHF 3,6 a une durée d'utilité indéterminée et fait l'objet d'un test de dépréciation annuel. Dans le cadre d'IFRS 16, les fonds de commerce sont soit traités comme une composante distincte du droit d'utilisation, soit traités comme un actif unique (incluant les fonds de commerce). L'évaluation des fonds de commerce dans le cadre d'IFRS 16 n'est pas finalisée et des informations complémentaires seront présentées dans le rapport intermédiaire 2019.

Le groupe appliquera la norme à compter de sa date d'adoption obligatoire du 1^{er} janvier 2019. Le groupe a l'intention d'appliquer la méthode de transition simplifiée et ne retraitera pas les chiffres correspondants de l'exercice précédant la première adoption. Les actifs au titre du droit d'utilisation seront évalués au montant de la dette au titre de la location lors de l'adoption (ajusté pour tenir compte des charges payées d'avance ou des charges à payer au titre de la location).

The group does not expect to have any contracts where the period between the transfer of the promised goods or services to the customer and payment by the customer exceeds one year. As a consequence, the group does not adjust any of the transaction prices for the time value of money.

2.2.3 Standards, amendments and interpretations to existing standards effective in 2018 adopted by the consolidated entities of Airesia

The adoption of new standards and interpretations as of January 1st, 2018 had no impact, or only limited impact on the accounting policies, financial position or performance of the Group.

The group has not early adopted any other standards, interpretations or amendments that have been issued but are not yet effective.

2.2.4 Standards, amendments and interpretations which may affect consolidated financial statements after December 31st, 2018

IFRS 16 – 'Leases' – changes the financial statements as most leases will be presented on the balance sheet. The standard replaces IAS 17 and is effective January 1st, 2019. The group has set up a project team which has reviewed all the group's leasing arrangements over the last year in light of the new lease accounting rules in IFRS 16. The standard will affect primarily the accounting for the group's operating leases.

As at the reporting date, the group has non-cancellable operating lease commitments amounting to MCHF 18. These commitments were recognised on a straight-line basis as expense in profit & loss under IAS 17.

The group expects to recognise right-of-use assets of between MCHF 17 to MCHF 18 on January 1st, 2019, lease liabilities between MCHF 17 to MCHF 18 (after adjustments for prepayments and accrued lease payments recognised as at December 31st, 2018). Net current assets will be lower of MCHF 4 to MCHF 5 due to the presentation of a portion of the liability as a current liability.

The group does not expect net profit after tax to be significantly impacted as a result of adopting the new rules. Adjusted EBITDA used to measure segment results is expected to increase by MCHF 4 to MCHF 5, as operating lease payments were included in EBITDA, but the amortisation of the right-of-use assets and interest on the lease liability are excluded from this measure.

Operating cash flows will increase, and financing cash flows decrease by MCHF 4 to MCHF 5 as repayment of the principal portion of the lease liabilities will be classified as cash flows from financing activities.

As of the closing period, the book value of key money is MCHF 4.3 (IAS 17). MCHF 0.7 is amortized and MCHF 3.6 is with an indefinite useful life and submitted annually to an impairment test. Under IFRS 16, key money can either be treated as a separate component of the right-of-use asset or be treated as a single asset (including the key money). Key money assessment under IFRS 16 is not complete and further disclosures will be included in the 2019 interim report.

The group will apply the standard from its mandatory adoption date of January 1st, 2019. The group intends to apply the simplified transition approach and will not restate comparative amounts for the year prior to first adoption. Right-of-use assets will be measured at the amount of the lease liability on adoption (adjusted for any prepaid or accrued lease expenses).

Il n'y a pas d'autres nouvelles normes, mises à jour et interprétations publiées et applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 ou ultérieurement dont l'impact pourrait être significatif pour les sociétés du périmètre de consolidation.

2.3 Présentation du compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon la nature des charges et des produits. Cette présentation donne le meilleur reflet de l'activité de négoce de notre société (production interne réduite). Les frais de personnel ainsi que les dotations aux amortissements et ajustements de valeur sont présentés dans une catégorie distincte, alors que les autres catégories de dépenses présentées n'incluent que des charges externes.

Les ajustements de valeur sur stocks sont comptabilisés dans les achats des marchandises et des services et les pertes de valeur sur créances font partie des autres charges. Par conséquent, ces éléments sont exclus de la rubrique amortissements et ajustements de valeur.

Une société associée du Coq Sportif Holding SA représente un partenariat de distribution avec des acteurs locaux et une société associée à Airesis effectue des opérations d'investissement. Elles représentent de fait une extension de l'activité opérationnelle du groupe et sont présentées comme telles dans le compte de résultat consolidé. La présentation dans le compte de résultat de la part des résultats mis en équivalence est évaluée au cas par cas pour déterminer si elle se situe dans le prolongement de l'activité opérationnelle de Airesis.

2.4 Principes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les comptes de la société-mère et des filiales qu'elle contrôle. Les filiales sont intégralement consolidées lorsque le groupe a le pouvoir d'y exercer le contrôle. Cette règle s'applique indépendamment du pourcentage de participation au capital-actions. Le groupe contrôle une société lorsqu'il est exposé à, ou qu'il a des droits sur, des rendements variables issus de sa participation dans la société et lorsqu'il est en mesure d'influencer ces rendements à travers le pouvoir qu'il exerce sur la société. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le groupe en prend le contrôle. Et elles sont déconsolidées à la date à laquelle ce contrôle est transféré à un tiers.

Les parts des actionnaires non-contrôlant aux fonds propres et au résultat net sont mentionnées séparément dans le bilan et dans le compte de résultat consolidé. Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice que la société-mère en utilisant les mêmes méthodes comptables.

Les transactions et soldes entre sociétés consolidées ont été éliminés lors du processus de consolidation.

Les entités du périmètre de consolidation sur lesquelles Airesis exerce une influence notable (sociétés associées), en général lorsque Airesis ou une de ses participations détiennent une participation de 20% ou plus sans en avoir le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence. Les actifs nets et les résultats sont ajustés pour être conformes aux principes comptables du groupe. La valeur comptable du goodwill qui résulte de l'acquisition de sociétés associées est comprise dans la valeur comptable des investissements consentis dans les sociétés associées.

Les entreprises associées acquises ou vendues en cours d'exercice sont entrées dans les comptes consolidés, respectivement sorties de ceux-ci, au moment de la prise ou d'influence notable.

Les investissements dans Komunus SICAV n'impliquent pas de contrôle.

There are no other standards, amendments or interpretations published and effective on January 1st, 2018 or later that could significantly impact entities within the scope of consolidation.

2.3 Presentation of the income statement

The income statement is presented according to the nature of expenses and income. This presentation provides the best reflection of our company's commercial activity (low internal production). Personnel expenses as well as amortization and provision allowances are shown in a different category, whereas the other expense categories presented include only external expenses.

Value adjustments on inventories are recorded in the purchase of goods and services, and provisions for doubtful receivables are included under other expenses. As a result, these items are excluded from the section on depreciation, amortization and impairments.

An associate of Le Coq Sportif Holding SA represents distribution partnerships with local stakeholders and an associate of Airesis conducts investment operation. Hence they represent a de facto extension of the operational activity of the group and are presented as such in the consolidated income statement. In each case, the presentation in the income statement of the share of results in associates is assessed to determine whether it falls within the extension of the operational activity of Airesis.

2.4 Consolidation principles

Consolidated accounts include statements from the parent company and the subsidiaries it controls. Subsidiaries, in which the group has the power to exercise control, are fully consolidated. This applies irrespective of the percentage of interest in the share capital. The group controls an entity when the group is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group. They are deconsolidated from the date that control ceases.

The portion attributable to minority shareholders in shareholder equity and net result is mentioned separately on the consolidated balance sheet and income statement. The same accounting methods are used in preparing the financial statements of the subsidiaries as well as the parent company.

Transactions and balances between consolidated companies are eliminated during the consolidation process.

Companies in which Airesis exerts significant influence (associated companies), in reference to participations in which the group holds 20% or more without having control, are recorded using the equity method. The net assets and results are adjusted to comply with the group's accounting policies. The carrying amount of goodwill arising from the acquisition of associates is included in the carrying amount of investments in associates.

Associated companies acquired or sold during the year under review are included in the consolidated statements, respectively removed from them, on the date of loss or gain of significant influence.

Investments in Komunus SICAV do not imply a control over the company.

Toutes les sociétés du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre (à l'exception de Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd et AST Sàrl qui clôturent leurs comptes au 30 juin. Une clôture intermédiaire au 31 décembre est toutefois effectuée.).

Les comptes consolidés comprennent les comptes d'Airesis et des entités suivantes (les informations sur les sociétés figurent au début du rapport de gestion) :

All of the group's companies close their accounts as at December 31st (with exception to Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd and AST Sàrl which annually closes their accounts on June 30th. An interim closing at December 31st is however performed.).

The consolidated statements included Airesis' statements and those of the following entities (information on the individual companies appears at the beginning of the management report):

(méthode de consolidation : consolidation globale sauf spécifié) (Consolidation method: full consolidation unless specified)	% de détention - Shareholding %		
	Capital actions Share capital	31.12.2017	31.12.2018
Le Coq Sportif Holding SA, Romilly-sur-Seine, France (FR)	KEUR 36 015	82%	82%
Le Coq Sportif International SAS, Strasbourg, France (FR)	KEUR 18	100%	100%
Le Coq Sportif Italia S.r.l., Milan, Italie (IT)	KEUR 3 220	100%	100%
Sogecoq Sàrl, Strasbourg, France (FR)	KEUR 1 375	100%	100%
Le Coq Sportif España SA, Barcelone, Espagne (ES)	KEUR 360	100%	100%
Le Coq Sportif Intl SUD AM, Buenos Aires, Argentine (AR)	KARS 38	95%	95%
Le Coq Sportif UK Ltd, Londres, Royaume-Uni (GB)	KGBP 1	100%	100%
Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd, Sydney, Australie (ME*/EA*) (AU)	KAUD 1	30%	30%
Sport Immobilier Sàrl, Romilly-sur-Seine, France (FR)	KEUR 10	100%	100%
Movement Holding, Clarens, Suisse (CH)	KCHF 50	92%	92%
Faregal Holding SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 100	100%	100%
Wild Duck SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 200	100%	100%
Casoar SA, Puidoux, Suisse (CH)	KCHF 100	100%	100%
Advanced Sliding Technologies Sàrl, Tunis, Tunisie (TN)	KTND 300	100%	100%
3S sports Solutions Services SAS, France (FR)	KEUR 1	100%	100%
A 2 I SA, archivage et analyse d'images, Clarens, Suisse (CH)	KCHF 220	100%	100%
Comunus SICAV - Entrepreneurs (ME*), Clarens, Suisse (CH)	KCHF 1 000	40%	40%

*ME : Mise en équivalence - *EA: Equity accounting

2.5 Monnaies étrangères

2.5.1 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date où elles ont été effectuées. Les gains et pertes de change sur ces transactions sont comptabilisés dans le compte de résultat.

2.5.2 Conversion des états financiers libellés en monnaies étrangères

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du périmètre de consolidation sont calculés en utilisant la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle. Les comptes consolidés sont établis en francs suisses, monnaie de présentation du groupe et monnaie fonctionnelle d'Airesis SA.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux cours en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes de change sur ces transactions, de même que ceux résultant de la conversion d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sur la base des cours du jour de clôture de l'exercice, sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. Les gains et pertes de change sur transactions de couvertures de flux de trésorerie (cash-flow hedges) sont comptabilisés dans les « autres éléments du résultat global ».

La conversion du compte de résultat des entités du périmètre de consolidation dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le franc suisse s'effectue au cours moyen de l'année pour autant que celui-ci représente une approximation raisonnable des cours en vigueur à la date des transactions sous-jacentes. Le bilan est converti au cours du jour de clôture de l'exercice. Les écarts de conversion qui en découlent sont reconnus en tant que composante distincte des « autres éléments du résultat global ».

2.5 Foreign currencies

2.5.1 Foreign currency transactions

Transactions in foreign currencies are converted at the effective exchange rate on the date they are recognized. These currency gains and losses are accounted through the income statement.

2.5.2 Translation of foreign currency denominated financial statements

The items included in the financial statements for each of the entities which are included in the consolidation scope are calculated using the currency most representative of their economic environment, known as the functional currency. The consolidated financial statements are presented in Swiss Francs which is the group's presentation currency and Airesis SA's functional currency.

Transactions in foreign currencies are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Any gains and losses resulting from these transactions and from the translation at year-end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the consolidated income statement, except when deferred in other comprehensive income as qualifying cash flow hedges.

Income statements of entities included in the scope of consolidation with a functional currency different from the Swiss Franc are translated at average exchange rates to the extent that it is considered a reasonable approximation of the underlying spot rates; balance sheets are translated at the year-end exchange rate. All resulting translation differences are recognized in "other comprehensive income".

Lors de la consolidation, les écarts de conversion provenant de l'investissement net dans des entités étrangères sont inscrits dans le résultat global. Lors de la perte de contrôle d'une entité étrangère, ces écarts sont inclus dans le résultat de la vente présenté dans le compte de résultat.

Les taux de change suivants ont été utilisés :

	Date de clôture <i>Year end closing rate</i>	Taux de change moyen <i>Annual average rates</i>	Date de clôture <i>Year end closing rate</i>	Taux de change moyen <i>Annual average rates</i>
	Au 31 décembre 2017 <i>At 31 December 2017</i>	01.01.2017 - 31.12.2017 <i>01.01.2017 - 31.12.2017</i>	Au 31 décembre 2018 <i>At 31 December 2018</i>	01.01.2018 - 31.12.2018 <i>01.01.2018 - 31.12.2018</i>
EUR / CHF	1.1695	1.1105	1.1263	1.1546
USD / CHF	0.9762	0.9851	0.9840	0.9786

For the consolidation any conversion differences resulting from net investments in foreign entities are recorded in other comprehensive income. When control over a foreign entity is lost, these differences are included in the result of the sale presented on the income statement.

The following exchange rates were applied:

2.6 Principes comptables appliqués aux principales rubriques

2.6.1 Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents de liquidités comprennent les disponibilités ainsi que les placements à court terme liquides et facilement convertibles pour des montants déterminés de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

2.6.2 Stocks

Les stocks sont évalués à leur valeur minimale entre le prix d'acquisition et leur valeur nette de réalisation. La valeur des stocks comprend le coût d'achat qui est déterminé en utilisant la méthode du premier entré premier sorti (FIFO) pour le groupe Le Coq Sportif et la méthode des coûts moyens pour le groupe Movement. L'application de ces méthodes permet une valorisation prenant en compte les modèles d'affaires respectifs des deux entités. La valeur nette de réalisation est estimée au prix de vente déduction faite des frais directs de vente et de réalisation et des charges de distribution et administratives.

2.6.3 Actifs financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe s'engage à acheter ou vendre l'actif. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie provenant des actifs financiers ont expiré ou ont été transférés et que le groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Évaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale, le groupe évalue un actif financier à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL), des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers comptabilisés au FVTPL sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

Évaluation ultérieure

Instruments de dette :

L'évaluation ultérieure des instruments de dette dépend du modèle d'affaires du groupe pour la gestion de l'actif et des caractéristiques des flux de trésorerie de l'actif. Il existe trois catégories d'évaluation dans lesquelles le groupe classe ses instruments d'emprunt :

2.6 Accounting policies applied

2.6.1 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are comprised of available funds as well as investments that are short-term liquid and readily convertible to a known amount of cash and subject to an insignificant risk of changes in value.

2.6.2 Inventories

Inventories are evaluated at the lower of their purchase price or net realizable value. The inventory value includes the purchase cost and is determined using the first-in, first-out (FIFO) method for the group Le Coq Sportif and the average cost method for Movement group. Applying these methods allows an evaluation which takes into account the respective business models of each company. The net realizable value is estimated as the sale price less sales direct costs and realization costs as well as distribution and administrative costs.

2.6.3 Financial assets

Recognition and derecognition

Purchases and sales of financial assets are recognized on trade-date, the date on which the Group commits to purchase or sell the asset. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the financial assets have expired or have been transferred and the group has transferred substantially all the risks and rewards of ownership.

Initial measurement

At initial recognition, the group measures a financial asset at its fair value plus, in the case of a financial asset not at fair value through profit or loss (FVTPL), transaction costs that are directly attributable to the acquisition of the financial asset. Transaction costs of financial assets carried at FVTPL are expensed in profit or loss.

Subsequent measurement

Debt instruments:

Subsequent measurement of debt instruments depends on the group's business model for managing the asset and the cash flow characteristics of the asset. There are three measurement categories into which the Group classifies its debt instruments:

- Coût amorti :

Les actifs détenus à des fins de recouvrement des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans le résultat financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation est comptabilisé directement en résultat et présenté dans les autres résultats financiers. Les ajustements de valeur sont présentés sur la ligne "Pertes de valeur nettes sur actifs financiers" du compte de résultat consolidé.

Les liquidités et équivalents, les débiteurs, les prêts et tous les actifs financiers autres que les instruments financiers dérivés entrent dans cette catégorie. Le groupe a facturé certaines créances ; il a conservé les risques de retard de paiement et de crédit et continue donc à comptabiliser l'intégralité des actifs transférés au bilan. En conséquence, le groupe considère que le modèle "détenu pour recouvrer" s'applique à ces créances et continue donc à les évaluer au coût amorti.

- Juste valeur par le biais de l'état du résultat global (FVOCI) :

Les actifs détenus aux fins de recouvrement des flux de trésorerie contractuels et de vente des actifs financiers, lorsque les flux de trésorerie des actifs représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts, sont évalués au FVOCI. Aucun actif financier n'entre dans cette catégorie au cours des périodes présentées.

Les variations de la valeur comptable sont comptabilisées dans l'état du résultat global, à l'exception des gains ou pertes de valeur, des intérêts créditeurs et des gains et pertes de change qui sont comptabilisés en résultat. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans l'état du résultat global est reclassé des fonds propres au compte de résultat et présenté dans les autres résultats financiers. Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans le résultat financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et pertes de change sont présentés dans les autres résultats financiers et les ajustements de valeurs sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat.

- Juste valeur par le biais du compte de compte de résultat (FVTPL) :

Les actifs qui ne satisfont pas aux critères du coût amorti ou du FVOCI sont évalués au FVTPL. Un gain ou une perte sur un actif évalué ultérieurement au FVTPL est comptabilisé en résultat et présenté net dans les autres résultats financiers de la période au cours de laquelle il survient.

Seuls les instruments financiers dérivés entrent dans cette catégorie. Ils figurent au bilan sous la rubrique autres actifs courants ou autres dettes à court terme. Le Groupe applique la comptabilité de couverture et les variations de juste valeur de ces instruments financiers dérivés sont traitées dans la note 2.6.6.

Instruments de capitaux propres :

Le groupe évalue toutes ses participations à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur des actifs financiers au FVTPL sont comptabilisées dans les autres résultats financiers. Le Groupe n'a pas choisi de comptabiliser les instruments de capitaux propres par le biais du FVOCI.

- Amortized cost:

Assets that are held for collection of contractual cash flows where those cash flows represent solely payments of principal and interest are measured at amortized cost. Interest income from these financial assets is included in finance income using the effective interest rate method. Any gain or loss arising on derecognition is recognized directly in profit or loss and presented in other financial results. Impairment losses are presented in the line item "Net impairment losses on financial assets" in the consolidated income statement.

Cash and cash equivalents, trade receivables, loans and all financial assets other than derivative financial instruments fall into this category. While the Group has factored some receivables, it has retained late payment and credit risk and therefore continues to recognize the transferred assets in their entirety in the balance sheet. As a consequence, the Group considers the "held to collect" business model to apply for these receivables and is therefore continuing to measure them at amortized cost.

- Fair value through other comprehensive income (FVOCI):

Assets that are held for collection of contractual cash flows and for selling the financial assets, where the assets' cash flows represent solely payments of principal and interest, are measured at FVOCI. No financial assets fall into this category in the periods presented.

Movements in the carrying amount are taken through OCI, except for the recognition of impairment gains or losses, interest income and foreign exchange gains and losses which are recognized in profit or loss. When the financial asset is derecognized, the cumulative gain or loss previously recognized in OCI is reclassified from equity to profit or loss and recognized in other financial results. Interest income from these financial assets is included in finance income using the effective interest rate method. Foreign exchange gains and losses are presented in other financial results and impairment expenses are presented as separate line item in the statement of profit or loss.

- Fair value through profit or loss (FVTPL):

Assets that do not meet the criteria for amortized cost or FVOCI are measured at FVTPL. A gain or loss on a that is subsequently measured at FVTPL is recognized in profit or loss and presented net within other financial results in the period in which it arises.

Only derivative financial instruments fall into this category. They are included in the balance sheet as other current assets or other short-term liabilities. The Group applies hedge accounting and the fair value changes of these derivative financial instruments are addressed in the policy 2.6.6.

Equity instruments:

The group subsequently measures all equity investments at fair value. Changes in the fair value of financial assets at FVTPL are recognized in other financial results in the statement of profit or loss as applicable. The Group has not elected to account for equity instruments through FVOCI.

- Ajustements de valeur :

Le Groupe applique l'approche simplifiée d'IFRS 9 pour l'évaluation des pertes sur créances attendues, qui utilise des provisions pour pertes sur la durée de vie utile attendue (ECL) de tous les débiteurs. Ils sont dissous lorsqu'il n'y a aucune attente raisonnable de recouvrement. Les indicateurs qu'il n'y a pas d'attente raisonnable de recouvrement comprennent, entre autres, le défaut d'un débiteur de respecter un plan de recouvrement avec le groupe et de verser les paiements contractuels pendant une période déterminée. Les ajustements de valeur sur les débiteurs sont présentés sous "Pertes de valeur nettes sur actifs financiers" dans le compte de résultat. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment dissous sont portés au crédit du même poste.

Les autres dettes au coût amorti sont évaluées selon le modèle général de l'IFRS 9. La méthode de dépréciation appliquée dépend de l'existence ou non d'une augmentation significative du risque de crédit. A la date de clôture du bilan, ils sont considérés comme présentant un risque faible. Par conséquent, la provision est déterminée selon l'ECL.

2.6.4 Emprunts et autres passifs financiers

- Dettes fournisseurs et autres dettes à court terme :

Ces montants représentent des passifs pour des biens et services fournis au groupe avant la fin de l'exercice qui ne sont pas réglés. Les dettes commerciales et autres dettes sont présentées en passifs courants sauf si le paiement n'est pas exigible dans les 12 mois suivant la période sous revue. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Emprunts bancaires à long terme et autres passifs financiers : Ces passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction. Ils sont ensuite évalués au coût amorti. Toute différence entre le montant encaissé (net des coûts de transaction) et le montant du remboursement est comptabilisée en résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils sont retirés du bilan lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est éteinte, annulée ou expirée. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint ou transféré à une autre partie et la contrepartie payée, y compris les actifs non monétaires transférés ou les passifs repris, est comptabilisée au compte de résultat en autres produits ou charges financières.

- Emprunts convertibles :

La juste valeur de la partie dette d'un emprunt convertible est déterminée en utilisant un taux d'intérêt du marché pour une obligation non convertible équivalente. Ce montant est comptabilisé en tant que passif selon la méthode du coût amorti jusqu'à son extinction à la conversion ou à l'échéance. Le solde du montant encaissé est affecté à l'option de conversion. Ce montant est comptabilisé et inclus dans les capitaux propres, déduction faite des incidences fiscales, et n'est pas réévalué par la suite.

Si un instrument d'emprunt est convertible ou échangeable contre des actions d'une autre entité, le dérivé intégré n'est pas étroitement lié et le groupe devrait distinguer le dérivé intégré du contrat hôte. Un passif dérivé intégré d'un montant de KCHF 144 a été comptabilisé dans les autres passifs à court terme (2017 : Autres passifs à long terme, KCHF 172). La variation de la juste valeur a été comptabilisée dans le compte de résultat.

- Impairment:

The Group applies the IFRS 9 simplified approach to measuring expected credit losses which uses a lifetime expected loss allowance (ECL) for all trade receivables. They are written off when there is no reasonable expectation of recovery. Indicators that there is no reasonable expectation of recovery include, amongst others, the failure of a debtor to engage in a repayment plan with the group, and a failure to make contractual payments for a defined period. Impairment losses on trade receivables are presented as "Net impairment losses on financial assets" within the consolidated income statement. Subsequent recoveries of amounts previously written off are credited against the same line item.

Other debt investments at amortized cost are assessed with the general model of IFRS 9. The impairment methodology applied depends on whether there has been a significant increase in credit risk. As of the balance sheet date they are considered to be low risk. Therefore, the impairment provision is determined as 12 months expected credit losses.

2.6.4 Loans and other financial liabilities

- Trade and other payables:

These amounts represent liabilities for goods and services provided to the Group prior to the end of financial year which are unpaid. Trade and other payables are presented as current liabilities unless payment is not due within 12 months after the reporting period. They are recognized initially at their fair value and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method.

- Loans, borrowings from banks and other financial liabilities: These financial liabilities are initially recognized at fair value, net of transaction costs incurred. They are subsequently measured at amortized cost. Any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption amount is recognized in profit or loss over the period of the borrowings using the effective interest method.

They are removed from the balance sheet when the obligation specified in the contract is discharged, cancelled or expired. The difference between the carrying amount of a financial liability that has been extinguished or transferred to another party and the consideration paid, including any non-cash assets transferred or liabilities assumed, is recognized in profit or loss as other income or finance costs.

- Convertible loans:

The fair value of the liability portion of a convertible loan is determined using a market interest rate for an equivalent non-convertible bond. This amount is recorded as a liability on an amortized cost basis until extinguished on conversion or maturity. The remainder of the proceeds is allocated to the conversion option. This is recognized and included in shareholders' equity, net of income tax effects, and not subsequently remeasured.

If a debt instrument is convertible or exchangeable into shares of another entity, the embedded derivative is not closely related, and the Group would have to separate the embedded derivative from the host contract. An embedded derivative liability in the amount of KCHF 144 was recognised in other short-term liabilities (2017: Other-long term liabilities, KCHF 172). The change in fair value was recognized in the income statement.

En 2017, le groupe a émis un emprunt convertible d'un montant de KCHF 3 500 avec une échéance en 2022. L'ensemble du contrat est un instrument de capitaux propres puisque ce contrat sera réglé en livrant un nombre fixe de ses propres instruments de capitaux propres. En vertu du contrat, Airesis a la possibilité de convertir l'intégralité de l'instrument (principal et intérêts) en un nombre fixe de ses propres actions. Le groupe a la possibilité d'éviter d'effectuer un paiement en espèces ou de régler l'instrument en un nombre variable de ses propres actions. Aucun intérêt couru n'a été comptabilisé dans les états financiers du groupe car les intérêts seront payés à l'échéance ou à une date de conversion antérieure en actions Airesis à un prix de conversion fixe et répondent donc également à la définition des capitaux propres.

- Passifs financiers dérivés :

Si la juste valeur d'un instrument financier dérivé est négative, il est comptabilisé au passif du bilan sous la rubrique "Passifs financiers dérivés". L'évaluation ultérieure est similaire à celle décrite en note 2.6.3 pour les actifs financiers dérivés, respectivement la comptabilisation de couverture décrite en 2.6.6.

2.6.5 Hiérarchie de la juste valeur pour actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont hiérarchisés selon trois catégories :

- Niveau 1 : Les instruments financiers sont négociés sur des marchés actifs dont les prix sont cotés. Le cours sur un marché actif représente la juste valeur pour les instruments financiers cotés à la date de clôture. Un marché est considéré comme actif si les cours cotés sont aisément et régulièrement disponibles.
- Niveau 2 : La juste valeur des actifs ou passifs financiers non cotés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation se basent sur des prix observés lors de transactions sur des actifs semblables quand elles sont disponibles ou à défaut sur des estimations propres à une société. L'évaluation des opérations de change à terme figure dans cette catégorie.
- Niveau 3 : Les données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. Dans ce cas, l'évaluation de la juste valeur est réalisée sans utiliser d'observation de marché.

2.6.6 Instruments financiers dérivés

- Comptabilité de couverture

Certains dérivés sont désignés et documentés comme instruments de couverture pour couvrir des transactions prévues hautement probables (couverture de flux de trésorerie).

- Couverture de flux de trésorerie

Certains instruments financiers dérivés, qui comprennent des contrats de change à terme, des swaps de taux d'intérêts ainsi que des options, sont utilisés dans le cadre de la couverture de flux de trésorerie. Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie et répondant aux critères permettant de les qualifier en tant que tels tout en étant efficaces, sont initialement constatés puis réévalués au bilan à leur juste valeur par le résultat global. Le gain ou la perte résultant de la part inefficace est immédiatement reconnu au compte de résultat. Les sociétés documentent, en début de transaction, la relation existante entre les instruments de couverture et les éléments couverts, de même que les objectifs fixés en termes de gestion des risques pour les prises de positions de couverture. Dans le cadre de ce processus, tous les instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont rapprochés des actifs, passifs ou flux de trésorerie auxquels ils se rapportent. Les sociétés documentent et testent, lors de la conclusion de la couverture et par la suite, le caractère efficace des instruments financiers dérivés exploités à des fins de couverture d'une exposition provenant du risque de variation future d'un ou plusieurs flux de trésorerie affectant le résultat consolidé.

The Group issued a convertible loan with an amount of KCHF 3 500 in 2017 with a maturity in 2022. The entire contract is an equity instrument as that contract will be settled in delivering a fixed number of its own equity instruments. Based on the contract, Airesis has the ability to convert the entire instrument (both principal and interest) into a fixed number of its own shares. The Group has the ability to avoid making a cash payment or settling the instrument in a variable number of its own shares. No accrued interest has been booked in the Group's financial statements as the interest will be paid at maturity or at an earlier conversion date in Airesis shares at a fixed conversion price and therefore also meets the definition of equity.

- Derivative financial liabilities:

If a derivative financial instrument's fair value is negative, it is recognized as liability in the balance sheet as "Derivative financial liabilities". The subsequent measurement is as described in note 2.6.3 for derivative financial assets, respectively hedging as described in 2.6.6.

2.6.5 Fair value hierarchy for financial assets and liabilities

Assets and liabilities measured at fair value are ranked according to three categories:

- *Level 1: Financial instruments are negotiated on active markets with quoted prices. The quoted price on an active market represents the fair value of financial instruments quoted on the closing date. A market is considered active if the quoted prices are easily and regularly available.*
- *Level 2: The valuation of fair value for non-quoted financial assets and liabilities on an active market is determined by market observables. This valuation technique is based on observable prices in transactions involving similar assets when they are available or, failing this, on one company's own estimates. The evaluation of forward transactions is included in this level.*
- *Level 3: Information on assets and liabilities that is not based on observable market inputs. In this case, the assessment of fair value is undertaken without observing the market.*

2.6.6 Derivative financial instruments

- Hedge accounting

Some derivative financial instruments are designated and documented as hedging instruments to cover highly probable forecasted transactions (cash flow hedge).

- Cash flow hedging

Qualifying derivative financial instruments, which include forward contracts as well as options, are used to hedge forecasted and expected cash flows. Derivative financial instruments designated to hedge cash flows and which fulfill the criteria qualifying them as such while being effective, are initially recorded then re-evaluated on the balance sheet at their fair value through other comprehensive income. Gains or losses resulting from the ineffective part are immediately recognized on the income statement. At the start of the transaction, the companies document the existing relationship between the hedging instruments and hedged items as well as the risk management objectives for the hedging positions taken. Within the scope of this process, all derivative instruments characterized as hedge instruments are associated to the assets, liabilities or cash flow to which they relate. At the completion, and subsequently, of the hedge, companies document and test the effective nature of derivative financial instruments used to compensate for the risk of variations of future cashflows which could impact the income statement.

- Dérivés non désignés

Lorsque les instruments financiers utilisés ne respectent pas les conditions de documentation décrites par IFRS 9, ils ne sont, par conséquent, pas qualifiés comme opérations de couverture. Les gains et pertes sur ces instruments sont comptabilisés directement dans le compte de résultat (note 2.6.3).

2.6.7 Participations dans des sociétés associées

Les sociétés sur lesquelles Airesis a le pouvoir d'exercer une influence notable, sans toutefois en exercer le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence. Les actifs nets et les résultats sont ajustés pour être conformes aux principes comptables d'Airesis. La valeur comptable du goodwill qui résulte de l'acquisition de sociétés associées est comprise dans la valeur comptable des investissements consentis dans les sociétés associées.

2.6.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés, ainsi que des pertes de valeurs cumulées, le cas échéant. Lorsqu'une immobilisation corporelle est vendue ou cédée, sa valeur d'acquisition, ainsi que l'amortissement cumulé sont sortis des comptes et le gain ou la perte sur la cession est enregistré dans le compte de résultat.

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat et de tous les frais directs engagés pour mettre l'immobilisation en état de marche en vue de l'utilisation prévue.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées d'utilité estimées suivantes :

Bâtiments / Buildings	30 ans / 30 years
Mobilier / Furniture	7 à 10 ans / 7 to 10 years
Agencement / Fixtures	3 à 5 ans / 3 to 5 years
Matériel informatique / IT equipment	3 à 4 ans / 3 to 4 years
Véhicules / Vehicles	3 à 5 ans / 3 to 5 years

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour ajustement de valeur lorsque des éléments ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif est inclus dans le compte de résultat l'année de décomptabilisation de l'actif.

Lorsqu'un actif qualifié est construit sur la période, les frais de financement sont intégrés dans le prix de revient de l'actif concerné. Dans les cas contraires les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice.

2.6.9 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan pour leur prix d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Leur durée d'utilité est appréciée comme étant finie ou indéterminée, et s'établit comme suit pour chaque catégorie :

Marques / Brands	Durée de vie/ Useful life
Portefeuilles clients / Customer portfolios	10 ans / 10 years
Autres immobilisations incorporelles / Other intangible assets	3 à 5 ans / 3 to 5 years

- Non-designated derivatives

When derivative financial instruments used do not meet the documentation requirements described in IFRS 9, they are consequently not qualified as hedges. Gains and losses on these instruments are recognized directly through the income statement (note 2.6.3).

2.6.7 Investments in associates

Entities over which Airesis has the power to exercise significant influence, but does not control, are accounted for using the equity method. The net assets and results are adjusted to conform to Airesis' accounting policies. The carrying amount of goodwill resulting from the acquisition of associates is included in the carrying value of investments in associates.

2.6.8 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment appear on the balance sheet at their purchase price less any accumulated depreciation as well as any impairment loss. When a fixed asset is sold or divested, its purchase value as well as the accumulated depreciation is removed from the accounts, and any gains or losses on the disposal is recorded on the income statement.

The cost of an asset comprises its purchase price and all direct costs incurred to bring the asset into working condition for its intended use.

Property, plant and equipment are depreciated using the straight-line method based on the following estimated useful life:

Bâtiments / Buildings	30 ans / 30 years
Mobilier / Furniture	7 à 10 ans / 7 to 10 years
Agencement / Fixtures	3 à 5 ans / 3 to 5 years
Matériel informatique / IT equipment	3 à 4 ans / 3 to 4 years
Véhicules / Vehicles	3 à 5 ans / 3 to 5 years

Book value for property, plant and equipment is reviewed for impairment when elements or changes in circumstances indicate the book value may not be recoverable.

A fixed asset is derecognized when it is removed or when no future economic benefit is expected from its use or its removal. Any gains or losses resulting from derecognizing an asset are included on the income statement in the year the asset was derecognized.

If a qualifying asset is recognized in the period, financing costs are included in the asset's acquisition cost. If this is not the case, borrowing costs are recorded as expenses in the accounting period.

2.6.9 Intangible assets

The internally generated intangible assets are not capitalized and expenses are recognized in the income year in which they are incurred.

Acquired intangible assets are reported at their acquisition price, and intangible assets acquired during a business combination are accounted for at their fair value on the acquisition date.

Intangible assets have either an estimated life or an indefinite life as written below:

L'actif incorporel reconnu lors de l'acquisition du groupe Le Coq Sportif et dont la durée de vie est indéterminée, a été spécifiquement identifié, il s'agit de la marque « Le Coq Sportif ». La durée de vie des marques est déterminée individuellement. La durée de vie indéterminée n'est pas une règle générale et chaque marque est étudiée au cas par cas.

La marque Le Coq Sportif est soumise annuellement à un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Les tests de dépréciation des marques sont menés de manière groupée au sein de leurs Unités Génératrice de Trésorerie (UGT) respective. Dans cette optique, le calcul se base sur une conversion de tous les revenus en équivalent-licences par l'application du taux moyen appliqué par la société à ses licenciés sur une période de 5 ans. Ces équivalent-licences sont ensuite actualisés à des taux tenant compte des risques ainsi que de leur évolution. Le cas échéant, des offres d'achat de marques de la part de tiers sont prises en considération, pouvant aboutir à une réduction de la valeur.

Les fonds de commerce sont amortis sur la durée contractuelle du droit au bail. Toutefois les fonds de commerce transférables sans réserve et sans limite de temps par l'entité sont comptabilisés au coût historique. Les fonds de commerce avec une durée de vie indéterminée sont soumis annuellement à un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Les portefeuilles clients et autres intangibles sont amortis sur leurs durées d'utilités.

Les actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition du groupe Movement ont été spécifiquement identifié ; il s'agit de la marque « Movement » et du Goodwill. La marque est amortie linéairement sur 20 ans et le Goodwill est soumis annuellement à un test d'impairment tel que détaillé dans la note 2.6.10.

2.6.10 Pertes de valeur d'actifs (« Impairments »)

La valeur au bilan des immobilisations corporelles et incorporelles est revue dès qu'un nouvel événement survient ou qu'un changement de circonstances indique une perte de valeur potentielle sur l'un de ces actifs. Lorsque la valeur d'un actif excède sa valeur recouvrable, une réduction de valeur est constatée dans le compte de résultat. La valeur recouvrable correspond au plus élevé entre la juste valeur, nette des frais de vente, et sa valeur d'usage. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu dans le cas d'une transaction entre parties tierces alors que la valeur d'usage correspond à la valeur actualisée des cash-flows futurs estimés en cas d'utilisation continue du bien et d'une cession en fin de vie. Le montant récupérable est estimé pour chaque actif pris individuellement. Le management surveille des indicateurs clés de performance afin de détecter des pertes de valeur d'actifs potentielles. Les indicateurs principaux retenus sont les taux moyens de revenus de licences dans le cadre des marques et la rentabilité des points de vente dans le cadre des fonds de commerce.

2.6.11 Provisions

Les provisions sont constatées lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour pertes opérationnelles futures ne sont pas constatées. Lorsqu'il y a un nombre similaire d'obligations, la probabilité qu'un versement soit nécessaire pour les régler est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est reconnue même si la probabilité de versement pour un cas isolé dans la même catégorie d'obligation est faible.

The brand acquired through a business combination and whose useful life is indefinite has been specifically identified: Le Coq Sportif. The brand's useful life is determined individually. The indefinite useful life is not a common policy and each brand is considered separately.

The brand Le Coq Sportif is tested annually for impairment to verify its valuation. Brands' impairment tests are conducted within their respective cash-generating units (CGU). In this context, the calculation is based on a conversion of all income into license equivalent by applying the average rate applied by the company to its licensees over a period of 5 years. These license equivalents are then discounted at rates that take into consideration risks and their evolution. When appropriate, bids for brands from third parties are taken into consideration, and may lead to a reduction in value.

Key money is amortized for the contractual duration of the lease period. However key money, transferable without reserves and without a time limit by the entity, is recorded at historical cost. Key money with an indefinite life is subject to an annual impairment test in order to verify its value. Customers portfolios and other intangibles are amortized over their useful life.

Intangible assets recognized on acquisition of Movement group have been specifically identified; it is the brand name "Movement" and Goodwill. The brand is amortized using the straight-line method over 20 years and Goodwill is tested annually for impairment as detailed in note 2.6.10.

2.6.10 Impairments

The value of property, plant and equipment and intangible assets on the balance sheet is reviewed in the event of a new occurrence or a change in circumstances, which may indicate the potential loss in value of one of these assets. When the value of an asset exceeds its recoverable value, a decrease in value is noted on the income statement. The recoverable value refers to the highest figure between fair value less cost of disposal and its value in use. The net selling price is the amount that can be obtained in the event of a third party transaction while value in use is the present value of estimated future cash flows in the context of continuous use of the asset and a sale at the end of its life. The recoverable amount is estimated for each individual asset. The management monitors key performance indicators to detect potential impairments of assets. The main indicators used are the average rates of license revenue in the context of brands and the profitability of retail outlets in the framework of key money.

2.6.11 Provisions

Provisions are recognized when there is a present legal or constructive obligation as a result of past events; it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation; and the amount can be reliably estimated. Where there are a number of similar obligations, the likelihood that an outflow will be required in settlement is determined by considering the class of obligations as a whole. A provision is recognized even if the likelihood of an outflow with respect to any one item included in the same class of obligations may be small.

2.6.12 Contrats de location

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simples. Les paiements au titre des contrats de location simples sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance.

2.6.13 Reconnaissance des revenus

Revenus provenant de contrats conclus avec des clients

Les revenus sont constatés lorsque le contrôle a été transféré à l'acquéreur :

Les ventes de biens sont comptabilisées lorsque le contrôle des produits a été transféré, c'est-à-dire lorsque les produits sont livrés à l'acheteur, que l'acheteur a toute latitude quant au canal et au prix de vente des produits et qu'il n'existe aucune obligation non remplie qui pourrait affecter l'acceptation des produits par l'acheteur.

Les retours et autres considérations variables font l'objet d'une évaluation régulière. Les revenus de licences sont délimités sur la période en appliquant le taux de licence contractuel. Les revenus de licences sont facturés lorsque la transaction d'achat sous-jacente est jugée comme réalisées.

Le groupe ne s'attend pas à avoir de contrats dont la période entre le transfert des biens ou services au client et le paiement par ce dernier dépasse un an. En conséquence, le groupe n'ajuste aucun des prix de transaction en fonction de la valeur temporelle de l'argent.

Autres revenus

Les intérêts sont reconnus prorata temporis. Les dividendes sont reconnus lorsque le droit au dividende de l'actionnaire est établi.

2.6.14 Impôts

Les impôts inscrits au compte de résultat comprennent les impôts courants, les impôts différés, l'impôt à la source non récupérable et les ajustements d'impôts des exercices précédents. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés dans le compte de résultat à moins qu'ils ne résultent d'opérations directement enregistrées dans l'état du résultat global ou des fonds propres. Dans ce cas, ils sont également enregistrés dans l'état du résultat global. L'engagement relatif aux impôts sur le résultat est enregistré dans la même période que les produits et charges y afférents.

Les impôts différés sont les impôts attribuables aux différences temporaires générées lorsqu'une autorité fiscale reconnaît et évalue des actifs et passifs avec des règles différentes de celles retenues pour l'établissement des comptes consolidés. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable (comprehensive liability method) aux taux d'imposition adoptés ou prévus au moment où la différence temporaire est résorbée, à l'exception des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, coentreprises et sociétés associées, pour lesquelles des entités du périmètre de consolidation sont en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et s'il est probable que la différence ne s'inversera pas dans un avenir proche.

Les différences temporaires et les pertes fiscales reportées qui pourraient être compensées avec des bénéfices futurs, générant des impôts différés actifs et passifs sont compensées afin de déterminer le montant net d'impôt différé actif ou passif. Les impôts différés actifs sont constatés pour autant qu'il soit probable qu'ils pourront être compensés par des profits futurs.

2.6.12 Leases

Lease agreements in which the lessor retains almost all of the risks and benefits inherent to the ownership of the asset are classified as operating lease agreements. Payments under operating lease agreements are accounted for through the income statement as an expense on a straight-line basis until maturity.

2.6.13 Revenue recognition

Revenue from customer contracts

Sales are recognised when control has transferred to the buyer:

Sales of goods are recognised when control of the products has transferred, being when the products are delivered to the buyer, the buyer has full discretion over the channel and price to sell the products, and there is no unfulfilled obligation that could affect the buyer's acceptance of the products.

Returns and other variable considerations are regularly assessed. License revenue is limited to the period by applying the contractual license rate. Licensing revenues are billed when the underlying purchase transaction is considered as realized.

The Group does not expect to have contracts with a period between the transfer of goods or services to the customer and payment by the customer exceeding one year. As a result, the group does not adjust any of the transaction prices based on the time value of money.

Other income

Interest is recognised pro rata temporis. Dividends are recognized when the shareholder's right to a dividend is established.

2.6.14 Taxes

Taxes reported on the consolidated income statement include current and deferred taxes, non-reimbursable withholding taxes and tax adjustments relating to prior years. Income tax is recognized on the income statement unless it results from operations directly recorded in other comprehensive income or in equity. In this case, it is also recognized in other comprehensive income. Income taxes are accrued in the same period as the revenue and expenses to which they pertain.

Deferred taxes are the taxes attributable to the temporary differences generated when a tax authority recognizes and measures assets and liabilities applying different rules from those used to create the consolidated accounts. Deferred taxes are calculated using the comprehensive liability method at the tax rates adopted or anticipated at the moment when the temporary difference is absorbed. The exception to this are the temporary differences related to investments in subsidiaries, joint-ventures and affiliates for which the consolidated companies are in a position to control the date when the temporary difference will be reversed and if it is probable that the difference will not be reversed in the foreseeable future.

Temporary differences and tax losses carried forward that could be offset against future profits, generating deferred tax assets and liabilities, are compensated in order to determine the net deferred tax asset or liability amount. Net deferred tax assets are recognized only to the extent that it is probable that they can be offset by future profit.

Les impôts différés ne sont pas constatés pour les impôts à la source et autres impôts qui seraient dus sur la distribution des réserves ouvertes de certaines filiales. Ces montants sont soit réinvestis de manière permanente soit ils ne génèrent pas d'imposition grâce à des exonérations ou à l'application de conventions de double imposition.

2.6.15 Engagements de prévoyance et autres avantages à long terme

Les employés du périmètre de consolidation sont essentiellement regroupés dans les entités françaises du groupe Le Coq Sportif et suisses du groupe Movement. L'engagement est calculé en utilisant la méthode des « projected unit credit ». L'obligation n'est pas financée et figure au passif du bilan consolidé. Les prestations acquises durant la période et les intérêts sont enregistrés en totalité au compte de résultat.

Le calcul des engagements de prévoyance découlant des plans à primauté de prestations est effectué par des spécialistes indépendants de la prévoyance. Cette procédure d'évaluation prend non seulement en compte les rentes en cours et les engagements de rentes futures connus le jour de référence, mais également les futures augmentations de salaires et de rentes. Pour la prise en compte de la mortalité, des tables de mortalité par génération sont utilisées. Celles-ci se basent sur les dernières études de mortalité disponibles auprès de la majorité des caisses de pension de droit privé et tiennent compte de l'évolution future de la mortalité. Le taux d'actualisation utilisé ou le taux d'intérêt de projection des avoirs de vieillesse se base sur les rendements obtenus sur le marché à la date de clôture du bilan pour des obligations d'entreprise de premier ordre et à taux fixe.

Les pertes et gains actuariels générés sur la période sont comptabilisés au sein des fonds propres en tant qu'autres éléments du résultat global sans effet sur le résultat et le coût des services passés directement dans le compte de résultat en tant que charges de personnel.

En règle générale, le financement de l'ensemble des plans repose sur le principe des cotisations paritaires entre employés et employeur. En ce qui concerne les institutions de prévoyance à primauté de cotisations, la charge de prévoyance des autres employés du groupe est comptabilisée selon le principe des plans en primauté des cotisations. Les contributions payées ou dues sont enregistrées au compte de résultat de la période.

Les autres avantages à long terme comprennent les rémunérations différées régies par les normes légales des pays dans lesquels les sociétés sont implantées. Les coûts de ces avantages sont calculés selon la méthode de la comptabilité des engagements et figurent dans les charges de personnel. Les engagements correspondants sont comptabilisés dans les autres passifs non courants.

2.6.16 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le coût des transactions dont le paiement est fondé sur la remise d'instruments de capitaux propres est évalué à sa juste valeur à la date à laquelle ces rétributions sont attribuées.

Le coût des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ou des instruments de capitaux propres ainsi que l'augmentation des fonds propres correspondante sont comptabilisés sur la période durant laquelle la performance ou/et le service a été réalisé, et prennent fin quand le bénéficiaire peut prétendre pleinement à sa rétribution, c'est-à-dire à la date d'échéance (vesting date). Le débit ou le crédit du compte de résultat pour une période représente l'évolution de la charge constatée entre le début et la fin de ladite période.

Deferred income tax liabilities have not been recognized for withholding tax and other taxes that would be payable on the unremitted earnings of certain subsidiaries. These amounts are either permanently reinvested or do not generate any taxes due to the application of exemptions or double taxation treaties.

2.6.15 Pensions and other long-term post-employment benefits

Employees in the scope of consolidation are mostly salaried by the French entities of the group Le Coq Sportif and by the Swiss entities of Movement group. The obligation is calculated using the "projected unit credit" method. The obligation is not funded and is recognized as liabilities on the consolidated balance sheet. Both the benefits acquired during the period and the interests are recorded in their entirety on the income statement.

The defined benefit obligation is calculated annually by independent pension experts. This accrued benefit method prorated on service recognizes not only the known benefits and benefits accrued at the reporting date, but also expected future salary and pension increases. Generation tables are used in order to reflect mortality rates. These are based on the latest mortality data from pension funds, and take account of future changes in mortality over time. The discount factor applied, or as the case may be, the projected interest rate for retirement assets, is based on the market yields on high quality corporate bonds on the reporting date.

Actuarial gains and losses are recognized in other comprehensive income as part of equity in the period in which they occur. Past service costs are recognized directly in the income statement as employee costs.

In general, plans are paid based on the principle of joint contributions between employees and employer. Pension expenses for other group employees are recognized according to the principle of the defined contribution plan. Contributions paid or owed are included on the income statement for the period.

Other long-term benefits include deferred remuneration as stipulated by the legal standards in the countries in which the companies are operative. The costs of these benefits are calculated using the accrual accounting method and appear in the personnel expenses of the companies concerned. The corresponding obligations are recognized in the other non-current liabilities.

2.6.16 Share-based or equity-settled payment transactions

Share-based payments are accounted for at fair value, calculated at the grant date of such instruments.

The cost of share or equity-based transactions, as well as any corresponding increases in equity, is recorded in the period in which the performance and/or the service was realized, and ends when the beneficiary claims full compensation (vesting date). The debit or credit on the income statement for the period represents the change in the expense recorded between the start and the end of the aforementioned period.

Les engagements résultant de rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions qui sont réglées en trésorerie sont comptabilisés au compte de résultat durant la période de blocage. Ils sont valorisés à leur juste valeur à chaque date de clôture du bilan et calculés selon des modèles d'évaluation généralement admis. Le coût des rémunérations en actions réglées en trésorerie est ajusté en fonction des annulations résultant du fait que les bénéficiaires ne satisfont plus aux conditions du plan.

Lorsque les termes d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions ou des instruments de capitaux propres sont modifiés, la charge minimum comptabilisée est celle qui en découlerait si les termes n'avaient pas été modifiés. La charge supplémentaire est comptabilisée pour n'importe quelle modification qui augmenterait la juste valeur totale de l'arrangement financier dont le paiement est fondé sur des actions, ou qui, dans le cas contraire, bénéficierait à l'employé selon l'évaluation qui est faite à la date de modification.

Aucune charge n'est comptabilisée en tant que rétribution si elle n'est pas acquise en finalité ; exception est faite pour des rétributions où l'acquisition est dépendante des conditions de marché. Ces dernières sont considérées comme acquises, indépendamment du fait que les conditions de marché sont satisfaites ou non, à condition que toutes les autres conditions de performance soient satisfaites.

Lorsqu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions est annulée, elle est traitée comme si elle arrivait à échéance à la date d'annulation, et toutes les charges non comptabilisées pour la transaction sont alors comptabilisées immédiatement. Cependant, si une nouvelle attribution est substituée à la première, et désignée comme telle au moment où elle est octroyée, l'ancienne et la nouvelle rétribution sont traitées comme si elles étaient une modification de la rétribution originale, comme décrit dans le paragraphe précédent.

L'effet dilutif des options ouvertes est pris en compte dans le calcul du résultat par action dans la mesure où il en résulte une dégradation du résultat par action.

Liabilities arising from cash-settled share-based payment transactions are recognised in the income statement over the vesting period. They are fair valued at each reporting date and measured using generally accepted pricing models. The cost of cash-settled share-based payment transactions is adjusted for the forfeitures of the participants' rights that no longer satisfy the plan conditions.

If the terms of a share or equity-based payment transaction are modified, the minimum expense recorded is the amount which would have resulted if the terms had not been changed. An additional expense is posted for any change that would increase the total fair value of the share-based financial arrangement, or which would otherwise benefit the employee based on the assessment made on the date of the change.

Remuneration not ultimately vested is not recognized as an expense unless compensation is conditional on market conditions. In the latter case, this is treated as vested whether or not market conditions are met, provided that all of the other performance requirements are met.

When a share-based transaction is cancelled, it is treated as if it matured on the cancellation date and all of the expenses not posted for the transaction are then accounted for immediately. However, if a new allocation replaces the first one and is designated as such when it is granted, both old and new payments are treated as if they were modifications of the original compensation package, as described above.

The dilutive effect of outstanding options is taken into account when calculating earnings per share to the extent that this results in a deterioration of earnings per share.

2.6.17 Actions propres

Les actions propres figurent en déduction des fonds propres pour leur valeur d'acquisition. Les gains et pertes réalisés lors de la vente d'actions propres sont imputés dans les fonds propres.

2.6.17 Treasury shares

Treasury shares are reported as a deduction from equity at their acquisition value. Gains and losses realized on the sale of treasury shares are recognized in equity.

2.6.18 Garanties financières

Les contrats de garanties financières émis par des entités du périmètre de consolidation sont des contrats qui impliquent un paiement à effectuer pour rembourser le créancier d'une perte qu'il encourt en raison d'un débiteur qui omet de faire un paiement à l'échéance, conformément aux termes du contrat. Les contrats de garanties financières sont initialement comptabilisés comme passifs à la juste valeur, ajustés des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission de la garantie. Par la suite, le passif est évalué à la plus élevée de la meilleure estimation de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture et le montant comptabilisé diminué des amortissements cumulés.

2.6.18 Financial guarantees

Financial guarantee contracts issued by the entities of the consolidation perimeter are those contracts that require a payment to be made to reimburse the holder for a loss it incurs because the specified debtor fails to make a payment when due in accordance with the terms of a debt instrument. Financial guarantee contracts are recognized initially as a liability at fair value, adjusted for transaction costs that are directly attributable to the issuance of the guarantee. Subsequently, the liability is measured at the higher of the best estimate of the expenditure required to settle the present obligation at the reporting date and the amount recognized less cumulative amortization.

2.6.19 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires d'Airesis par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant la période (déduction faite des actions propres).

En ce qui concerne le calcul du résultat dilué par action, le résultat net de l'exercice est ajusté afin de tenir compte de l'effet dilutif résultant d'instruments de capitaux propres émis (voir notes 13, 18 et 28).

Le résultat attribuable aux actionnaires de la société-mère est utilisé pour le calcul du résultat par action.

2.7 Secteurs opérationnels

Les activités opérationnelles des entités du périmètre de consolidation sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et des services rendus, chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Les participations, et Le Coq Sportif en particulier, sont suivies séparément. Le directeur général (CEO) est en charge de la mise en place des objectifs stratégiques et opérationnels décidés par le Conseil d'administration. Il passe en revue régulièrement le reporting interne pour le suivi des performances et décide de l'allocation des ressources dans les entités du périmètre de consolidation en fonction des nouveaux projets.

2.8 Estimations et jugements significatifs

Les estimations importantes concernant le futur ou les autres estimations importantes à la date de clôture des comptes consolidés qui peuvent avoir un risque significatif de générer des ajustements sur les montants portés à l'actif ou au passif concernent principalement les actifs incorporels ainsi que le risque de liquidité.

Lors de l'application des directives comptables appliquées par les entités du périmètre de consolidation, le management a effectué les jugements suivants qui ont eu un effet significatif sur l'établissement des états financiers consolidés.

2.8.1 Ajustements de valeur sur les marques

Le groupe Airesis se prononce au moins une fois par année sur le besoin d'ajuster la valeur des marques. Dans cette optique, une estimation de la valeur de marché est effectuée sur la base des flux de trésorerie futurs de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le montant reporté au 31 décembre 2018 est de KCHF 20 744 (2017 : KCHF 21 539) pour Le Coq Sportif et KCHF 3 528 pour Movement (2017 : KCHF 3 743). Des détails sont donnés à la note 9.

2.8.2 Ajustements de valeur sur les fonds de commerce

Le groupe Airesis se prononce au moins une fois par année sur le besoin d'ajuster la valeur des fonds de commerce dont la durée de vie est indéterminée. Dans cette optique, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée sur la base des flux de trésorerie futurs par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ainsi que des informations de marché le cas échéant. Le montant reporté au 31 décembre 2018 se monte à KCHF 3 630 (2017 : KCHF 3 769). Des détails sont donnés à la note 9.

2.6.19 Earnings per share

Earnings per share are calculated by dividing the net result of the fiscal year attributable to Airesis' shareholders by the weighted average number of outstanding shares during the period (less treasury shares).

Regarding the calculation of diluted earnings per share, the net result for the year is adjusted to reflect the dilutive effect resulting from equity instruments issued (see Notes 13, 18 and 28).

Earnings attributable to the parent company shareholders are used to calculate earnings per share.

2.7 Operating segments

Operational activities of the entities of the scope of consolidation are organized and managed separately according to the nature of the products and services rendered, with each operating segment representing an area of strategic activity including different products and different markets. Investments in associates, and Le Coq Sportif in particular, are monitored separately. The CEO is the chief operating decision maker and is responsible for putting in place the strategic and operational objectives decided by the Board of Directors. He regularly reviews internal reports for a performance review and determines the allocation of resources in the consolidated companies based on new projects.

2.8 Critical estimates and assumptions

Important assumptions concerning the future and any other important considerations at the closing date of the consolidated financial statements that could carry a significant risk to the value of assets or liabilities mainly concern intangible assets as well as the risk of liquidity.

When applying the accounting guidelines used by the consolidated companies, management made the following decisions that had a significant effect on the preparation of the consolidated financial statements.

2.8.1 Brand impairment

At least once a year Airesis group determines potential impairment losses for the brands. For this purpose, the market value is calculated based on the expected future cash flows of the Cash Generating Units (CGU). The book value of the brands reported on December 31st, 2018 is KCHF 20 744 (2017: KCHF 21 539) for Le Coq Sportif and KCHF 3 528 for Movement (2017: KCHF 3 743). Further details are provided in note 9.

2.8.2 Key money impairment

At least once a year Airesis group determines potential impairment losses on key money with an indefinite useful life. For this purpose, the value in use is calculated based on the expected future cash flows by Cash Generating Units (CGU) and, if appropriate, market information. The book value of key money with an indefinite useful life reported on December 31st, 2018 is KCHF 3 630 (2017: KCHF 3 743). Further details are provided in note 9.

2.8.3 Pertes fiscales reportables activées

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que le bénéfice imposable futur permettra de compenser les différences temporaires ou permettra d'utiliser les pertes fiscales reportées. Un impôt différé actif sur les pertes reportées de KCHF 13 931 a été reconnu au 31 décembre 2018 (2017 : KCHF 13 836). Des détails sont donnés à la note 19.

Les prévisions de bénéfices imposables et les consommations de reports déficitaires en résultant ont été élaborées à partir des projections du résultat telles que préparées dans le cadre du budget, ainsi qu'à partir de projections complémentaires lorsque nécessaire. Si les estimations sont trop faibles, l'impôt différé actif est reconnu au même niveau que l'impôt différé passif reconnu sur la marque.

2.8.4 Provisions

Les provisions ont été effectuées selon les meilleures évaluations du management des entités concernées au moment de l'établissement des comptes. Les dépenses provisionnées attendues dans les 12 mois à venir ont été considérées dans les fonds étrangers courants.

2.8.5 Paiements fondés sur des actions ou des instruments de capitaux propres

Plusieurs entités du périmètre de consolidation ont mis en place des plans de rémunération de leurs employés sous forme d'actions. Du fait que ces sociétés ne sont pas cotées, les estimations de juste valeur ne se basent pas sur des prix cotés mais sur des méthodes de calculs propres aux plans en question.

2.8.6 Goodwill

Le Goodwill survient lors d'acquisition et correspondant à l'excédent de la contrepartie transférée pour acquérir une entreprise à sa juste valeur. Cette dernière est définie par les actifs nets identifiables acquis. Il est attribué aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont généralement représentés dans les segments reportés. Le Goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation sur la base des flux de trésorerie futurs de l'UGT et les éventuelles charges sont présentées dans le compte de résultat sous "Amortissements et ajustements de valeur". Des détails sont donnés à la note 9.

2.8.7 Continuité d'exploitation

Le Coq Sportif, principale participation d'Airesis, présente une activité rentable pour la seconde année consécutive. Une augmentation de 9.5% des revenus du groupe par rapport à 2017 ainsi que l'amélioration attendue de la rentabilité du Coq Sportif sont également des éléments favorables dans les discussions avec les partenaires bancaires. De plus, l'arrivée d'un nouvel investisseur dans l'actionnariat du Coq Sportif, amenant un financement de MEUR 10 dès 2019, permettra à la marque de poursuivre son développement. Pour de plus amples informations, nous renvoyons le lecteur à la note 36.

Au vu de ce qui précède, Le Conseil d'Administration estime que le Groupe sera en mesure de répondre à ses obligations pour une période de 12 mois. Par conséquent, les états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation.

2.8.3 Capitalised tax loss carry forwards

Net deferred tax assets are recognized only to the extent that it is probable that future taxable income will be available to offset the temporary differences or that tax losses carried forward can be utilized. A deferred tax asset on retained losses of KCHF 13 931 was recognized on December 31st, 2018 (2017: KCHF 13 836). Further details are provided in note 19.

Taxable profit forecasts and the related use of tax losses carried forward have been prepared in line with forecasted results compiled in the budgeting process, supplemented with additional projections when deemed necessary. If these estimations are too low, deferred tax assets are recognized to the amount of deferred tax liabilities generated on brands.

2.8.4 Provisions

Provisions are based on the best possible evaluation of the relevant entities as determined by management at the time of the financial statements are established. Provisioned expenses which are expected in the forthcoming 12-month period have been included under current liabilities.

2.8.5 Share-based or equity-settled payment transactions

Several entities of the scope of consolidation have set up share-based compensation plans for their employees. Due to the fact that these companies are not publicly listed, fair value estimations cannot be based on quoted prices but rather calculation methods predefined by the plans themselves.

2.8.6 Goodwill

Goodwill arises in a business combination and is the excess of consideration transferred to acquire a business over the underlying fair value of the net identified assets acquired. It is allocated to groups of cash generating units (CGUs) which are usually represented by the reported segments. Goodwill is tested for impairment annually based on the expected future cash flows by the CGU and any impairment charges are recorded under "Depreciation, amortization and impairment" in the income statement. Further details are provided in note 9.

2.8.7 Going concern

Le Coq Sportif, Airesis' main participation, is profitable for the second year in a row. A 9.5% increase in the group's revenues and the expected profitability improvement of Le Coq Sportif are also favourable elements in discussions with banking partners. Furthermore, the arrival of a new investor in the Coq Sportif's shareholding, bringing financing of MEUR 10 from 2019, will allow the brand to continue its development. For further information, please refer to note 36.

In view of the above, the Board of Directors believes that the Group will be able to meet its obligations for a period of 12 months. Accordingly, the financial statements have been prepared on a going concern basis.

3 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Liquidités	4 135	5 434	Cash
Équivalents de liquidités	150	444	Cash equivalents
Liquidités et équivalents	4 285	5 878	Cash and cash equivalents

Les intérêts perçus sur les liquidités et équivalents sont variables et calculés sur une base quotidienne. La juste valeur des liquidités et équivalents se monte à KCHF 5 878 (2017 : KCHF 4 285).

Dans l'optique du tableau de flux de trésorerie, la rubrique liquidités et équivalents inclut :

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Liquidités et équivalents		4 285	5 878	Cash and cash equivalents
Dépassements bancaires en comptes courants	11	-622	-548	Bank overdrafts on current accounts
Liquidités et équivalents selon le tableau de flux de trésorerie		3 663	5 330	Cash and cash equivalents according to the cash flow statement

Interest received on cash and cash equivalents varies and is calculated on a daily basis. The fair value of cash and cash equivalents amounts to KCHF 5 878 (2017: KCHF 4 285).

Cash and equivalents on the cash flow statement include:

4 DÉBITEURS

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Débiteurs clients	35 964	42 108	Trade accounts receivables
Provisions pour pertes de valeur sur créances	-4 009	-4 834	Allowances for doubtful receivables
Débiteurs (net)	31 955	37 274	Trade receivables (net)

Les conditions générales de paiement se situent entre 30 et 90 jours. Les provisions pour pertes de valeur sur créances correspondent à la nécessité économique de provisionner certains débiteurs. Nous renvoyons également le lecteur à la note 35 présentant les actifs mis en gage.

Le tableau ci-après résume les mouvements liés aux provisions pour pertes de valeur sur créances :

General payment terms range from 30 to 90 days. Allowances for doubtful receivables correspond to the economic necessity to provision for certain receivables. We refer the reader to note 35 which lists pledged assets.

The following table summarizes the movements in the allowances for doubtful receivables:

En milliers de CHF	Total	In thousands of CHF
Au 1 janvier 2017	-3 724	At 1 January 2017
Attributions	-1 612	Allowance for the year
Dissolutions	1 076	Unused amounts reversed
Utilisations	579	Receivables written off during the year as uncollectible
Différences de change	-328	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	-4 009	At 31 December 2017
Attributions	-1 048	Allowance for the year
Utilisations	49	Receivables written off during the year as uncollectible
Différences de change	174	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018	-4 834	At 31 December 2018

Le tableau ci-après détaille l'ancienneté contractuelle des créances et le montant des provisions pour pertes de valeur respectives :

The table below details the age of the contractual claims and the respective amount of provisions for doubtful debts:

En milliers de CHF	2017		2018		In thousands of CHF
	Débiteurs clients Trade accounts receivables	Provisions pour pertes de valeur Provisions for doubtful receivables	Débiteurs clients Trade accounts receivables	Provisions pour pertes de valeur Provisions for doubtful receivables	
Pas échus	22 532	-	32 508	-	Not due
Echus					Past due
1 - 60 jours	4 542	-	2 289	-	1 - 60 days
61 - 120 jours	788	-27	1 833	-66	61 - 120 days
Plus que 120 jours	8 102	-3 982	5 478	-4 768	Over 120 days
Totaux	35 964	-4 009	42 108	-4 834	Total

5 AUTRES ACTIFS

5 OTHER ASSETS

5.1 Autres actifs courants

5.1 Other current assets

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
TVA	5 386	4 848	VAT
Instruments financiers	-	375	Financial instruments
Charges constatées d'avance	3 213	4 616	Prepaid expenses
Autres taxes payées d'avance	2 252	2 271	Other prepaid taxes
Autres	2 984	2 042	Others
Autres actifs courants	13 835	14 152	Other current assets

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 34.

Regarding fair value, please refer to note 34.

Les informations concernant les transactions avec parties liées figurent à la note 32 et celles concernant les actifs mis en gage à la note 35.

Information regarding transactions between related parties appears in note 32 and information concerning pledged assets appears in note 35.

5.2 Autres actifs non courants

5.2 Other non-current assets

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Dépôts de garantie	1 442	1 389	Guarantee deposits
Autres	382	250	Others
Autres actifs non courants	1 824	1 639	Other non-current assets

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 34.

With regards to fair value, we refer the reader to note 34.

6 STOCKS

6 INVENTORIES

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Stocks au prix de revient	30 983	33 691	Inventories carried at acquisition cost
Stocks à la valeur nette de réalisation	1 698	336	Inventories carried at net realizable value
Stocks	32 681	34 027	Inventories

Les stocks sont essentiellement constitués de produits finis. Ils sont évalués conformément aux principes d'évaluation établis.

Inventories mostly comprise finished goods. The group has evaluated these in accordance with established accounting policies.

Nous renvoyons également le lecteur à la note 35 présentant les actifs mis en gage.

We refer the reader to note 35 for further details on pledged assets.

7 PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

7 INVESTMENTS IN ASSOCIATES

En milliers de CHF	UMNYAMA NKUKHU SPORTWEAR (Pty) Ltd	Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd	Comunus SICAV - Entrepreneur	Total	In thousands of CHF
Au 1 janvier 2017	589	6	585	1 180	At 1 January 2017
Dividendes	-	-	-184	-184	Dividend
Ventes	-1 180	-	-	-1 180	Disposals
Quote-part dans les résultats	591	11	423	1 025	Share of results in associates
Écarts de conversion	-	1	-	1	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	-	18	824	842	At 31 December 2017
Dividendes	-	-	-425	-425	Dividend
Quote-part dans les résultats	-	1	138	139	Share of results in associates
Écarts de conversion	-	-2	-	-2	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018	-	17	537	554	At 31 December 2018

Le tableau suivant présente les états financiers des sociétés associées d'Airesis :

The following table shows the financial statements of Airesis associate entities:

En milliers de CHF	2017			2018			In thousands of CHF
	Comunus SICAV - Entrepreneur	Autres / Others	Total	Comunus SICAV - Entrepreneur	Autres / Others	Total	
Actifs	2 362	759	3 121	1 886	489	2 375	Assets
Fonds étrangers	302	698	1 000	542	563	1 105	Liabilities
Fonds propres	2 060	61	2 121	1 344	-74	1 270	Equity
Revenus	2 700	17 742	20 442	1 595	2 308	3 903	Turnover
Résultat net	1 057	1 075	2 132	344	-136	208	Net results

8 ACTIFS INCORPORELS

8 INTANGIBLE ASSETS

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Marque - Le Coq Sportif	9	21 539	20 744	Brand - Le Coq Sportif
Marque - Movement		3 743	3 528	Brand - Movement
Fonds de commerce	9	4 547	4 304	Key money
Goodwill	9	7 288	7 288	Goodwill
Autres actifs incorporels		318	153	Other intangible assets
Actifs incorporels		37 435	36 017	Intangible assets

Les actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition des participations ont été spécifiquement identifiés comme étant liés aux marques des groupes Movement et Le Coq Sportif. La marque Movement est amortie sur 20 ans, tandis que la marque Le Coq Sportif n'est pas amortie, mais fait chaque année l'objet d'un test de dépréciation afin d'en vérifier la valorisation. Le management est d'avis que la marque Le Coq Sportif a un potentiel dont la durée n'est pas définie dans le temps. L'objectif de cette acquisition est en effet la valorisation de la marque et non son utilisation sur une période déterminée.

La valeur de la marque Le Coq Sportif a été impactée par l'évolution du franc suisse vis-à-vis de l'Euro.

Nous renvoyons également le lecteur à la note 35 présentant les actifs mis en gage.

Les mouvements sur ces positions ont été les suivants :

Intangible assets recognized at the time these companies were acquired through business combination have been identified specifically as being associated with Movement group and Le Coq Sportif group brands. Movement brand is amortized over a 20-year period and the brand Le Coq Sportif is not amortized. Instead, Le Coq Sportif brand undergoes an annual impairment test to verify valuation. Management is of the opinion that this brand has a potential whose duration cannot be defined in terms of time. In fact, the purpose of this acquisition is to enhance the value of the brand and not to exploit it within a fixed period of time.

Brand valuation of Le Coq Sportif has been impacted by the evolution of the Euro compared to the Swiss franc.

We refer the reader to note 35 for details on pledged assets.

Movements on these positions were as follows:

En milliers de CHF	Note	Marques Brands	Fonds de commerce Key money	Droit de distribution Distribution rights	Goodwill Goodwill	Autres actifs incorporels Other intangibles	Total	In thousands of CHF
Valeur comptable brute								Cost
Au 1 janvier 2017		24 044	7 232	5 360	7 288	2 689	46 613	At 1 January 2017
Investissements		-	-	-	-	337	337	Investments
Cessions		-	-2 348	-5 552	-	-743	-8 643	Disposals
Différences de change		1 795	532	192	-	169	2 688	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		25 839	5 416	-	7 288	2 452	40 995	At 31 December 2017
Investissements		-	-	-	-	143	143	Investments
Cessions		-	-	-	-	-110	-110	Disposals
Différences de change		-796	-183	-	-	-70	-1 049	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018		25 043	5 233	-	7 288	2 415	39 979	At 31 December 2018
Amortissements cumulés								Accumulated amortization
Au 1 janvier 2017		341	1 211	4 595	-	2 248	8 395	At 1 January 2017
Amortissements	21	216	144	793	-	228	1 381	Amortization
Cessions		-	-575	-5 552	-	-490	-6 617	Disposals
Autres		-	-	-	-	-	-	Others
Différences de change		-	89	164	-	148	401	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		557	869	-	-	2 134	3 560	At 31 December 2017
Amortissements	21	214	79	-	-	268	561	Amortization
Différences de change		-	-19	-	-	-61	-80	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018		771	929	-	-	2 262	3 962	At 31 December 2018
Valeur comptable nette :								Net book value:
Au 1 janvier 2017		23 703	6 021	765	7 288	441	38 218	At 1 January 2017
Au 31 décembre 2017		25 282	4 547	-	7 288	318	37 435	At 31 December 2017
Au 31 décembre 2018		24 272	4 304	-	7 288	153	36 017	At 31 December 2018

9 TEST DE DÉPRÉCIATION DES ACTIFS INCORPORELS DONT LA DURÉE DE VIE EST INDÉTERMINÉE

9.1 Marques

9.1.1 Montants attribués

Au 31 décembre, la valeur comptable de la marque dont la durée de vie est indéterminée est la suivante :

En milliers de CHF	2017
Valeur de la marque Le Coq Sportif	21 539
Valeur de la marque	21 539

La valeur de la marque acquise, dont la durée de vie est indéterminée, est soumise à un test de dépréciation de valeur chaque année. Un ajustement de valeur est effectué lorsque la valeur recouvrable estimée de l'actif incorporel est inférieure à la valeur comptable nette. Airesis utilise une méthode qui se base sur la conversion des revenus en équivalent-licences par l'application du taux moyen appliqué par la société à ses licenciés pour déterminer la juste valeur de l'UGT.

9.1.2 Hypothèses principales utilisées dans les calculs du test de dépréciation

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Taux de conversion des revenus réalisés en direct en équivalent-licences : Les ventes réalisées à travers les propres réseaux des unités génératrices de trésorerie sont converties en équivalent-licences en utilisant le taux moyen appliqué par les sociétés à ses licenciés. Ces taux moyens varient de 8% à 12% pour le textile.
- Croissance des revenus : L'actualisation des revenus se fait sur une durée indéterminée. La base de référence utilisée est l'année en cours et une projection sur les années suivantes en utilisant un taux de croissance nul.
- Taux d'actualisation : Les taux d'actualisation représentent l'appréciation du management des risques liés à chaque unité. Ces taux sont actualisés en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux est de 11.8% (2017 : 11.8%) pour une marque bien établie comme « Le Coq Sportif ».
- Sensibilité au taux d'actualisation : Une augmentation du taux d'actualisation de 5% a été simulée soit 16.8% pour la marque Le Coq Sportif. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur.

9 IMPAIRMENT TEST FOR INTANGIBLE ASSETS WITH AN INDEFINITE USEFUL LIFE

9.1 Brands

9.1.1 Amounts assigned

As at December 31st the book value of the brand with an indefinite useful life is as follows:

In thousands of CHF	2018
Value of the brand Le Coq Sportif	20 744
Value of the brand	20 744

The brand value acquired with an indefinite useful life is submitted to an annual impairment test. An impairment is required when the estimated recoverable market value of the intangible asset is less than the net accounting value. Airesis applies a method based on the conversion of revenue into license equivalents by using the average rate applied by the company to its licensees to determine the CGU's fair value.

9.1.2 Key assumptions used in calculating impairment test

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Conversion rates of income realized directly based on license equivalents: Sales realized through cash-generating units' own networks are converted into license equivalents using the average rate applied by the companies to its licensees. These average rates vary between 8% and 12% for textiles.
- Revenue growth: Discounting of revenue is done on an indeterminate period. The reference base is the current year and a projection on future years using a zero growth rate.
- Capitalization rate: The capitalization rate represents management's assessment of the risks linked to each unit. These rates are updated considering the risk exposure tied to each cash-generating unit. The rate is 11.8% (2017: 11.8%) for a well-established brand like Le Coq Sportif.
- Sensitivity to the discount rate: A 5% increase in the discount rate was simulated – in other words 16.8% for the brand Le Coq Sportif. The incremented discount rate does not imply any impairment loss.

9.1.3 Durée d'utilisation indéterminée

La durée d'utilisation indéterminée de la marque Le Coq Sportif est revue annuellement pour déterminer si la durée d'utilisation indéterminée est toujours justifiée. Le management maintient son opinion quant au fait que la marque a un potentiel dont la durée n'est pas définie dans le temps et ne peut pas l'être. L'objectif est en effet la valorisation de cette marque et non son utilisation sur une période déterminée.

Le maintien de la décision de fixer une durée indéterminée à l'actif incorporel de la marque Le Coq Sportif se base sur les éléments suivants :

- l'utilisation des marques est illimitée et cet actif peut être vendu ou utilisé par une autre équipe de direction ;
- les marques n'ont pas un seul cycle de vie, mais plusieurs en fonction des produits porteurs de celles-ci ; les marques reprises sont porteuses d'une image allant au-delà des produits actuellement porteurs de la marque ;
- il n'y a pas d'obsolescence technique ou technologique des marques ; la durée de vie dépend des produits et non des marques ;
- les secteurs du sport et de l'habillement sont des secteurs stables sur la durée car le besoin est illimité dans le temps ;
- les dépenses de maintenance sont davantage liées aux produits qu'aux marques ;
- les droits de licences des marques sont renouvelables et les frais y relatifs sont négligeables en relation avec les produits avérés ou potentiels ;
- la durée de vie des marques ne dépend pas uniquement de la durée de vie d'un ou de quelques produits.

9.2 Goodwill

9.2.1 Montants attribués

Au 31 décembre, la valeur comptable du goodwill dont la durée de vie est indéterminée est la suivante :

En milliers de CHF	2017
Goodwill issu de l'acquisition du groupe Movement	7 288
Valeur du Goodwill	7 288

La valeur du goodwill issu de l'acquisition du groupe Movement, dont la durée de vie est indéterminée, est soumis à un test de dépréciation de valeur chaque année. Un ajustement de valeur est effectué lorsque la valeur recouvrable estimée de l'actif incorporel (valeur d'utilité) est inférieure à la valeur comptable nette.

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Flux de trésorerie actualisés : L'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base de revenus projetés sur les 5 années à venir ; la projection considère les performances passées et les attentes de la direction en matière de développement du marché. Le taux de croissance terminal est de 2%.
- Taux d'actualisation : Le taux d'actualisation représente l'appréciation du management des risques liés. Ce taux est actualisé en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de l'unité génératrice de trésorerie. Le taux d'actualisation est de 6.2% (2017 : 6.2%).
- Sensibilité au taux d'actualisation et des flux de trésorerie sans effet de levier (UFCF) : Une augmentation du taux d'actualisation de 20% a été simulée. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur. Si les UFCF étaient réduits de 30%, aucun ajustement de valeur ne serait nécessaire.

9.1.3 Indefinite useful life

The indefinite useful life of the brand is reviewed annually to determine whether its indefinite economic life is justified. Management remains of the opinion that this brand has a potential which cannot be constrained by a determinate time frame. In fact, the aim is to enhance the value of these the brand and not to exploit it within a fixed period of time.

The decision to set an indefinite time span for intangible assets referred to as "brands" is based on the following considerations:

- Use of the brands is unlimited and the asset may be sold or used by another management team without suffering any loss in value;
- Brands are not limited to one lifecycle but go through several depending on the revenue generating products of the brands in question. The brands referred to here have a recognition factor exceeding the products that currently bear their brand name;
- There is no technical or technological obsolescence of brands; their economic life depends on the products, not on the brand name itself;
- The sports and clothing segments have long-term stability since the need is not limited to time;
- Maintenance expenses are more closely linked to the products than the brands themselves;
- Brand license fees are renewable and related costs are insignificant in relation to a proven product or the existing potential of the brand in question;
- The economic life of a brand does not depend solely on the useful life of one or more of its products.

9.2 Goodwill

9.2.1 Amounts assigned

As at December 31st the book value of goodwill with an indefinite useful life is as follows:

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Goodwill issu de l'acquisition du groupe Movement	7 288	7 288	Goodwill recognized as part of the acquisition of Movement group
Valeur du Goodwill	7 288	7 288	Value of Goodwill

The goodwill recognized as part of the acquisition of Movement group, which has an indefinite useful life, is submitted to an annual impairment test. An impairment is required when the estimated recoverable market value of the intangible asset (value in use) is less than the net accounting value.

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Discounted cash flows: Discounted cash flows are based on projected revenues over the next five years; the projection considers management's past performance and expectations in terms of market development. The terminal growth rate is 2%.
- Discount rate: The discount rate represents management's assessment of the risks linked. This rate is updated considering the risk exposure tied to the cash-generating unit. The discount rate is 6.2% (2017: 6.2%).
- Sensitivity to the discount and unlevered Free Cash Flow (UFCF): An increase in the discount rates of 20% was simulated. The incremented discount rates would not require an impairment. If the UFCF were decreased by 30%, no impairment would be necessary.

9.3 Fonds de commerce

9.3.1 Montants attribués

Au 31 décembre, les valeurs comptables des fonds de commerce sont les suivantes :

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Valeur des fonds de commerce - durée de vie indéterminée	3 769	3 630	Value of key money - indefinite useful life
Valeur des fonds de commerce - amortis sur la durée du bail	778	674	Value of key money - amortized based on the lease contract term
Valeur des fonds de commerce	4 547	4 304	Value of key money

La valeur des fonds de commerce acquis, dont la durée de vie est indéterminée, est soumise à un test de dépréciation de valeur chaque année. Ce test est réalisé sur la base de la rentabilité de chaque boutique (flux de trésorerie futurs actualisés par UGT) ainsi que des informations de marché le cas échéant. Aucun ajustement de valeur n'a été reconnu sur les fonds de commerce (2017 : KCHF 0).

9.3.2 Hypothèses principales utilisées dans les calculs de tests de dépréciation

Les éléments les plus sensibles du modèle de calcul sont les suivants :

- Flux de trésorerie actualisés : L'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base du budget des deux années suivantes et une projection sur les 3 années suivantes en utilisant un taux de croissance des revenus de 9% à 12%. Au-delà le taux de croissance des revenus est de 2%.
- Taux d'actualisation : Les taux d'actualisation représentent l'appréciation du management des risques liés à chaque unité. Ces taux sont actualisés en tenant compte de l'évolution des risques liés au développement de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux d'actualisation est de 7.8% (2017 : 7.0%).
- Sensibilité au taux d'actualisation et de croissance : Une augmentation du taux d'actualisation de 20% a été simulée. Cette augmentation n'entraînerait pas d'ajustement de valeur. Si le taux de croissance des revenus était nul, aucun ajustement de valeur ne serait nécessaire.

9.3 Key money

9.3.1 Amounts assigned

As at December 31st the book value of key money is as follows:

The value of key money with an indefinite useful life is submitted annually to an impairment test. The test is run based on the profitability of each store (discounted cashflows by CGU) and on market information. No change in value was recognized for the key money (2017: KCHF 0).

9.3.2 Key assumptions used in calculating impairment tests

The most sensitive elements of the calculation model are:

- Discounted cashflows: Discounting of cashflows is done using as base the following two years' budgets and a projection of the three following years using a 9% to 12% growth rate and 2% after that.
- Discount rate: The discount rate represents management's assessment of the risks linked to each unit. These rates are updated considering the risk exposure tied to each cash-generating unit. The discount rate is 7.8% (2017: 7.0%).
- Sensitivity to the discount and growth rates: An increase in the discount rates of 20% was simulated. The incremented discount rates would not require to impair key money. If the revenue growth is nil, no impairment would be necessary.

10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

10 PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

En milliers de CHF	Note	Terrains et bâtiments <i>Land and buildings</i>	Bureaux et installations <i>Offices and installations</i>	Equipements et autres <i>Equipment and other</i>	Total	In thousands of CHF
Valeur comptable brute						Cost
Au 1 janvier 2017		847	2 782	14 672	18 301	At 1 January 2017
Investissements		232	410	1 233	1 875	Investments
Cessions		-	-541	-2 273	-2 814	Disposals
Reclassements		1 107	-	-1 107	-	Reclassifications
Différences de change		148	136	1 154	1 438	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		2 334	2 787	13 679	18 800	At 31 December 2017
Investissements		114	552	883	1 549	Investments
Cessions		-	-	-475	-475	Disposals
Reclassements		-37	2	36	1	Reclassifications
Différences de change		-88	-180	-490	-758	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018		2 323	3 161	13 633	19 117	At 31 December 2018
Amortissements cumulés						Accumulated depreciation
Au 1 janvier 2017		30	1 901	8 205	10 136	At 1 January 2017
Amortissements	21	83	444	1 577	2 104	Depreciation
Cessions		-	-537	-1 856	-2 393	Disposals
Différences de change		8	130	689	827	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017		121	1 938	8 615	10 674	At 31 December 2017
Amortissements	21	96	465	1 336	1 897	Depreciation
Cessions		-	-	-90	-90	Disposals
Reclassements		-	-	-2	-2	Reclassifications
Différences de change		-6	-102	-333	-441	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018		211	2 301	9 526	12 038	At 31 December 2018
Valeur comptable nette :						Net book value:
Au 1 janvier 2017		817	881	6 467	8 165	At 1 January 2017
Au 31 décembre 2017		2 213	849	5 064	8 126	At 31 December 2017
Au 31 décembre 2018		2 112	860	4 107	7 079	At 31 December 2018

11 EMPRUNTS BANCAIRES A COURT TERME**11 BANK OVERDRAFTS AND SHORT-TERM DEBT**

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Dépassements bancaires en comptes courants		622	548	Bank overdrafts
Emprunts bancaires à court terme		28 320	32 500	Short-term bank loans
Part à court terme des emprunts bancaires à long terme	16	2 884	2 469	Current portion of long-term bank loans
Emprunts bancaires à court terme		31 826	35 517	Bank overdrafts and short-term debt

Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 34.

With regards to fair value, we refer the reader to note 34.

Le taux d'intérêts moyen pondéré et payé en 2018 est de 3.18% (2017 : 1.30%).

The weighted average interest rate paid in 2018 is 3.18% (2017: 1.30%).

Les conditions auxquelles ces prêts ont été octroyés sont les suivantes :

These loans were issued under the following conditions:

	2017			2018			
	Montants	Intérêts		Montants	Intérêts		
	<i>Amount</i>	<i>Interest rate</i>		<i>Amount</i>	<i>Interest rate</i>		
		De	A		De	A	
Répartition par devise en milliers de CHF		<i>From</i>	<i>To</i>		<i>From</i>	<i>To</i>	<i>Split per currency in thousands of CHF</i>
EUR	28 617	0.80%	4.81%	32 227	0.95%	5.88%	EUR
CHF	3 209	1.95%	2.50%	3 290	3.25%	3.25%	CHF
Emprunts bancaires à court terme	31 826	0.80%	4.81%	35 517	0.95%	5.88%	Bank overdrafts and short-term debts

Répartition par type de taux d'intérêts en milliers de CHF	2017	2018	Allocation by interest rate type in thousands of CHF
Taux fixes	8 730	5 252	Fixed
Taux variables	23 096	30 265	Floating
Emprunts bancaires à court terme	31 826	35 517	Bank overdrafts and short-term debts

12 DETTES FOURNISSEURS**12 TRADE PAYABLES**

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Dettes fournisseurs	28 886	42 878	Trade payables

Ces montants correspondent aux dettes des diverses entités consolidées envers les fournisseurs. Les conditions de paiement sont comprises entre 30 et 90 jours. La note 33 présente les échéances. Concernant la juste valeur, nous renvoyons le lecteur à la note 34.

These amounts represent trade payables to suppliers. Payment terms vary between 30 and 90 days. Due dates are listed in note 33. With regards to the fair value, we refer the reader to note 34.

13 AUTRES DETTES

13.1 Autres dettes à court terme

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Indemnités et autres avantages sociaux courus		3 564	3 544	Accruals for compensation and other social benefits
Charges à payer		289	385	Accrued invoices
TVA et autres impôts		5 739	4 080	VAT and other tax payables
Revenus différés		-	108	Deferred revenue
Instruments financiers	34	547	-	Financial instruments
Dérivés incorporés des emprunts convertibles		-	144	Embedded Derivatives of convertible loans
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe		2 000	-	Deferred payment for Movement group acquisition - Third parties
Movement - Tiers			-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe		1 000	-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Movement - Parties liées			-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Autres dettes fournisseurs		-	7 380	Other trade payables
Autres		2 924	1 891	Others
Autres dettes à court terme		16 063	17 532	Other short-term liabilities

Un accord transactionnel avec un fournisseur de marchandise portant sur des problèmes de qualité et de tarification a été conclu. La provision correspondante a été reclassée dans les autres dettes à court terme et le solde de la dette présenté sur la ligne "Autres dettes fournisseurs".

Compte tenu des discussions en cours et dans la mesure où aucun règlement n'est attendu dans les douze prochains mois, les paiements différés liés à l'acquisition du groupe Movement ont été reclassés dans les provisions à long terme.

A settlement agreement with a supplier of goods concerning quality and pricing issues has been concluded. The corresponding provision has been reclassified to other current liabilities and the balance of the debt presented on the line "Other trade payables".

Given the ongoing discussions, and that no settlement is expected in the next twelve months, the deferred payments related to the acquisition of the Movement Group have been reclassified to long-term provisions.

13.2 Autres dettes à long terme

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Emprunts convertibles		4 816	4 990	Convertible Loans
Dérivés incorporés des emprunts convertibles		172	-	Embedded Derivatives of convertible loans
Engagements liés aux paiements fondés sur des actions - plan de stock option I du Coq Sportif	18.2	368	-	Liability related to share-based payments – stock option plan I in favor of Le Coq Sportif's employees
Obligations convertibles du Coq Sportif		1 002	972	Le Coq Sportif's convertible bond
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe		636	-	Deferred payment for Movement group acquisition - Third parties
Movement - Tiers			-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe		318	-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Movement - Parties liées			-	Deferred payment for Movement group acquisition - Related parties
Autres emprunts à des parties-liées		379	389	Other loans from related parties
Autres dettes à long terme		7 691	6 351	Other long-term liabilities

13 OTHER LIABILITIES

13.1 Other short-term liabilities

13.2 Other long-term liabilities

14 RECONCILIATION DE LA DETTE NETTE

14 NET DEBT RECONCILIATION

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Liquidités et équivalents	4 285	5 878	Cash and cash equivalents
Dépassements bancaires en comptes courants	-622	-548	Bank overdraft
Total des liquidités et dépassements bancaires	3 663	5 330	Total cash and bank overdraft
Dettes à court terme			Short-term debt
Emprunts bancaires	-31 204	-34 969	Loans and borrowings from banks
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement	-3 000	-	Deferred payment for Movement group acquisition
Total des dettes à court terme	-34 204	-34 969	Total of short-term debt
Dettes à long terme			Long-term debt
Emprunts bancaires	-7 315	-6 218	Loans and borrowings from banks
Emprunts convertibles	-4 816	-4 990	Convertible loans
Instrument financier dérivé	-172	-	Derivative financial instrument
Obligations convertibles du Coq Sportif	-1 002	-972	Le Coq Sportif's convertible bond
Paieement différé lié à l'acquisition du groupe Movement	-954	-	Deferred payment for Movement group acquisition
Autres dettes à long terme	-379	-389	Other long-term liabilities
Total des dettes à long terme	-14 638	-12 569	Total of long-term debt
Dette nette	-45 179	-42 208	Net debt
Liquidités et placements à court terme	4 285	5 878	Cash and short-term investments
Endettement brut - taux d'intérêts fixes	-18 502	-17 821	Gross debt - fixed interest rates
Endettement brut - taux d'intérêts variables	-30 962	-30 265	Gross debt - variable interest rates
Total	-45 179	-42 208	Total

En milliers de CHF	liquidités et dépassements bancaires en comptes courants / Cash / bank overdraft	Emprunts à court terme / Short-term Borrowings	Emprunts à long terme / Long-term Borrowings	Total	In thousands of CHF
Dette nette au 1 janvier 2017	9 331	-33 497	-14 604	-38 770	Net debt as at 1 January 2017
Flux de trésorerie	-6 095	-	-	-6 095	Cash flows
Emprunts	-	-4 357	-1 999	-6 356	Borrowings
Remboursements	-	6 405	2 536	8 941	Repayments
Transferts	-	682	-682	-	Transfers
Ajustement des taux de change	427	-2 438	-608	-2 619	Foreign exch. adjustments
Autres opérations non monétaire	-	-998	718	-280	Other non-cash movements
Dette nette au 31 décembre 2017	3 663	-34 203	-14 639	-45 179	Net debt as at 31 December 2017
Flux de trésorerie	1 838	1	-31	1 808	Cash flows
Emprunts	-	-23 783	-1 597	-25 380	Borrowings
Remboursements	-	20 371	918	21 289	Repayments
Transferts	-	1 494	2 648	4 142	Transfers
Ajustement des taux de change	-171	1 151	104	1 084	Foreign exch. adjustments
Autres opérations non monétaire	-	-	28	28	Other non-cash movements
Dette nette au 31 décembre 2018	5 330	-34 969	-12 569	-42 208	Net debt as at 31 December 2018

15 PROVISIONS

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Au 1 janvier	86	14 582	At 1 January
Dotations	67	69	Allocated
Utilisations	-	-24	Used
Reclassification	13 690	-10 216	Reclassification
Différences de change	739	-191	Currency translation adjustments
Au 31 décembre	14 582	4 220	At 31 December
Répartition selon			Of which
Provisions à court terme	164	221	Short-term provisions
Provisions à long terme	14 418	3 999	Long-term

Les provisions pour risques opérationnels concernent des provisions pour indemnités dues à des collaborateurs ainsi que des engagements sur la liquidation ou cession de sociétés. Les dotations faites en 2018 concernent le montant des indemnités de départ anticipé pour des collaborateurs en Italie.

Provisions for operational risks include provisions for severance payments to employees and for liquidated or disposed companies. Allocations made in 2018 are related to severance payments to employees in Italy.

16 EMPRUNTS BANCAIRES A LONG TERME

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Emprunts bancaires		10 199	8 687	Bank loans
Part à court terme des emprunts bancaires	11	-2 884	-2 469	Current portion of bank loans
Emprunts bancaires à long terme		7 315	6 218	Loans and borrowings

Concernant la juste valeur des emprunts bancaires à long terme, nous renvoyons le lecteur à la note 34.

With regards to the fair value, we refer the reader to note 34.

Le taux d'intérêts moyen pondéré et payé en 2018 est de 2.70% (2017 : 2.52%).

The weighted average interest rate paid in 2018 was 2.70% (2017: 2.52%).

Les conditions auxquelles ces prêts ont été effectués sont les suivantes :

These loans were issued under the following conditions:

	2017			2018			
	Montants Amount	Intérêts Interest rate		Montants Amount	Intérêts Interest rate		
Répartition par devise en milliers de CHF		De From	A To		De From	A To	Split per currency in thousands of CHF
EUR	1 555	0.30%	4.80%	1 898	0.00%	4.91%	EUR
CHF	5 760	2.65%	2.65%	4 320	3.25%	3.25%	CHF
Emprunts bancaires à long terme	7 315	0.30%	4.80%	6 218	0.00%	4.91%	Loans and borrowings

Répartition par type de taux d'intérêts en milliers de CHF	2017	2018	Allocation by type of interest in thousands of CHF
Taux fixes	7 315	6 218	Fixed
Taux variables	-	-	Floating
Emprunts bancaires à long terme	7 315	6 218	Loans and borrowings

Échéances des emprunts à long terme en milliers de CHF	2017	2018	Maturities of long-term debt in thousands of CHF
2019	2 018	-	2019
2020	1 781	2 313	2020
2021	1 753	3 308	2021
2022	1 557	342	2022
2023 (et plus tard - année précédente)	206	170	2023 (and later – prior year)
2024 (et plus tard - année en cours)	-	85	2024 (and later – current year)
Emprunts bancaires à long terme	7 315	6 218	Loans and borrowings

Les échéances présentées sont contractuelles.

The maturity dates shown above are contractual.

17 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

En dehors des assurances sociales régies par la loi, il existe au sein du périmètre de consolidation plusieurs régimes indépendants de retraite postérieurs à l'emploi. Dans la plupart des cas, il n'existe pas d'actifs indépendants pour couvrir les retraites dans les filiales. Des provisions sont alors constituées pour ces obligations et intégrées aux passifs non courants du bilan. La plupart des salariés sont couverts par des régimes de prévoyance à prestations définies. Pour les régimes de retraite les plus importants, les obligations sont revues tous les ans par des actuaires indépendants.

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Engagements de prévoyance non financés	1 412	1 104	Unfunded post-employment benefits
Autres avantages à long terme	199	203	Other long-term benefits
Provisions pour avantages au personnel	1 611	1 307	Long-term employee benefits

17.1 Plans en primauté des prestations

17.1.1 Evolution de la valeur actuelle des engagements de prévoyances

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Balance au 1 janvier	3 231	3 752	Balance at 1 January
Coût des services rendus	401	394	Current service cost
Intérêts	18	25	Interests
Réévaluation liée aux modifications d'hypothèses financières	-73	-146	Remeasurements arising from changes in financial assumptions
Réévaluation liée aux modifications d'hypothèses démographiques	-	-	Remeasurements arising from changes in demographic assumptions
Prestations payées estimées	-611	-502	Estimated benefit payments
Changement de plan	-	-	Plan change
Changements démographiques	768	-163	Change of population
Ecart de conversion	18	-7	Translation adjustment
Balance au 31 décembre	3 752	3 353	Balance at 31 December

17.1.2 Evolution des actifs des plans de prévoyance

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Balance au 1 janvier	2 045	2 341	Balance at 1 January
Intérêts	12	16	Interests
Cotisations de l'employeur	112	108	Company contributions
Cotisations des employés	112	108	Employee contributions
Cotisations des bénéficiaires du plan	107	167	Plan participants contributions
Gains/(pertes)	565	11	Gains/(losses)
Estimation des prestations versées/reçues	-612	-502	Estimated benefit payments
Balance au 31 décembre	2 341	2 249	Balance at 31 December

17.1.3 Hypothèses actuarielles

En milliers de CHF	2017		2018		In thousands of CHF
	Abroad	Swiss	Abroad	Swiss	
Taux d'actualisation moyen	1.3%	0.7%	1.7%	0.9%	Discount rate
Taux attendus d'augmentation des salaires moyen	1.5%	1.5%	2.0%	1.5%	Salary increase
Taux d'indexation des rentes	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	Pension indexation
Taux d'intérêt crédité sur les comptes épargne	0.0%	0.7%	0.0%	0.9%	Interest credited on savings accounts

La duration totale des plans est de 20 ans (2017 : 20.0 ans). La table de mortalité générationnelles BVG2015 (2017 : BVG2015) a été utilisée pour le calcul des plans.

17 PERSONNEL POST-EMPLOYMENT BENEFITS

In addition to social security insurances governed by the state, there exist in the consolidated entities several independent post-employment retirement schemes. In most cases, subsidiaries have no independent assets to cover pensions. Therefore, provisions are included to cover these obligations and integrated into non-current liabilities on the balance sheet. The majority of salaried employees are covered by defined pension plan schemes. For the most prominent pension schemes, independent actuaries review these obligations annually.

17.1 Defined benefits plans

17.1.1 Evolution of present value of defined benefit obligation

17.1.2 Evolution of plan assets

17.1.3 Actuarial assumptions

Total plans duration is 20 years (2017: 20.0 years) The generational mortality table BVG2015 (2017: BVG2015) was used for plans calculation.

17.2 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont constitués du plan d'indemnité de départ (TFR) des employés italiens du Coq Sportif pour KCHF 162 (2017 : KCHF 146) et des employés tunisiens du groupe Movement pour KCHF 42 (2017 : KCHF 53). Le résultat annuel de ces plans respectifs est une charge de KCHF 24 (2017 : charge KCHF 43) pour l'Italie et une charge de KCHF 2 (2017 : charge KCHF 1) pour la Tunisie. Le taux d'actualisation et le taux attendu d'augmentation des salaires sont respectivement de 1.6% (2017 : 1.3%) et 1.5% (2017 : 1.5%) pour l'Italie et de 8.0% (2017 : 7.5%) et 4.0% (2017 : 4.5%) pour la Tunisie.

17.3 Analyse de sensibilité

En milliers de CHF	Variation des engagements de prévoyance <i>Defined benefit obligation variation</i>	In thousands of CHF
Taux d'escompte + 0.25%	-139	Discount rate + 0.25%
Taux d'escompte - 0.25%	160	Discount rate - 0.25%
Taux de croissance annuelle des salaires + 0.5%	12	Salary increase + 0.5%
Taux de croissance annuelle des salaires - 0.5%	-13	Salary increase - 0.5%

Les contributions prévues en 2019 sont identiques à celles de l'année en cours.

17.2 Other long-term benefits

Other long-term benefits are related to Le Coq Sportif's Italian severance allowance ("TFR") for KCHF 162 (2017: KCHF 146) and Tunisian employees of Movement group for KCHF 42 (2017: KCHF 53). Expense of KCHF 24 (2017: Expense of KCHF 43) in Italy and KCHF 2 (2017: KCHF 1) in Tunisia were recognized. The discount rate and the expected rate of salary increase used are 1.6% (2017: 1.3%) and 1.5% (2017: 1.5%) in Italy and 8.0% (2017: 7.5%) and 4.0% (2017: 4.5%) in Tunisia.

17.3 Sensitivity analysis

2019 expected contribution are the same as the contribution of the current year.

18 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS OU DES INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

18.1 Le Coq Sportif – Plan en faveur du management

- Plan I : ABSA

Le plan de participation en faveur des cadres dirigeants du Coq Sportif contient 9 999 ABSA (actions avec bons de souscriptions attachés). 20 bons de souscriptions sont attachés à chaque action, ce qui représente 199 980 bons de souscription d'actions (chaque bon donnant le droit de souscrire une action au prix de EUR 14.95).

Des bons de souscription d'actions sont exerçables et liés à l'atteinte de certains niveaux de valorisation du Coq Sportif déterminés lors de la cession de la majorité par Airesis.

Au 31 décembre 2018, l'engagement comptabilisé dans les fonds propres pour ce plan est KCHF 2 761 (2017 : 2 866). La variation de KCHF -105 est due à l'impact du taux de change.

- Plan II : Actions gratuites

Un plan de participation en faveur des cadres dirigeants du Coq Sportif contenant 112 837 actions gratuites a été conclu en 2015 ainsi que 67 484 nouvelles en 2018. Il s'agit d'un plan qualifié de plan de paiement en actions réglé en instruments de capitaux propres ("equity-settled") dont l'engagement est comptabilisé dans les fonds propres pour un montant de KCHF 2 821 (2017 : KCHF 2 035).

L'obtention définitive des droits est liée à une condition de présence des cadres dirigeants bénéficiaires dans la société pour une période de quatre ans (50% après deux ans et 50% après quatre ans) et de deux ans pour les actions attribués en 2018. Les charges reconnues sont de KCHF 296 (2017 : KCHF 1 356) et KCHF 530 respectivement.

18 SHARE-BASED OR EQUITY-SETTLED PAYMENT TRANSACTIONS

18.1 Le Coq Sportif – profit-sharing plan for management

- Plan I: ABSA

The share based incentive plan for senior executives of Le Coq Sportif consists of 9 999 ABSA (shares with attached share purchase vouchers). Twenty share purchase vouchers are attached to each share, which represents 199 980 share purchase vouchers (each voucher entitles subscription to one share at a price for EUR 14.95).

The vouchers can be exercised and linked to the valuation of Le Coq Sportif as determined when Airesis sells its majority stake.

As at December 31st, 2018, the commitment recognized in equity for this plan is KCHF 2 761 (2017: KCHF 2 866). The variation of KCHF -105 is due to the impact of exchange rate.

- Plan II: Shares

Share based incentive plan for senior executives of Le Coq Sportif consisting of 112 837 free shares was signed in 2015 and 67 484 additional shares in 2018. This plan qualifies as an equity-settled share-base payment plan and is recorded in equity for an amount of KCHF 2 821 (2017: KCHF 2 035).

Definitive acquisition rights are related to a condition of presence of executives beneficiaries in the company for a period of four years (50% after two years and 50% after four years) and two years for the share granted in 2018. The expenses recorded are KCHF 296 (2017: KCHF 1 356) and KCHF 530 respectively.

18.2 Le Coq Sportif – Plan de stock option I

Un plan de stock-options, initialement de 59 700 options d'achat (avec un prix d'exercice de EUR 11.23), concernant l'ensemble du personnel du Coq Sportif a été mis en place durant l'exercice 2008. En mai 2012, l'Assemblée Générale du Coq Sportif a approuvé la proposition du conseil d'administration qui consiste à attribuer définitivement 26 910 options, acquises et exerçables, aux employés ayant remplis les conditions de présence. Selon l'accord, la société, au cas où elle serait encore non cotée au moment de la cession, s'engage à racheter ou à faire racheter par un actionnaire ou un investisseur qu'elle désignera les titres présentés à la vente au prix de rachat d'une fois le chiffre d'affaire du Coq Sportif, à condition que sur le dernier exercice, le résultat opérationnel soit égal à un minimum de 8% du chiffre d'affaires. Compte tenu de l'engagement de rachat des actions, ce plan en faveur des employés est qualifié de plan de paiement en actions réglé en numéraire. Il est comptabilisé au passif, sous autres dettes à long terme. Les objectifs de la condition de performance ne sont pas remplies et aucune option n'a été acquise. L'engagement au 31 décembre 2018 était de KCHF 0 (2017 : KCHF 368) car le plan est terminé.

18.2 Le Coq Sportif – Stock option plan I

A stock option plan, initially granting 59 700 call options (with an exercise price of EUR 11.23), was introduced in 2008 for all employees of Le Coq Sportif. In May 2012, Le Coq Sportif's General Shareholders' Meeting approved the Board of Directors' proposition to grant 26 910 exercisable options to the employees having fulfilled the plan's original presence conditions. According to the agreement, if Le Coq Sportif is still not listed when an employee presents a share for sale, the company agrees to repurchase or have a shareholder or investor that it will designate repurchase the securities offered for sale at a purchase price equivalent to the company's last annual turnover, provided that in the last accounting period, the consolidated operating income is equal to at least 8% of the revenue. Given the commitment to repurchase the shares, the plan for employees is qualified as a cash-settled share-based plan. It is recorded within liabilities under "Other long-term debt". The performance conditions are not fulfilled and no options were granted. The commitment as at December 31st, 2018 was KCHF 0 (2017: KCHF 368) as the plan has ended.

19 IMPOTS

En plus de l'impôt courant, les comptes consolidés montrent un actif et un passif d'impôts différés nets de KCHF 9 970. L'impôt différé actif provient principalement de l'effet des pertes reportées. L'impôt différé passif provient de l'effet des actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition des sociétés par Airesis.

Les impôts différés actifs reconnus sur les pertes reportables sont majoritairement lié aux entités françaises du groupe qui disposent de pertes reportables de manière illimitée.

Le mouvement des impôts différés au cours de l'année est présenté ci-après :

	31 décembre 2017 At 31 December 2017	Effet sur le compte de résultat Income statement impact	Composante fonds propres Equity Component	Variation de change Currency translation adjustments	Au 31 décembre 2018 At 31 December 2018	In thousands of CHF
En milliers de CHF						
Autres actifs et passifs	1 983	-484	-78	-21	1 400	Other assets and liabilities
Pertes reportées	13 836	581	-	-486	13 931	Tax losses carried forward
Impôts différés actifs	15 819	97	-78	-507	15 331	Deferred tax assets
Autres actifs et passifs	-23	-41	-308	-21	-393	Other assets and liabilities
Marques	-5 126	30	-	128	-4 968	Brands
Impôts différés passifs	-5 149	-11	-308	107	-5 361	Deferred tax liabilities
Impôts différés nets	10 670	86	-386	-400	9 970	Net deferred taxes
Présentés sous :						Shown as:
Impôts différés actifs	11 213				10 450	Deferred tax assets
Impôts différés passifs	-543				-480	Deferred tax liabilities

	31 décembre 2016 At 31 December 2016	Effet sur le compte de résultat Income statement impact	Composante fonds propres Equity Component	Variation de change Currency translation adjustments	Au 31 décembre 2017 At 31 December 2017	In thousands of CHF
En milliers de CHF						
Autres actifs et passifs	1 963	-245	111	154	1 983	Other assets and liabilities
Pertes reportées	12 468	222	-	1 146	13 836	Tax losses carried forward
Impôts différés actifs	14 431	-23	111	1 300	15 819	Deferred tax assets
Biens immobiliers	3	-3	-	-	-	Fixed assets
Autres actifs et passifs	-188	272	-106	-1	-23	Other assets and liabilities
Marques	-5 196	453	-	-383	-5 126	Brands
Impôts différés passifs	-5 381	722	-106	-384	-5 149	Deferred tax liabilities
Impôts différés nets	9 050	699	5	916	10 670	Net deferred taxes
Présentés sous :						Shown as:
Impôts différés actifs	10 258				11 213	Deferred tax assets
Impôts différés passifs	-1 208				-543	Deferred tax liabilities

L'effet fiscal sur le compte de résultat consolidé est le suivant :

The tax effect on the consolidated income statement is as follows:

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Charges fiscales courantes	-400	-553	Current income tax
Impôts différés	699	86	Deferred income tax
Impôts	299	-467	Income tax

Le montant des pertes fiscales reportables sur les exercices futurs qui ne font pas l'objet d'une activation se présente selon leur date d'échéance comme suit :

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
2021 (et plus tard - année précédente)	12 815	-	2021 (and later – prior year)
2022 (et plus tard - année en cours)	-	8 391	2022 (and later – current year)
illimitées	40 636	41 975	unlimited
Total des pertes reportables	53 451	50 366	Total tax losses carried forward

Tax losses carried forward which have not been recognized as deferred tax assets, with their expiry dates, are as follows:

Les pertes fiscales reportables sur une période illimitée proviennent principalement des sociétés françaises dont le taux d'imposition est de 32.0% (2017 : 33.3%).

Tax losses carried forward over an unlimited period stem mainly from the French companies which has a tax rate of 32.0% (2017: 33.3%).

Le montant des charges fiscales se décompose selon le tableau suivant :

Tax expenses are broken down as follows:

En milliers de CHF	2017	2017 modifié amended	2018	In thousands of CHF
Résultat avant impôt	-3 107	-3 107	-304	Earnings before tax (EBT)
Impôts attendus aux taux appliqués aux résultats dans les pays concernés	82	621	63	Expected taxes at the domestic rates applicable
Taux d'impôt moyen pondéré	2.6%	20.0%	20.7%	Weighted average tax rate
Utilisation de pertes fiscales antérieures non reconnues	618	215	381	Previously unrecognized tax losses used
Variation des différences temporelles non reconnues	-430	-430	-	Changes in unrecognized temporary differences
Pertes fiscales courantes non capitalisées	-493	-629	-72	Current year losses for which no deferred tax asset was recognized
Crédits d'impôts et impôts anticipés	-331	-331	-400	Tax credits and withholding taxes
Autres	853	853	-439	Others
Charge fiscale reconnue dans le compte de résultat	299	299	-467	Income tax

Le taux d'impôt moyen pondéré est déterminé sur la base des taux d'imposition individuels applicables dans les juridictions concernées et en fonction de la composition du bénéfice avant impôt par territoire de compétence. Toutefois, lorsqu'il existe à la fois des entités bénéficiaires et des entités déficitaires au sein d'un groupe, l'agrégation doit être calculée en valeurs absolues afin d'obtenir un résultat significatif. Ce n'était pas le cas dans le rapport annuel précédent. En conséquence, la charge d'impôt 2017 a été retraitée comme indiqué ci-dessus. Le taux d'imposition applicable par entité représente l'impôt local sur le revenu applicable au bénéfice avant impôt pour l'année fiscale 2018/2017.

The weighted average tax rate is determined by the tax rates applicable in the individual jurisdictions concerned and according to the breakdown of profit before taxes in each territory. However, where both profit and loss making entities exist within a group, then the aggregation should be calculated using absolute values in order to achieve a meaningful result. This was not the case in the previous annual report. In consequence, 2017 tax expenses break down has been restated as detailed above. The tax rate applicable for each company represents the local income tax applied to earnings before taxes during the 2018/2017 fiscal year.

20 FRAIS ADMINISTRATIFS ET AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX

20 SALES, GENERAL AND ADMINISTRATION EXPENSES

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Consulting	-2 954	-3 133	Consulting
Frais de commercialisation	-4 141	-4 509	Selling costs
Logistique	-9 290	-11 299	Logistics
Location d'installations	-6 067	-5 262	Facility rental
Frais de déplacement	-3 373	-3 640	Travel expenses
Autres	-2 882	-1 513	Others
Total	-28 707	-29 356	Total

21 AMORTISSEMENTS ET AJUSTEMENTS DE VALEUR

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Amortissements sur immobilisations corporelles	10	-2 104	-1 897	Depreciation of property, plant and equipment
Amortissements sur actifs incorporels	8	-1 381	-561	Amortization of intangible assets
Amortissements		-3 485	-2 458	Depreciation and amortization
Amortissements et ajustements de valeur		-3 485	-2 458	Depreciation, amortization and impairments

Concernant les ajustements de valeur sur actifs incorporels, nous renvoyons le lecteur à la note 9.

With regards to impairments of intangible assets, we refer the reader to note 9.

22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Bénéfices sur ventes des actifs	306	118	Book profit from sale of assets
Autres produits	994	188	Other income
Total autres produits	1 300	306	Total other income
Variations de provisions	-67	6	Changes in provisions
Pertes sur ventes des actifs	-571	-31	Book loss on sale of assets
Autres charges	-	-217	Other expenses
Total autres charges	-638	-242	Total other expenses
Autres produits et charges	662	64	Other income and expenses

23 RESULTAT FINANCIER

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Charges d'intérêts - Tiers	-2 168	-2 671	Interest expenses - Third parties
Charges d'intérêts - Parties liées	-76	-33	Interest expenses - Related parties
Charges financières	-2 244	-2 704	Finance costs
Produits d'intérêts - Tiers	44	49	Interest income - Third parties
Produits d'intérêts - Parties liées	5	35	Interest income - Related parties
Revenus d'investissement	-	9	Investment income
Produits financiers	49	93	Financial income
Différences de change	2 021	-415	Foreign exchange differences
Ajustement à la juste valeur des instruments financiers	164	21	Fair value adjustment on financial instruments
Autres résultats financiers	2 234	-301	Other financial results
Résultat financier	-10	-3 005	Financial result

21 DEPRECIATION, AMORTIZATION AND IMPAIRMENTS

22 OTHER INCOME AND EXPENSES

23 FINANCIAL RESULT

24 LEASINGS**24.1 Leasings opérationnels**

Les dépenses en matière de leasings, liées à l'activité opérationnelle des diverses sociétés du groupe se présentent comme suit :

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Charges leasings opérationnels	7 239	6 527	Operating lease expenses

Les engagements de leasings opérationnels non comptabilisés au bilan se présentent ainsi :

Operational lease expenses associated with the operational activities of the various consolidated companies are as follows:

Operational lease commitments not recognized on the balance sheet are presented in the following table:

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
A moins d'un an	6 448	6 830	Within one year
Entre un et cinq ans	15 992	15 636	Between one and five years
A plus de cinq ans	2 458	1 062	After five years
Engagements leasings opérationnels	24 898	23 528	Operational lease commitments

25 CAPITAL ACTIONS**25 SHARE CAPITAL**

Actions ordinaires	Nombre d'actions Number of shares	Valeur nominale (en CHF) Nominal value (in CHF)	Capital actions (en KCHF) Share capital (in KCHF)	Ordinary shares
Au 1 janvier 2018	62 022 251	0.25	15 506	At 1 January 2018
Au 31 décembre 2018	62 022 251	0.25	15 506	At 31 December 2018

26 INTERETS NON-CONTROLANT**26 NON-CONTROLLING INTERESTS**

En milliers de CHF	Movement Holding SA	Le Coq Sportif Holding SA	Total	In thousands of CHF
Au 1 janvier 2017	667	1 809	2 476	At 1 January 2017
Participation au résultat 2017	-25	147	122	Share in 2017 result
Couverture des flux de trésorerie	-	-68	-68	Cash flow hedging
Variation des intérêts non-contrôlant	-	2 936	2 936	Changes in minority interests
Gains actuariels des régimes à prestations définies	12	-	12	Actuarial gains from defined benefit plans
Différences de change	-60	316	256	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2017	594	5 140	5 734	At 31 December 2017
Réévaluation suite à l'adoption des normes nouvelles	-	-37	-37	Remeasurement according to new standards adopted
Participation au résultat 2018	-54	186	132	Share in 2018 result
Couverture des flux de trésorerie	-	113	113	Cash flow hedging
Variation des intérêts non-contrôlant	-	476	476	Changes in minority interests
Gains actuariels des régimes à prestations définies	10	-	10	Actuarial gains from defined benefit plans
Différences de change	-39	-218	-257	Currency translation adjustments
Au 31 décembre 2018	511	5 660	6 171	At 31 December 2018

27 ACTIONS PROPRES

Les mouvements sur actions propres sont présentés cumulés de la façon suivante :

	Nombre d'actions <i>Number of shares</i>	Valeur d'acquisition (en milliers de CHF) <i>Acquisition value (in thousands of CHF)</i>	Cours (en CHF) <i>Price (in CHF)</i>	
Au 1 janvier 2017	105 115	121	1.15	At 1 January 2017
Ventes/Transferts	-36 215	-42		Sales/Transfers
Au 31 décembre 2017	68 900	79	1.15	At 31 December 2017
Ventes/Transferts	-60 332	-69	1.15	Sales /Transfers
Au 31 décembre 2018	8 568	10	1.15	At 31 December 2018

27 TREASURY SHARES

Movements in treasury shares are presented cumulatively as follows:

28 RÉSULTAT PAR ACTION

28 EARNINGS PER SHARE

28.1 Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de la société-mère

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires d'Airesis par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant l'exercice. Le nombre d'actions en circulation se détermine en déduisant le nombre moyen d'actions achetées et détenues comme actions propres du nombre total d'actions émises.

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Résultat net attribuable à Airesis		-2 930	-903	Net result attributable to Airesis shareholders
Intérêts non-contrôlants	26	122	132	Non-controlling interest
Résultat net		-2 808	-771	Net result
Nombre moyen d'actions en circulation		61 943 805	61 989 638	Weighted average outstanding shares
Résultat net de base par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère (en CHF)		-0.05	-0.01	Basic earnings per share attributable to Airesis shareholders (in CHF)

28.1 Basic earnings per share attributable to parent company shareholders

Basic earnings per share are calculated by dividing the net income attributable to shareholders by the weighted average number of shares outstanding during the year. The number of outstanding shares is calculated by deducting the average number of shares purchased and held as treasury shares from the total of all issued shares.

28.2 Résultat dilué par action attribuable aux actionnaires de la société-mère

Le bénéfice dilué par action tient compte de toutes les dilutions potentielles du résultat provenant des plans de paiements fondés sur des actions ou des instruments de capitaux propres.

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Résultat net attribuable à Airesis	-2 930	-903	Net result attributable to Airesis shareholders
Dilution selon les plans en faveur du management, du personnel et sponsoring	-26	-76	Dilution related to management, staff and sponsorship plans
Résultat attribuable aux actionnaires de la société-mère ajusté de l'effet dilutif	-2 956	-979	Net result attributable to Airesis shareholders adjusted for the effect of dilution
	2017	2018	
Nombre moyen d'actions en circulation	61 943 805	61 989 638	Weighted average outstanding shares
En CHF	2017	2018	In CHF
Résultat net dilué par action, attribuable aux actionnaires de la société-mère (en CHF)	-0.05	-0.01	Diluted earnings per share attributable to Airesis shareholders (in CHF)

28.2 Diluted earnings per share attributable to parent company shareholders

The diluted earnings per share calculation takes into account all potential dilutions to the earnings arising from share-based or equity-settled payment transactions.

29 SECTEURS OPÉRATIONNELS

Airesis est une société d'investissement et chacune de ses participations est organisée pour fonctionner de manière autonome. Par conséquent, chaque participation est un décideur opérationnel. Bien qu'Airesis soit impliquée de manière active dans les choix stratégiques, le caractère propre de ses participations est maintenu. Chaque participation remet au CEO d'Airesis un reporting qui permet de suivre l'évolution des résultats et de les mettre en relation avec les plans stratégiques. La répartition sectorielle est présentée par marque, le critère de base étant la performance globale de chaque marque.

29 OPERATIONAL SEGMENTS

Airesis is an investment company and each one of its participations is organized to function independently. As a result, each participation is responsible for its own operational decisions and represents an operating segment. Although Airesis is actively involved at the strategic level, each participation maintains its own individual nature. Each participation regularly reports to Airesis' CEO thereby allowing the Board to maintain an overview of financial developments and to put these in relation to overall strategic plans. Segmentation is shown by brand with the base criteria being the global performance of each individual brand.

	2018						
En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total	In thousands of CHF
Ventes	138 587	9 608	1 821	150 016	-1 528	148 488	Revenue from sales
Revenus de licences	4 385	-	-	4 385	-	4 385	Revenue from licenses
Revenus totaux	142 972	9 608	1 821	154 401	-1 528	152 873	Total revenue
Quote-part dans les résultats des sociétés assoc.	1	-	138	139	-	139	Share of result in associates
Résultat opérationnel (EBITDA)	6 226	234	-1 301	5 159	-	5 159	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-2 020	-433	-5	-2 458	-	-2 458	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôt et frais financiers	4 206	-199	-1 306	2 701	-	2 701	EBIT
Charges d'intérêts	-2 195	-82	-658	-2 935	231	-2 704	Interest expenses
Autres résultats financiers	-453	-44	427	-70	-231	-301	Other financial results
Résultat avant impôt	1 558	-325	-1 537	-304	-	-304	EBT
Résultat net	998	-296	-1 473	-771	-	-771	Net result
Moment de la reconnaissance des revenus							Timing of revenue recognition
A une date donnée	138 587	9 608	1 821	150 016	-1 528	148 488	At a point in time
En continu dans le temps	4 385	-	-	4 385	-	4 385	Over time
Total actifs	128 036	20 103	5 052	153 191	-6 121	147 070	Total assets
dont sociétés associées	17	-	537	554	-	554	of which in associated companies
Total fonds étrangers	97 102	5 105	18 497	120 704	-6 121	114 583	Total liabilities
Investissements dans							Investments in
Actifs corporels et incorporels	1 462	224	6	1 692	-	1 692	PP&E and intangible assets

Au 31 décembre 2018, aucun client ou groupe de clients apparentés n'excède le 10% des revenus totaux de chaque participation.

As at December 31st, 2018, no client or group of related clients exceeded 10% of total revenue in any participation.

2017

En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total	In thousands of CHF
Ventes	126 114	9 201	1 322	136 637	-945	135 692	Revenue from sales
Revenus de licences	4 410	-	-	4 410	-	4 410	Revenue from licenses
Revenus totaux	130 524	9 201	1 322	141 047	-945	140 102	Total revenue
Quote-part dans les résultats des sociétés assoc.	602	-	423	1 025	-	1 025	Share of result in associates
Résultat opérationnel (EBITDA)	4 219	-634	-3 197	388	-	388	EBITDA
Amortissements et ajustements de valeur	-2 821	-466	-198	-3 485	-	-3 485	Depreciation, amortization and impairments
Résultat avant impôt et frais financiers	1 398	-1 100	-3 395	-3 097	-	-3 097	EBIT
Charges d'intérêts	-2 147	-49	-683	-2 879	635	-2 244	Interest expenses
Autres résultats financiers	2 082	328	459	2 869	-635	2 234	Other financial results
Résultat avant impôt	1 333	-821	-3 619	-3 107	-	-3 107	EBT
Résultat net	693	19	-3 520	-2 808	-	-2 808	Net result
Moment de la reconnaissance des revenus							Timing of revenue recognition
A une date donnée	126 222	9 201	1 322	136 745	-945	135 800	At a point in time
En continu dans le temps	4 302	-	-	4 302	-	4 302	Over time
Total actifs	120 995	20 072	10 443	151 510	-9 314	142 196	Total assets
dont sociétés associées	18	-	824	842	-	842	of which in associated companies
Total fonds étrangers	91 402	4 399	22 742	118 543	-9 314	109 229	Total liabilities
Investissements dans							Investments in
Actifs corporels et incorporels	1 731	251	230	2 212	-	2 212	PP&E and intangible assets

Les éliminations comprennent les frais de gestion («management fees») facturés aux participations, les comptes courants et prêts intercompagnie et la valeur des participations au bilan d'Airesis SA.

Eliminations include management fees invoiced to participations, intercompany receivables and payables as well as the book value of participations on Airesis SA's balance sheet.

Répartition géographique :

Geographical information:

2018

En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total	In thousands of CHF
France	81 879	1 499	1 517	84 895	-1 517	83 378	France
Italie	9 890	359	-	10 249	-	10 249	Italy
Espagne	12 021	191	-	12 212	-	12 212	Spain
Reste du monde	39 182	7 559	304	47 045	-11	47 034	Rest of the world
Revenus totaux	142 972	9 608	1 821	154 401	-1 528	152 873	Total revenue

Le groupe n'a actuellement aucun actifs ou passifs liés aux contrats avec la clientèle.

The group currently has no assets nor liabilities related to contracts with customers.

2017

En milliers de CHF	Le Coq Sportif	Movement	Corporate & autres Corporate & others	Sous Total Subtotal	Eliminations	Total	In thousands of CHF
France	65 095	1 108	94	66 297	-	66 297	France
Italie	9 388	280	-	9 668	-	9 668	Italy
Espagne	11 113	161	-	11 274	-	11 274	Spain
Reste du monde	44 928	7 652	1 228	53 808	-945	52 863	Rest of the world
Revenus totaux	130 524	9 201	1 322	141 047	-945	140 102	Total revenue

La répartition géographique des revenus est basée sur le lieu de l'activité commerciale des clients.

The geographical information is based on the location of the clients' commercial activity.

30 RÉMUNÉRATION ET EMPRUNTS DES MEMBRES DE LA DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les emprunts des dirigeants ou les montants en leur faveur ainsi que la rémunération des membres de la direction et du conseil d'administration sont présentés dans le rapport de rémunération séparé.

30 COMPENSATION AND LOANS OF SENIOR MANAGEMENT AND THE BOARD OF DIRECTORS

Loans made to members of senior management or amounts in their favor as well as compensation of senior management and the Board of Directors are stated in the separate compensation report.

30.1 Montant global pour les membres de la direction générale

Le montant global des honoraires, des salaires et des autres intéressements de la Direction générale est de KCHF 181 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 24). En 2017, la rémunération totale de la Direction était de KCHF 309 (charges sociales, part employeur incluses : KCHF 38).

Aucun membre de la Direction ne bénéficie d'avantages contractuels liés à son départ de la société.

30.1 Total for members of senior management

A total of KCHF 181 was paid to Senior management (including social benefits, employer share: KCHF 24). In 2017, the total compensation for senior management was KCHF 309 (including social benefits, employer share: KCHF 38).

Senior management does not have any post-employment benefits.

31 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le bilan présente des actifs ainsi que des passifs financiers. Les principaux éléments de passifs financiers des entités du périmètre de consolidation comprennent les emprunts et crédits bancaires, les dettes commerciales ainsi que les prêts obtenus. Les actifs financiers se composent essentiellement de créances commerciales et liquidités.

Les principaux risques découlant des actifs et passifs financiers sont le risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Le conseil d'administration d'Airesis suit l'évolution de ses participations en termes de risques et établit annuellement pour chaque secteur d'activité une analyse des risques.

31 FINANCIAL RISK MANAGEMENT

The consolidated balance sheet presents both financial assets and liabilities. The principle elements of the entities of the consolidation perimeter liabilities comprise loans and credit limits commercial debt as well as loans received. Financial assets are basically composed of trade receivables and cash.

The main risks stemming from financial assets and liabilities are credit risk, interest rate risk, foreign exchange risk and liquidity risk. The Board of Directors of Airesis monitors risk developments in its participations and prepares an annual risk analysis for each sector of activity.

31.1 Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à une éventuelle incapacité des clients, ou groupes de clients similaires à satisfaire leurs obligations. Les clients similaires se définissent comme des contreparties liées entre elles. Au 31 décembre 2018, aucun client ou groupe de clients apparentés n'excède le 10% des débiteurs clients de chaque participation. Le risque de crédit sur «Liquidités et équivalents» est limité de par la qualité de la contrepartie bancaire. De plus l'ensemble des sociétés du groupe traite avec un ensemble diversifié de partenaires locaux. Le risque de crédit maximal correspond au montant des actifs financiers au bilan (voir note 34).

31.1 Credit risk

Credit risk refers to the potential inability of clients or a group of similar clients to meet their obligations. Similar clients refer to counterparties associated among themselves. As at December 31st, 2018, no client or group of related clients exceeded 10% of trade receivables in any participation. In addition, part of trade receivables is secured by insurance institutions. Credit risk on "Cash and cash equivalents" is limited due to the quality of the banking partners. Furthermore all consolidated entities build relationships with a diversified portfolio of local partners. The maximum credit risk corresponds to the amount of the financial assets on the consolidated balance sheet (see note 34).

31.2 Risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité ci-dessous est établie sur la base de l'exposition des instruments financiers à la date de l'établissement du bilan et prend en compte une variation constante sur une année des paramètres, calculée sur les instruments financiers portant intérêts. Pour la détermination de la variation potentielle des taux d'intérêt, le management d'Airesis s'est basé sur les fluctuations des deux années précédentes. La sensibilité correspond à une variation des taux d'intérêt CHF et EUR de 100 points de base à la hausse et 50 points de base à la baisse. La majeure partie des emprunts ouverts au 31 décembre 2018 ont un intérêt débiteur variable (voir notes 11 et 16).

Une variation des taux d'intérêt dans les proportions décrites précédemment, toutes choses étant égales par ailleurs, aurait l'impact suivant sur les comptes du groupe :

31.2 Interest rate risk

The sensitivity analysis below is based on the exposure of financial instruments on the balance sheet date and takes into account a constant change in the parameters over a year, calculated on interest-bearing financial instruments. To determine the potential variation in interest rates, Airesis management uses fluctuations over the preceding two years as its basis. The sensitivity tests a rise of 100 basis points and a decrease of 50 basis points of CHF and EUR interest rates. The majority of the loans as at December 31st, 2018 had variable interest rates (see notes 11 and 16).

Interest rate variations in the proportions described previously, with everything else being equal, would have the following effect on the group's financial statements:

	Variation du taux de base <i>Variation of prime rate</i>	Effet sur le résultat avant impôt en milliers de CHF <i>Pre-tax effect on EBT in thousands of CHF</i>	Effet sur les fonds propres en milliers de CHF <i>Pre-tax effect on equity In thousands of CHF</i>
2018	100	-379	-379
	-50	189	189
2017	100	-376	-376
	-50	188	188

31.3 Risque de change

Le tableau ci-dessous détaille la sensibilité du résultat avant impôt à une augmentation de 10% ou une baisse de 5% des taux de change auxquels le groupe est sensible par rapport à la monnaie de base d'établissement des comptes. Le taux de sensibilité utilisé correspond à la fluctuation potentielle estimée par la direction lors de l'exécution de l'analyse des risques. L'analyse de la sensibilité n'inclut que les éléments monétaires ouverts à la date de la clôture et dont la devise est différente de la devise de présentation des comptes. L'analyse de la sensibilité inclut des dettes contractées auprès de tiers ainsi que les prêts internes au groupe dont la dénomination de l'emprunt est dans une monnaie autre que celle du prêteur ou de l'emprunteur. L'analyse prend en compte l'impact des instruments dérivés (désignés et non-désignés).

Le tableau ci-après évalue la sensibilité aux variations des cours du résultat avant impôt, toutes choses restant par ailleurs égales.

	Devise	Variation du taux de change	Effet sur le résultat avant impôt en milliers de CHF Effect on EBT in thousands of CHF	Effet sur les fonds propres en milliers de CHF Pre-tax effect on equity In thousands of CHF
	Currency	Variation of foreign exchange rates		
2018	EUR	10%	374	374
	EUR	-5%	-187	-187
	USD	10%	63	1 431
	USD	-5%	-32	-716
2017	EUR	10%	196	196
	EUR	-5%	-98	-98
	USD	10%	-1 996	-563
	USD	-5%	998	282

31.4 Risque de liquidité

La situation de relance des participations d'Airesis implique une sensibilité importante au risque de liquidité. Ce risque se définit comme une éventuelle incapacité du groupe à satisfaire à ses obligations. La politique de liquidité du groupe Airesis varie d'une société à l'autre, mais elle vise à maintenir suffisamment de liquidités ou à obtenir suffisamment de fonds par des montants appropriés de lignes de crédit pour respecter ses obligations conformément aux budgets établis. Un contrôle du besoin de financement est réalisé régulièrement afin de suivre l'adéquation des moyens par rapport aux besoins. Voir également note 33.

31.5 Risque de capital

La gestion du capital se distingue en deux catégories. Tout d'abord au niveau d'Airesis, l'objectif est de limiter tout endettement direct, le financement bancaire nécessaire à la relance des marques étant octroyé directement par l'établissement bancaire à la participation concernée. Airesis limite ainsi son engagement à la procuration de garanties. Toutes les participations du groupe Airesis sont confrontées à des risques inhérents à l'industrie dans laquelle elles opèrent. Airesis veille à maintenir positifs les fonds propres de ses participations.

31.3 Foreign exchange risk

The table below details the sensitivity of the financial results before tax with a 10% increase or 5% decrease in foreign exchange rates, an aspect to which the group is sensitive in respect of the base currency used in the financial statements. The rate of sensitivity used corresponds to the potential fluctuation determined by management when conducting their risk analysis. The sensitivity analysis includes solely monetary items open at the closing date in which the currency differs from the one presented in the financial statements. This sensitivity analysis also includes debt from third parties as well as internal group loans denominated in a currency other than of the lender or the borrower. The analysis takes into consideration the impact of derivative financial instruments (designated and non-designated as hedge accounting).

The table below evaluates the sensitivity of the result before taxes to variations in foreign currency, with all other variables remaining unchanged.

31.4 Liquidity risk

Relaunching certain Airesis participations involves a significant sensitivity to the risk of liquidity. This risk is defined as a potential inability of the group to meet its obligations. The Airesis group's liquidity policy varies from one entity to another, but it aims to maintain sufficient cash or obtain sufficient funds in loans using lines of credit so as to honor its commitments according to budgets. Finance requirements are regularly monitored in order to ensure the allocation of resources. Also refer to note 33.

31.5 Capital risk

Capital is managed in two categories. First of all, at the holding level the aim is to limit all direct bank indebtedness. Financing required to relaunch the brands is granted directly by banks to the subgroups concerned. Airesis limits its obligations on guarantees. All the entities of Airesis group are exposed to risks inherent to the industry in which they operate. Airesis ensures that the equity capital of its subsidiaries remains positive.

32 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

32.1 Rémunération des membres de la direction et du Conseil d'administration

La rémunération des membres de la direction et du conseil d'administration figure dans le rapport de rémunération séparé. Se référer à la note 30.1 pour le montant global de rémunération pour les membres de la direction générale.

32.2 Transactions avec des actionnaires majoritaires

32.2.1 Autres actifs courants

Le compte courant de Petrus Finance SA a été soldé (2017 : KCHF 637).

32.2.2 Autres dettes à court terme

Le compte courant en faveur de Marc-Henri Beausire, CEO a été soldé (2017 : KCHF 200).

32.3 Transactions avec des membres de la direction de Movement

32.3.1 Prêts à long terme

KCHF 389 (2017 : KCHF 380) concernent un prêt long terme accordé par un membre de la direction et actionnaire minoritaire de Movement. Le taux d'intérêt est de 2.50% l'an. Le produit d'intérêt est de KCHF 10 (2017 : KCHF 9).

32.4 Transaction avec des sociétés associées

32.4.1 Autres dettes à court-terme

Un prêt de KCHF 251 a été accordé par Comunos SICAV (2017 : KCHF 671).

32.4.2 Convention de service

Airesis SA a facturé KCHF 251 pour des prestations administratives et informatiques ainsi que la mise disposition de locaux aménagés à Comunos SICAV.

32.4.3 Ventes de marchandises

Les filiales du Coq Sportif ont vendu pour KCHF 297 (2017 : KCHF 512) de marchandises à Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd.

32 RELATED PARTY TRANSACTIONS

32.1 Compensation of senior management and the Board of Directors

Compensation of senior management and the Board of Directors is detailed in the separate compensation report. Refer to note 30.1 for the total compensation of members of senior management.

32.2 Loans to majority shareholders

32.2.1 Other current assets

The current account of Petrus Finance SA was cleared (2017: KCHF 637).

32.2.2 Other short-term liabilities

The current account in favor of Marc-Henri Beausire, CEO was cleared (2017: KCHF 200).

32.3 Transaction with senior management of Movement.

32.3.1 Long-term loan

KCHF 389 (2017: KCHF 380) relates to a Long term debt from a manager and minority shareholder of Movement. It bears an average interest rate of 2.50%. The interest expense is KCHF 10 (2017: KCHF 9).

32.4 Transaction with associates

32.4.1 Other short-term liabilities

A loan of KCHF 251 was granted by Comunos SICAV (2017: KCHF 671).

32.4.2 Service Level Agreement

Airesis SA invoiced KCHF 251 to Comunos SICAV for administrative and IT services as well as the provision equipped premises.

32.4.3 Sale of goods

Subsidiaries of Le Coq Sportif sold KCHF 297 (2017: KCHF 512) of goods to Le Coq Sportif Oceania (Pty) Ltd.

33 ÉCHÉANCES DES PASSIFS FINANCIERS

33 MATURITY SCHEDULE OF FINANCIAL LIABILITIES

En milliers de CHF	2018					Total	In thousands of CHF
	A la Demande	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans		
	<i>On demand</i>	<i>Less than 3 months</i>	<i>Between 3 & 12 Months</i>	<i>Between 1 & 5 years</i>	<i>After 5 years</i>		
Emprunts bancaires à court terme	87	15 821	19 640	-	-	35 548	Short-term bank debt
Dettes fournisseurs	14 729	28 152	-	-	-	42 881	Trade payables
Autres dettes à court terme	1 409	9 446	6 425	-	-	17 280	Other short-term liabilities
Emprunts bancaires à long terme	-	-	-	6 576	84	6 660	Long-term bank debts
Obligation convertible de parties-liées	-	11	30	1 044	-	1 085	Convertible bonds from related parties
Emprunts convertibles	-	-	-	5 554	-	5 554	Convertible loans
Autres emprunts à long terme à des parties-liées	-	-	-	-	558	558	Other longterm loans from related parties
Échéances des passifs financiers	16 225	53 430	26 095	13 174	642	109 566	Maturity of financial liabilities

En milliers de CHF	2017					Total	In thousands of CHF
	A la Demande	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans		
	<i>On demand</i>	<i>Less than 3 months</i>	<i>Between 3 & 12 Months</i>	<i>Between 1 & 5 years</i>	<i>After 5 years</i>		
Emprunts bancaires à court terme	-	16 407	15 571	-	-	31 978	Short-term bank debt
Dettes fournisseurs	-	28 815	71	-	-	28 886	Trade payables
Autres dettes à court terme	671	10 785	1 607	-	-	13 063	Other short-term liabilities
Emprunts bancaires à long terme	-	-	-	7 712	205	7 917	Long-term bank debts
Obligation convertible de parties-liées	-	10	31	1 119	-	1 160	Convertible bonds from related parties
Emprunts convertibles	-	-	-	5 655	-	5 655	Convertible loans
Paiement différé - Movement	-	-	3 000	1 000	-	4 000	Deferred payment - Movement
Autres emprunts à long terme à des parties-liées	-	-	-	394	-	394	Other longterm loans from related parties
Échéances des passifs financiers	671	56 017	20 280	15 880	205	93 053	Maturity of financial liabilities

Les passifs financiers présentés ci-dessus incluent KCHF 1 324 (2017 : KCHF 1 811) d'intérêts dus jusqu'à l'échéance.

Financial liabilities presented above include KCHF 1 324 (2017: KCHF 1 811) of interests due until maturity.

34 INSTRUMENTS FINANCIERS

34 FINANCIAL INSTRUMENTS

En milliers de CHF	2017				2018				In thousands of CHF
	Actifs/passifs financiers à la juste valeur au travers du compte de résultat <i>Financial assets & liabilities at fair value through P&L</i>	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état du résultat global <i>Financial assets & liabilities at fair value through other comprehensive income</i>	Prêts, créances et dettes au coût amorti <i>Loans, receivables and liabilities at amortized cost</i>	Total	Actifs/passifs financiers à la juste valeur au travers du compte de résultat <i>Financial assets & liabilities at fair value through P&L</i>	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état du résultat global <i>Financial assets & liabilities at fair value through other comprehensive income</i>	Prêts, créances et dettes au coût amorti <i>Loans, receivables and liabilities at amortized cost</i>	Total	
Liquidités et équivalents	-	-	4 285	4 285	-	-	5 878	5 878	Cash and cash equivalents
Débiteurs	-	-	31 955	31 955	-	-	37 274	37 274	Trade receivables
Autres actifs courants	-	-	10 621	10 621	375	-	9 161	9 536	Other current assets
Actifs financiers	-	-	46 861	46 861	375	-	52 313	52 688	Financial assets
Emprunts bancaires à court terme	-	-	31 826	31 826	-	-	35 517	35 517	Short-term bank debt
Dettes fournisseurs	-	-	28 886	28 886	-	-	42 878	42 878	Trade payables
Autres dettes à court terme	547	-	15 516	16 063	144	-	17 388	17 532	Other short-term liabilities
Emprunts à long terme	172	-	14 467	14 639	-	-	12 569	12 569	Long-term debt
Passifs financiers	719	-	90 696	91 414	144	-	108 352	108 496	Financial liabilities

La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. Aucun écart important entre la valeur nette comptable et la juste valeur n'a été noté.

The net accounting value of financial assets and liabilities constitutes a reasonable estimate of fair value. No significant difference between the net book value and the fair value was determined.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers consolidés qui sont évalués à la juste valeur et réévalués dans le compte de résultat ou l'état du résultat global (s'ils font l'objet d'une couverture de flux de trésorerie efficace) au 31 décembre :

The following table shows the consolidated financial assets and liabilities, assessed at their fair value and reevaluated in the income statement or other comprehensive income (if they are in an effective cashflow hedge relationship) as at December 31st:

En milliers de CHF	2017				2018				In thousands of CHF
	Niveau 1 <i>Level 1</i>	Niveau 2 <i>Level 2</i>	Niveau 3 <i>Level 3</i>	Total	Niveau 1 <i>Level 1</i>	Niveau 2 <i>Level 2</i>	Niveau 3 <i>Level 3</i>	Total	
Actifs									Assets
Autres actifs courants	-	-	-	-	-	375	-	375	Other current assets
Autres actifs non-courants	-	-	-	-	-	-	-	-	Other long-term assets
Passifs									Liabilities
Autres dettes à court terme	-	547	-	547	-	144	-	144	Other short-term liabilities
Dettes à long terme	-	172	-	172	-	-	-	-	Long-term debts

Le tableau suivant présente les échéances des instruments dérivés au 31 décembre :

The following table shows the derivative financial instruments schedule as at December 31st:

	2017				2018				
Montants nominaux en milliers de CHF	Moins de 3 mois <i>Less than 3 months</i>	Entre 3 et 12 mois <i>Between 3 and 12 months</i>	Au-delà de 12 mois <i>More than 12 months</i>	Total	Moins de 3 mois <i>Less than 3 months</i>	Entre 3 et 12 mois <i>Between 3 and 12 months</i>	Au-delà de 12 mois <i>More than 12 months</i>	Total	Nominal values in thousands of CHF
Couvertures des flux de trésorerie									Cash flow hedges
Contrats de change à terme									Forward exchange contracts
Flux entrants - USD	3 164	11 166	-	14 330	7 554	4 223	1 914	13 691	Inflows - USD
Flux sortants - EUR	-3 348	-11 431	-	-14 779	-7 267	-4 088	-1 961	-13 316	Outflows - EUR
Swaps de taux d'intérêts EUR									Interest rate swaps - EUR
Flux entrants - taux variable	-2	-12	-	-14	-	-	-	-	Inflows - variable rate
Flux sortants - taux fixe	-13	-71	-	-84	-	-	-	-	Outflows - fixed rate
Total comptabilité de couverture	-199	-348	-	-547	287	135	-47	375	Total hedge accounting derivatives
Total instruments financiers dérivés	-199	-348	-	-547	287	135	-47	375	Total derivative financial instruments

Au 31 décembre 2018, le groupe ne détient pas d'instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur ou d'investissements nets dans des entités étrangères.

As at December 31st, 2018, the group does not hold derivative financial instruments designated as fair value hedges or net investment in foreign entities.

La juste valeur des opérations de couverture (désignés comme comptabilité de couverture) représente un gain non réalisé net de KCHF 375 (2017 : perte de KCHF 547) au 31 décembre 2018. Ces montants au bilan ne diffèrent pas sensiblement des montants contractuels dus à l'échéance. Les justes valeurs positives et négatives des instruments dérivés représentent les montants contractuels nets devant être échangés à l'échéance.

The fair value of hedging transactions (designated as hedge accounting) represents an unrealized gain net of KCHF 375 (2017: loss of KCHF 547) as at December 31st, 2018. These balance sheet amounts do not differ significantly from the contractual amounts due at maturity. The positive and negative fair values of derivatives represent the net contractual amounts to be exchanged at maturity.

Les ajustements de juste valeur liés à la comptabilité de couverture et leur impact sur les fonds propres sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

The fair value adjustments relating to hedge accounting and their impact on equity are detailed in the table below:

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Au 1 janvier	-23	-365	At 1 January
Gains (pertes) transférés au compte de résultat	37	540	Gains (losses) transferred to the income statement
Gains (pertes) reconnus dans l'état du résultat global	-520	386	Gains (losses) recognized in other comprehensive income
Impôts	161	-308	Income tax
Ecart de conversion	-20	-	Currency translation adjustments
Au 31 décembre	-365	253	At 31 December
Attribuable aux			Attributable to
actionnaires de la société-mère	-302	206	shareholders of the parent company
intérêts non-contrôlant	-63	47	non-controlling interests

35 ENGAGEMENTS HORS-BILAN ET ACTIFS MIS EN GAGE

35.1 Actifs mis en gages

En milliers de CHF	2017
Débiteurs clients	5 202
Autres actifs courants - Dépôt de garantie pour loyers	7
Stocks	14 560
Immobilisations incorporelles - Marque Le Coq Sportif	21 540
Immobilisations incorporelles - Fonds de commerce	793
Immobilisations corporelles - autres	151

Les montants mentionnés ne tiennent pas compte des ajustements de valeur effectués sur ces positions et qui sont présentés dans les notes respectives concernant les débiteurs clients ainsi que les stocks. Seule une partie de ces actifs est mise en gage.

35.1.1 Airesis

Des cautionnements bancaires à hauteur de MEUR 13.2 (2017 : MEUR 9.8) sont souscrits par Airesis en faveur de sa participation Le Coq Sportif et MCHF 2.3 en faveur du groupe Movement (2017 : MCHF 2.3).

Airesis se porte également caution pour d'autres garanties (leasing, douanes, lignes de change à terme, etc.) à hauteur de MEUR 2.9 pour les entités Le Coq Sportif.

35.1.2 Participations

Des lignes de crédit d'un montant de MEUR 8.9 (2017 : MEUR 6.0), en faveur de diverses entités Le Coq Sportif, sont garanties par Le Coq Sportif Holding.

Les limites de crédits mises en place en faveur du Coq Sportif sont également garanties par la marque.

Le Coq Sportif Holding se porte également caution pour d'autres garanties (leasing, douanes, lignes de change à terme, etc.) à hauteur de MEUR 1.9 (2017 : MEUR 3.8) pour les entités Le Coq Sportif.

35.2 Autres engagements

Les autres engagements comprennent des montants minimaux pour l'ensemble de la période contractuelle selon des accords de licence.

En milliers de CHF	2017
A moins d'un an	1 170
A plus d'un an et moins de 5 ans	1 170

36 EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Airesis a annoncé, le 14 mars 2019, l'arrivée au sein de l'actionnariat du Coq Sportif d'un nouvel investisseur, Mirabaud Patrimoine Vivant. Ce fond d'investissement apportera dès 2019, un financement total de MEUR 10 qui permettra à la marque de poursuivre son développement industriel et sportif actuel.

35 OFF-BALANCE SHEET LIABILITIES AND PLEDGED ASSETS

35.1 Pledged assets

2018	In thousands of CHF
1 273	Trade receivables
6	Other current assets – Security deposit for rent
14 642	Inventories
20 744	Intangible assets – Le Coq Sportif brand
-	Intangible assets – Key money
100	Tangible assets – others

The amounts listed do not take into account impairments made on these positions, and are detailed in the respective notes concerning trade receivables as well as inventories. Only a portion of these assets are pledged.

35.1.1 Airesis

Airesis issued letters of guarantee totalling MEUR 13.2 (2017: MEUR 9.8) in favor of its participation Le Coq Sportif and MCHF 2.3 in favor of Movement Group (2017: MCHF 2.3).

Airesis also backs other guarantees (leasing, customs, foreign exchange forward lines, etc.) for an amount of MEUR 2.9 for Le Coq Sportif entities.

35.1.2 Participations

Credit lines amounting to MEUR 8.9 (2017: MEUR 6.0) for various Le Coq Sportif entities are guaranteed by Le Coq Sportif Holding.

Existing credit limits in favor of Le Coq Sportif are also secured by the brand.

Le Coq Sportif Holding also backs other guarantees (leasing, customs, foreign exchange forward lines, etc.) for an amount of MEUR 1.9 (2017: MEUR 3.8) for Le Coq Sportif entities.

35.2 Other commitments

Other commitments include amounts for the entire foreseeable contractual period for license agreements.

36 SUBSEQUENT EVENTS

Airesis announced on March 14th, 2019 the arrival of a new investor and development partner, Mirabaud Patrimoine Vivant, among the brand's shareholders. This investment fund will invest a total of MEUR 10 in 2019 which will allow the brand to pursue its current industrial and sporting development.

Report of the statutory auditor to the General Meeting of AIRENIS SA

Montreux

Report on the audit of the consolidated financial statements

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of AIRENIS SA and its subsidiaries (the Group), which comprise the consolidated statement of financial position as at 31 December 2018 and the consolidated income statement, consolidated statement of comprehensive income, consolidated statement of changes in equity and consolidated statement of cash flows for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements (pages/ 49 to/ 102) give a true and fair view of the consolidated financial position of the Group as at 31 December 2018 and its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) and comply with Swiss law.

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Swiss law, International Standards on Auditing (ISAs) and Swiss Auditing Standards. Our responsibilities under those provisions and standards are further described in the “Auditor’s responsibilities for the audit of the consolidated financial statements” section of our report.

We are independent of the Group in accordance with the provisions of Swiss law and the requirements of the Swiss audit profession, as well as the IESBA Code of Ethics for Professional Accountants, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our audit approach

Overview



Overall Group materiality: CHF 1'146'547

We concluded full scope audit work at 3 reporting units addressing over 77% of the Group's revenue and 80% of total assets.

In addition, specified procedures were performed on 2 reporting units representing a further 4% of the Group's revenue and 2% of total assets.

As key audit matters the following areas of focus have been identified:

- Goodwill impairment assessment
- Capitalized tax loss carry forwards recoverability
- Confirmation of going concern assumption

PricewaterhouseCoopers SA, avenue C.-F. Ramuz 45, case postale, CH-1001 Lausanne, Switzerland
Téléphone: +41 58 792 81 00, Téléfax: +41 58 792 81 10, www.pwc.ch

Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. Our audit opinion aims to provide reasonable assurance that the consolidated financial statements are free from material misstatement. Misstatements may arise due to fraud or error. They are considered material if, individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the consolidated financial statements.

Based on our professional judgement, we determined certain quantitative thresholds for materiality, including the overall Group materiality for the consolidated financial statements as a whole as set out in the table below. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures and to evaluate the effect of misstatements, both individually and in aggregate, on the consolidated financial statements as a whole.

<i>Overall Group materiality</i>	CHF 1'146'547
<i>How we determined it</i>	0.75% of total revenue
<i>Rationale for the materiality benchmark applied</i>	We chose total revenue as the benchmark because, in our view, it is the benchmark against which the performance of the Group is commonly measured, and is a generally accepted benchmark.

We agreed with the Audit Committee that we would report to them misstatements above CHF 114'600 identified during our audit as well as any misstatements below that amount which, in our view, warranted reporting for qualitative reasons.

Audit scope

We tailored the scope of our audit in order to perform sufficient work to enable us to provide an opinion on the consolidated financial statements as a whole, taking into account the structure of the Group, the accounting processes and controls, and the industry in which the Group operates.

Following our assessment of the risk of material misstatement to the Group financial statements, we selected five components which represent the principal business units within the Group's operating segments. Three components were subject to a full audit and two were subject to specified procedures. The extent of audit work on the reporting units was based on our assessment of the risks of material misstatement and the materiality of the location's business operations relative to the Group. We included the component audit team in our team briefings and communications, discussed and directed their risk assessment, reviewed and challenged the findings from their work including the audit procedures to respond to significant risks and hold meetings throughout the audit to discuss significant matters arising.

For the remaining out of scope components, we performed risk assessment analytics to confirm there was no significant risk of material misstatement in relation to the Group financial statements. The group audit team was in addition to the consolidation audit also responsible for auditing one full scope audit component directly.

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgement, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current period. These matters were addressed in the context of our audit of the consolidated financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Goodwill impairment assessment

<i>Key audit matter</i>	<i>How our audit addressed the key audit matter</i>
The goodwill of CHF 7.3 million arose from the acquisition of Movement in 2015 and was allocated to the “Movement” Cash Generating Unit (CGU). We focused on this area due to the size of goodwill balance as at 31 December 2018 and because the directors’ assessment of the ‘value in use’ of the Movement CGU involves significant judgement around the future results of the business and the discount rates applied to future cash flow forecast. For the year ended 31 December 2018 management have performed an impairment assessment over the goodwill balance and performed a sensitivity analysis over the value in use calculations, by varying the assumptions used (growth rate, terminal growth rate and WACC) to assess the impact on the valuations. Refer to note 2.8.6 - Critical estimates and assumptions, note 9.2– Goodwill for details of management’s impairment test and assumptions.	We evaluated management’s cash flow forecasts and the process by which they were developed, including verifying the mathematical accuracy of the underlying calculations. We also compared them to the latest Board approved budgets to ensure they were consistent and that key assumptions were subject to Board oversight. We compared 2018 actual results with the forecast made a year ago to assess the accuracy of management forecasts and whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic. We also challenged: - management’s key assumptions for long-term growth rates in the forecasts by comparing them to historical results and economic forecasts; and - the discount rate used in the model by assessing the cost of capital for the Group by comparing it to market data. We then stress-tested the assumptions used by analysing the impact on results from using other growth rates and discount rates, which were within a reasonably foreseeable range. Our procedures performed and the evidence provided identified no significant issues with respect to the assumptions used in the valuation of goodwill impairment assessment.

Capitalized tax loss carry forwards recoverability

<i>Key audit matter</i>	<i>How our audit addressed the key audit matter</i>
The Group assesses the recoverability of deferred tax assets as part of the closing process. The main element in the recognized deferred tax assets (CHF 13.9 of CHF 15.3 million at 31 December 2018) is related to capitalised tax loss carry forwards, which is considered to be	Our key audit procedures to address valuation of capitalized tax loss carry forwards were evaluating the assumptions, such as expected future taxable income and the methodologies used by the Group. This entailed reviewing the Group’s latest tax planning strategy and ascertaining that it was derived from the latest approved strategic

recoverable to the extent it can be off-set against future taxable profits.

The assessment of the recoverability of capitalised tax loss carry forwards is an area of focus for our audit because the balance is material and because the impairment assessment is complex, judgmental and based on assumptions that are affected by expected future market or economic conditions.

Refer to note 2.8.3 (Critical estimates and assumptions), and note 19 – Taxes for details of deferred tax assets.

business plan, which is subject to an internal management review process.

We discussed and challenged the business plan to determine the appropriateness that the deferred tax assets may be recoverable based on the forecasts of future taxable income. In order to assess the reliability of management's forecasts, we compared current year (2018) actual results with the figures included in the prior year (2017) forecast to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic.

We finally assessed the completeness and adequacy of related disclosures.

As a result of our procedures we determined that the assessments made by the Group were based upon reasonable and supportable assumptions, consistently applied.

Confirmation of going concern assumption

<i>Key audit matter</i>	<i>How our audit addressed the key audit matter</i>
The Group has prepared its consolidated financial statements as at 31 December 2018 on a going concern basis. As further explained in Note 2.8.7 to the consolidated financial statements, the management has concluded that the group has sufficient cash resources and expected cash inflows to continue its activities not less than twelve months from the date of these consolidated financial statements. The Group had cash and cash equivalents of CHF 5.9 million at 31 December 2018 but consumed cash of CHF 2.1 million in the year, prior to investing and financing activities. There are plans to raise additional financing and the business plan for the next year show a positive cash generation from operating activities (EBITDA). Management prepared a set of cash flow forecast from Board approved plans (which constitutes as well the basis for the capitalization of deferred tax assets on tax loss carry forwards). The key judgements within the cash flow projections that we particularly focused on are: - Cash inflows and outflows expected from the business plan.	In assessing the appropriateness of the going concern assumption used in preparing the consolidated financial statements, we: – reviewed the cash flow forecast of the Group over the next 12 months based on budgets and forecasts; – performed a lookback analysis to compare 2018 budget with actual figures at 31 December 2018 to ensure management's ability to make estimates; - considered the additional financing secured in March 2019; A part of our audit we have concluded that the management's use of the going concern basis is appropriate.



Other information in the annual report

The Board of Directors is responsible for the other information in the annual report. The other information comprises all information included in the annual report, but does not include the consolidated financial statements, the stand-alone financial statements and the remuneration report of AIRENIS SA and our auditor's reports thereon.

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information in the annual report and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information in the annual report and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Board of Directors for the consolidated financial statements

The Board of Directors is responsible for the preparation of the consolidated financial statements that give a true and fair view in accordance with IFRS and the provisions of Swiss law, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Auditor's responsibilities for the audit of the consolidated financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Swiss law, ISAs and Swiss Auditing Standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with Swiss law, ISAs and Swiss Auditing Standards, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to

modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern.

- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with the Board of Directors or its relevant committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with the Board of Directors or its relevant committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the consolidated financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

Report on other legal and regulatory requirements

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

PricewaterhouseCoopers SA

A blue ink signature, appearing to be 'GNayet', written in a cursive style.

Guillaume Nayet
Audit expert
Auditor in charge

A blue ink signature, appearing to be 'G Ambrosio', written in a cursive style.

Gérard Ambrosio
Audit expert

Lausanne, 11 April 2019

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT DECEMBER 31ST

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
ACTIFS				ASSETS
Actifs circulants				Current assets
Trésorerie		502	353	Cash and cash equivalents
Créances - sociétés du groupe		1 357	-	Trade receivables – intercompany
Créances - parties tierces		16	15	Trade receivables - third parties
Total créances résultant de prestations de services		1 373	15	Total receivables
Autres créances à court terme envers des tiers		58	22	Other current receivables to third parties
Autres créances à court terme envers des sociétés du groupe et parties liées		724	2 512	Other current receivables to intercompany and related parties
Actifs de régularisation		14	23	Accrued income and prepaid expenses
Total actifs circulants		2 671	2 925	Total current assets
Actifs immobilisés				Non-current assets
Prêts - sociétés du groupe		9 087	9 048	Loans - intercompany
Prêts - parties liées		1 189	538	Loans - related parties
Autres immobilisations financières		526	507	Other financial assets
Total des prêts et immobilisations financières		10 802	10 093	Total financial assets
Participations	3	76 301	76 914	Investments
Immobilisations corporelles		5	6	Property, plant and equipment
Total actifs immobilisés		87 108	87 013	Total non-current assets
Total des actifs		89 779	89 938	Total assets
PASSIFS				LIABILITIES AND EQUITY
Capitaux étrangers à court terme				Short-Term liabilities
Passifs résultant de prestations de services - parties tierces		72	96	Trade payables - third parties
Passifs à court terme portant intérêt envers des sociétés du groupe		671	251	Short-term interest-bearing liabilities to group companies
Autres passifs à court terme		635	184	Other short-term payables
Passifs de régularisation		151	203	Accrued expenses and deferred income
Provisions		331	259	Provisions
Total capitaux étrangers à court terme		1 860	993	Total short-term liabilities
Capitaux étrangers à long terme				Long-Term liabilities
Passifs à long terme portant intérêt envers des sociétés du groupe		1 081	2 085	Long-term interest-bearing liabilities to group companies
Emprunts convertibles		8 593	8 872	Convertible loans
Total capitaux étrangers à long terme		9 674	10 957	Total long-term liabilities
Total capitaux étrangers		11 534	11 951	Total liabilities
Capitaux propres				Equity
Capital-actions	4	15 506	15 506	Share capital
Réserve générale issue d'apports de capital		26 125	26 125	Legal reserves from capital
Réserves légales issues du bénéfice		4 526	4 526	Legal reserves from retained earnings
Résultat reporté		32 231	32 167	Retained earnings
Résultat net de l'exercice		-64	-326	Net result
Actions propres	5	-79	-10	Treasury shares
Total capitaux propres		78 245	77 987	Total shareholders' equity
Total des passifs		89 779	89 938	Total liabilities and equity

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
INCOME STATEMENT

En milliers de CHF	Note	2017	2018	In thousands of CHF
Gains sur actions propres	5	2	11	Gains from treasury shares
Pertes sur actions propres	5	-2	-2	Losses from treasury shares
Management fees		-	1 487	Management fees
Dividendes - Communus		184	424	Dividends - Communus
Autres produits		296	366	Other income
Salaires et charges sociales		-697	-606	Salaries and social charges
Frais de gestion et administratifs		-1 483	-1188	Management and administrative expenses
Honoraires		-332	-463	Fees
Amortissements		-8	-6	Depreciation and amortization
Dissolutions de provisions		-	9	Release of provisions
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts		-2 040	32	Earnings before interest and taxes
Frais financiers		-11	-30	Financial expenses
Intérêts sur prêts - sociétés du groupe et parties liées		744	316	Interest income from loans - intercompany and related parties
Intérêts sur emprunts à conversion obligatoire		-379	-471	Interest expense from mandatory convertible loans
Intérêts dus sur prêts - sociétés du groupe et parties liées		-14	-33	Interest expense from loans - intercompany and related parties
Gains / (Pertes) de change		1 857	-13	Gains / (Losses) from foreign exchange
Résultat d'exploitation avant impôts		157	-201	Earnings before taxes
Charges exceptionnelles, uniques ou hors période		-85		Extraordinary, non-recurring or prior-period expenses
Résultat de l'exercice avant impôts		71	-201	Result before taxes
Impôts et taxes		-135	-125	Taxes
Résultat net		-64	-326	Net result

**ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS
STATUTAIRES CLOS AU 31 DÉCEMBRE**

***NOTES TO THE STATUTORY ACCOUNTS
AS AT DECEMBER 31ST***

1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Le Conseil d'administration a approuvé les comptes statutaires au 31 décembre 2018 le 11 avril 2018.

Airesis SA est une holding d'investissement active dans le secteur du private equity basée à Clarens. Elle a pour stratégie d'investir dans des marques, plus particulièrement les marques de sport, où elle prend une position majoritaire.

Au 31 décembre 2018, Airesis détient :

82% des parts du groupe Le Coq Sportif, actif dans les vêtements et chaussures de sport ou d'inspiration sportive.

92% du capital du Groupe Movement, propriétaire de la marque de ski vaudoise. Les produits Movement sont vendus à travers la société Wild Duck SA. Le Groupe Movement est également propriétaire de la société Casoar SA, société de distribution d'articles de sport, disposant d'un solide réseau de distribution helvétique.

40% de la société de gestion Comunus SICAV – Entrepreneurs. La société a réalisé un bon exercice 2018, aucun soutien financier d'Airesis n'a été nécessaire et un dividende KCHF 424 a été versé en cours d'année.

Au 31 décembre 2018, le nombre d'emplois à plein temps en moyenne annuelle ne dépasse pas les 10 collaborateurs.

2 PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les présents comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions sur la comptabilité commerciale du Code suisse des obligations (art. 957 à 963b, en vigueur depuis le 1er janvier 2013).

2.1 Titres en portefeuille

2.1.1 Actions propres

Les actions propres (cotées à la bourse suisse SIX) figurent en déduction des fonds propres pour leur valeur d'acquisition.

2.2 Participations

Les participations figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des moins-values durables. Les revenus sur participations sont reconnus au moment de leur distribution.

2.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. Elles sont amorties linéairement sur la base de leur durée de vie estimée.

2.4 Impôts

Airesis, qui bénéficie d'un statut de société holding, est redevable de l'impôt sur le capital au niveau cantonal/communal et uniquement sur le bénéfice au niveau fédéral, déduction faite du rendement des participations.

1 CORPORATE INFORMATION

The Board of Directors approved the statutory accounts as at December 31st, 2018 on April 11th, 2018.

As an investment holding company in the private equity sector based in Clarens, Airesis invests in brands, particularly sports brands, in which it has a majority interest.

As at December 31st, 2018 Airesis holds:

82% of the Le Coq Sportif Group, a sports brand well known for its lifestyle sports clothing and shoes.

92% of Movement Group. Movement Group is the owner of the eponymous ski brand from the Vaud region. Movement's products are sold through Wild Duck SA. The group also owns Casoar SA, a distribution company of sporting goods, with a strong Swiss distribution network.

40% of the management company Comunus SICAV – Entrepreneurs. The company had a good year 2018, no financial support from Airesis was necessary and a dividend of KCHF 424 was paid during the year.

As at December 31st, 2018, the amount of full-time employees on an annual average does not exceed 10 employees.

2 SUMMARY OF ACCOUNTING PRINCIPLES

These financial statements have been prepared in accordance with the Code of Obligations (art. 957 to 963b, applicable since January 1st, 2013).

2.1 Marketable securities

2.1.1 Treasury shares

Treasury shares (listed on the Swiss stock exchange - SIX) are reported as a deduction from equity at their acquisition value.

2.2 Participations

Participations are presented on the balance sheet for their purchase price, deduction made of any capital losses. Revenue from participations is recognized at the moment it is distributed.

2.3 Property, plant and equipment and intangible assets

All property, plant and equipment and intangible assets are reported on the balance sheet at their purchase price, less accumulated depreciation. They are amortized on a straight-line method taking into consideration their estimated economic life.

2.4 Taxes

Airesis, which benefits from a status of holding company, is liable to capital tax at cantonal/communal level. Income tax is due only at the federal level, net of return from participations.

2.5 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs sont convertis en francs suisses sur la base du taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change réalisés, de même que les pertes de change non réalisées, sont enregistrés dans le compte de profits et pertes, alors que les gains non réalisés sont différés.

2.5 Foreign currency transactions

Foreign currency transactions are converted into Swiss francs (CHF) based on the exchange rate in effect on the transaction date. Assets and liabilities are converted into Swiss francs based on the exchange rate in effect on the closing date. Realized gains and losses attributable to the exchange rate, as well as non-realized exchange losses, are recorded on the income statement, whereas non-realized gains are deferred.

3 PARTICIPATIONS

	Siège <i>Head office</i>	Domaine d'activité <i>Field of business</i>	% détention <i>% held</i>		Valeur au bilan en milliers de CHF <i>Book value in thousands of CHF</i>	
			31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018
Participations majeures						
Le Coq Sportif Holding SA	France	Sport	82%	82%	75 087	75 711
Movement Holding SA	Suisse <i>Switzerland</i>	Sport	92%	92%	46	46
Participations liées au Coq Sportif						
Sport Immobilier SA	France	Immobilier	100%	0%	11	-
Autres participations						
Comunus SICAV (compartiment entrepreneur)	Suisse	Gestion	40%	40%	400	400
<i>Comunus SICAV (entrepreneur compartment)</i>	<i>Switzerland</i>	<i>Management</i>				
GMB SA	France	Holding	33%	33%	566	566
A2I SA	Suisse <i>Switzerland</i>	Holding	100%	100%	191	191

Les informations concernant les participations indirectes figurent à la note 2.4 des comptes consolidés.

Information regarding indirect investments appears in note 2.4 to the consolidated financial statements.

4 STRUCTURE DU CAPITAL D'AIRENIS SA

	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2018	
Nombre d'actions nominatives	62 022 251	62 022 251	62 022 251	<i>Number of registered shares</i>
Valeur nominale	0.25	0.25	0.25	<i>Nominal value</i>
Capital-actions (en CHF)	15 505 563	15 505 563	15 505 563	<i>Issued capital (in CHF)</i>
Structure des fonds propres (en CHF)				<i>Structure of equity (in CHF)</i>
Capital-actions	15 505 563	15 505 563	15 505 563	<i>Share capital</i>
Réserve légale issue du bénéfice	4 526 100	4 526 100	4 526 100	<i>Legal reserves from retained earnings</i>
Réserve générale issue d'apports de capital	26 124 514	26 124 514	26 124 514	<i>Legal reserves from capital</i>
Résultat au bilan	32 230 733	32 166 837	31 840 585	<i>Retained earnings</i>
Actions propres	-120 882	-79 235	-9 853	<i>Treasury shares</i>
Total des fonds propres	78 266 028	78 243 779	77 986 909	<i>Total shareholders' equity</i>

Pour les modifications du capital-actions, veuillez-vous référer aux points 2.1, 2.2.1 et 2.2.2 de la Corporate Governance.

For modifications of capital shares, please refer to notes 2.1, 2.2.1 and 2.2.2 of the Corporate Governance.

5 ACTIONS PROPRES ET RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2018, Airesis détenait 8 568 actions propres qui ont été achetées au cours moyen CHF 1.15 (cours de clôture au 31 décembre 2017 : CHF 1.15).

5.1 Parts de son propre capital détenues par l'entreprise (valeurs comptables)

	Nombre de titre Number of shares	Cours moyen Average price	
Au 1 ^{er} janvier 2018	68 900	CHF 1.15	At 1 January 2018
Achats	-	-	Purchases
Ventes	-60 332	CHF 1.15	Sales
Au 31 décembre 2018	8 568	CHF 1.15	At 31 December 2018

5.2 Gains et pertes sur actions propres

En milliers de CHF	2017	2018	In thousands of CHF
Gains sur actions propres	2	11	Gains from treasury shares
Pertes sur actions propres	-2	-2	Losses from treasury shares
Net	-	9	Net

6 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET ACTIFS SOUS RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

6.1 Engagements hors bilan

Des cautionnements bancaires à hauteur de EUR 13.2 millions (2017 : EUR 9.8 millions) sont souscrits par Airesis en faveur de sa participation Le Coq Sportif et CHF 2.3 millions en faveur du groupe Movement (2017 : CHF 2.3 millions).

7 PRODUITS ET CHARGES HORS PERIODE

Dans le courant de l'année, aucuns frais ou produits provenant des exercices antérieurs n'ont été relevés. En 2017, des frais d'honoraires des périodes antérieures ont été reçus. Les montants de ces frais ont été supérieurs à ceux provisionnés.

8 PROPOSITIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES A L'EMPLOI DES RÉSERVES

Le résultat au bilan au 31 décembre 2018 que nous soumettons à votre approbation présente :

En milliers de CHF		In thousands of CHF
Solde reporté	32 167	Balance brought forward
Perte de l'exercice	-326	Loss of the period
À la disposition de l'Assemblée générale	31 841	At the disposal of the General Shareholders' Meeting

Le conseil d'administration propose la répartition du report à nouveau comme suit :

Report à nouveau	31 841	Profit brought forward
-------------------------	---------------	-------------------------------

5 TREASURY SHARES AND RESERVES

On December 31st, 2018, Airesis held 8 568 treasury shares that were purchased at an average price of CHF 1.15 (closing price on December 31st, 2017: CHF 1.15).

5.1 Treasury shares (carrying value)

5.2 Gains and losses on treasury shares

6 OFF-BALANCE SHEET LIABILITIES AND PLEDGED ASSETS

6.1 Off-balance sheet liabilities

Airesis issued letters of guarantee totaling EUR 13.2 million (2017: EUR 9.8 million) banking debts in favor of its participation Le Coq Sportif and CHF 2.3 million in favor of Movement Group (2017: CHF 2.3 million).

7 PRIOR-PERIOD INCOMES AND EXPENSES

In the course of the year, no expenses or incomes from previous years were recorded. In 2017, fees relating to prior periods were received. The amounts of these invoices were higher than provisioned for.

8 BOARD OF DIRECTOR'S PROPOSED APPROPRIATION OF PROFIT

Retained earnings As at December 31st, 2018, which we submit to your approval, show:

The Board of Directors proposes the following appropriation of profits:

Report of the statutory auditor to the General Meeting of AIRENIS SA

Montreux

Report on the audit of the financial statements

Opinion

We have audited the financial statements of AIRENIS SA, which comprise the balance sheet as at 31 December 2018, income statement and notes for the year then ended, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements (pages 111 to 117) as at 31 December 2018 comply with Swiss law and the company's articles of incorporation.

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Our responsibilities under those provisions and standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements" section of our report.

We are independent of the entity in accordance with the provisions of Swiss law and the requirements of the Swiss audit profession and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our audit approach

Overview



Overall materiality: CHF 899'000

We tailored the scope of our audit in order to perform sufficient work to enable us to provide an opinion on the financial statements as a whole, taking into account the structure of the entity, the accounting processes and controls, and the industry in which the entity operates.

We have determined that there are no key audit matters to communicate in our report.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue C.-F. Ramuz 45, case postale, CH-1001 Lausanne, Switzerland
Téléphone: +41 58 792 81 00, Téléfax: +41 58 792 81 10, www.pwc.ch



Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. Our audit opinion aims to provide reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement. Misstatements may arise due to fraud or error. They are considered material if, individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the financial statements.

Based on our professional judgement, we determined certain quantitative thresholds for materiality, including the overall materiality for the financial statements as a whole as set out in the table below. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures and to evaluate the effect of misstatements, both individually and in aggregate, on the financial statements as a whole.

<i>Overall materiality</i>	CHF 899'000
<i>How we determined it</i>	1% of total assets, rounded
<i>Rationale for the materiality benchmark applied</i>	We chose total assets as the benchmark because, in our view, it is the most appropriate benchmark for a holding company which has limited operating activities.

We agreed with the Audit Committee that we would report to them misstatements above CHF 89'000 identified during our audit as well as any misstatements below that amount which, in our view, warranted reporting for qualitative reasons.

Audit scope

We designed our audit by determining materiality and assessing the risks of material misstatement in the financial statements. In particular, we considered where subjective judgements were made; for example, in respect of significant accounting estimates that involved making assumptions and considering future events that are inherently uncertain. As in all of our audits, we also addressed the risk of management override of internal controls, including among other matters consideration of whether there was evidence of bias that represented a risk of material misstatement due to fraud.

Report on key audit matters based on the circular 1/2015 of the Federal Audit Oversight Authority

We have determined that there are no key audit matters to communicate in our report.

Responsibilities of the Board of Directors for the financial statements

The Board of Directors is responsible for the preparation of the financial statements in accordance with the provisions of Swiss law and the company's articles of incorporation, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the entity's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the entity or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the entity's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the entity to cease to continue as a going concern.

We communicate with the Board of Directors or its relevant committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with the Board of Directors or its relevant committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.



Report on other legal and regulatory requirements

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We further confirm that the proposed appropriation of available earnings complies with Swiss law and the company's articles of incorporation. We recommend that the financial statements submitted to you be approved.

PricewaterhouseCoopers SA

A blue ink signature of Guillaume Nayet, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

Guillaume Nayet
Audit expert
Auditor in charge

A blue ink signature of Gérard Ambrosio, featuring a stylized 'G' followed by the name 'Ambrosio' in a cursive script.

Gérard Ambrosio
Audit expert

Lausanne, 11 April 2019

Contact

Airesis
Chemin du Pierrier 1
CH - 1815 Clarens / Montreux

T + 41 (0) 21 989 82 50
F + 41 (0) 21 989 82 59
www.airesis.com / investors.relations@airesis.com